EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	8 fr.	9 fr.	10 fr.
6 MOIS	14 "	16 "	18 "
1 AN	26 "	28 "	30 "

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires et administratives | La ligne de 34 let-
 gales | tres corps 8,
 | 1 fr. 50.

Arrêtés Résidentiels des 12 décembre 1913 et 23
 décembre 1919 (B. O. n° 60 et 375 des 19
 décembre 1913 et 21 décembre 1919).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	PAGE
Dahir du 10 décembre 1921 (9 rebia II 1340) portant approbation de la concession à la société industrielle de l'Oranie de l'aménagement et l'exploitation des chutes de l'oued Fès, entre le pont de Ben Tato (100 mètres à l'aval et le Sebou. — Convention. — Cahier des charges.	1978
Dahir du 11 décembre 1921 (13 rebia II 1340) portant approbation de la concession à la société industrielle de l'Oranie de la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza. — Convention. — Cahier des charges.	1983
Dahir du 17 décembre 1921 (16 rebia II 1340) portant modification au dahir du 22 mai 1919 (21 chaabane 1337) instituant une estampille d'Etat pour garantir l'authenticité d'origine, la bonne qualité et le caractère indigène des tapis marocains.	1988
Dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.	1988
Dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) organisant le contrôle des engagements de dépenses de l'Empire chérifien.	1992
Arrêté viziriel du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340) portant application des dispositions de l'article 16 du dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) qui organise le contrôle des engagements de dépenses de l'Empire chérifien.	1993
Dahir du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340) relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane.	1993
Arrêté viziriel du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 23 novembre 1918 (17 safar 1337) relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane.	1994
Décision du directeur général des finances relative à l'application du dahir du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340) relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane.	1995
Arrêté viziriel du 12 décembre 1921 (11 rebia II 1340) relatif à la distribution des paquets postaux pesant plus de 300 grammes.	1997
Arrêtés viziriels du 13 décembre 1921 (12 rebia II 1340) portant désignation des notables des villes de Mazagan et Azemmour appelés à faire partie des commissions municipales mixtes de ces villes en 1922.	1998
Arrêté viziriel du 14 décembre 1921 (13 rebia II 1340) portant désignation des notables de la ville de Settât appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.	1999
Arrêté viziriel du 16 décembre 1921 (15 rebia II 1340) relatif aux djemas de tribus de l'annexe de Taourirt (région de Taza).	1999

Arrêté viziriel du 17 décembre 1921 (16 rebia II 1340) réorganisant la société indigène de prévoyance de Taourirt.	2000
Arrêté viziriel du 17 décembre 1921 (16 rebia II 1340) déclarant d'utilité publique les déviations de la nouvelle route de Rabat à Fès et de la route de l'Oulja de Salé et prononçant l'expropriation des terrains nécessaires à la construction des dites déviations.	2001
Arrêté viziriel du 24 décembre 1921 (23 rebia II 1340) portant désignation des notables de la ville de Rabat appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.	2002
Arrêté viziriel du 25 décembre 1921 (24 rebia II 1340) abrogeant l'arrêté viziriel du 21 décembre 1918 (20 rebia I 1337) et règlementant à nouveau l'allocation des primes en matière de répression des fraudes.	2002
Arrêté résidentiel du 12 décembre 1921, portant modifications et créations dans l'organisation territoriale de la région de Marrakech.	2003
Arrêté résidentiel du 13 décembre 1921 portant modification à l'organisation territoriale du territoire Tada-Zaïan et des territoires de contrôle civil.	2004
Ordre du 11 décembre 1921 portant rattachement d'Ouizert et de Ksabi à la subdivision de Taza. — Annexe.	2004
Ordre du 11 décembre 1921 portant rattachement provisoire du cercle de Sefrou à la subdivision de Taza.	2005
Arrêté du directeur général des travaux publics complétant l'arrêté du 30 septembre 1921 limitant la circulation sur certaines routes.	2005
Arrêté du directeur du réseau des chemins de fer à voie de 0 ^m 60 homologuant la délibération du Conseil de réseau.	2005
Nomination.	2006
Nomination dans le personnel des compagnies des commandements territoriaux.	2006
Mutation dans le personnel des officiers du service des renseignements.	2006
Erratum au B.O. n° 471 du 22 novembre 1921.	2006

PARTIE NON OFFICIELLE

Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 12 décembre 1921.	2006
Avis relatif aux examens de licences ès-lettres et ès-sciences au Maroc.	2007
Publication relative à l'ordre de priorité des demandes de permis de recherches de mines déposées au cours de la période de simultanéité du 3 au 8 octobre 1921.	2007
Mouvement de la caisse d'assurance entre exploitants des chemins de fer à voie de 0 ^m 61 pendant le 3 ^e trimestre 1921.	2007

Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extrait rectificatif concernant la réquisition 2011 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 2011 ; Avis de clôtures de bornages n° 192, 206, 273, 283, 313, 314, 339, 340, 474, 524, 532 et 553. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 4046 à 4655 inclus. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 637 à 641 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 405, 413, 414, 416 et 419. 2008
Annonces et avis divers 2012

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 10 DÉCEMBRE 1921 (9 rebia II 1340)
portant approbation de la concession à la société industrielle de l'Oranie de l'aménagement et l'exploitation des chutes de l'oued Fès entre le pont de Ben Tato (400 mètres à l'aval) et le Sebou.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 (4 safar 1338) ;

Vu la demande en date du 23 juin 1919 par laquelle la Société industrielle de l'Oranie au Maroc sollicite la concession des chutes de l'oued Fès entre le point situé à 400 mètres à l'aval du pont de Ben Tato et l'oued Sebou à Fès ;

Considérant l'intérêt qui s'attache à l'aménagement de ces chutes en vue de la production de l'énergie électrique ;

Sur le rapport de Notre directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'aménagement des chutes de l'oued Fès entre le pont de Ben Tato (400 mètres à l'aval) et l'oued Sebou, à Fès.

ART. 2. — Est approuvée la convention conclue le 28 novembre 1921 entre Notre directeur général des travaux publics et M. Mohring Modeste, agissant au nom et pour le compte de la Société industrielle de l'Oranie au Maroc, portant concession à la Société industrielle de l'Oranie des chutes de l'oued Fès entre le pont de Ben Tato (400 mètres à l'aval) et l'oued Sebou à Fès, en vue de leur aménagement et de leur exploitation pour la production de l'énergie électrique, ainsi que le cahier des charges annexé à la dite convention.

Fait à Rabat, le 9 rebia II 1340,
(10 décembre 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

Chutes de l'oued Fès entre le pont de Ben Tato
(400 mètres en aval) et le Sebou

Concession à la société industrielle de l'Oranie au Maroc

CONVENTION

ENTRE LES SOUS-SIGNÉS :

M. Delpit, directeur général des travaux publics, agissant au nom et pour le compte du Gouvernement chérifien, sous réserve de l'approbation des présentes par un dahir ;

M. Mohring, Modeste, agissant au nom et pour le compte de la Société Industrielle de l'Oranie au Maroc, en vertu des pouvoirs d'administrateur délégué de ladite société à lui conférés par délibération de l'assemblée générale en date du 20 février 1920,

IL A ÉTÉ DIT ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER

But et consistance de la concession

ARTICLE PREMIER. — *Objet de la concession.* — Le Gouvernement chérifien concède, en vue du commerce de l'énergie électrique, à la société industrielle de l'Oranie, qui accepte : l'établissement et l'exploitation des usines et des ouvrages hydrauliques destinés à l'aménagement de la chute obtenue au moyen d'un barrage établi sur l'oued Fès, à 525 mètres en aval du pont de Ben Tato, ladite concession étant faite aux clauses et conditions stipulées par le cahier des charges de la présente convention et en faisant partie intégrante.

ART. 2. — *Consistance de la concession.* — Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession les barrages de retenue, les canaux de dérivation avec tous leurs ouvrages et accessoires, les terrains et bâtiments des usines hydroélectriques, les canalisations hydrauliques, ouvrages régulateurs et ouvrages de décharge, ainsi que les bâtiments occupés en totalité ou en partie par ces ouvrages et par leurs dépendances, les moteurs hydrauliques et les divers appareils servant à utiliser, à transformer l'énergie au départ de l'usine.

Les lignes et les appareils servant à la disposition ne font pas partie de la concession ; leur régime est fixé par les traités passés par le concessionnaire pour la fourniture du courant, sauf l'exception visée au dernier alinéa de l'article 13 du cahier des charges annexé.

ART. 3. — *Acquisition des terrains et établissement des ouvrages.* — Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique concédée, ainsi que les machines et l'outillage nécessaires à cet effet.

Il devra acquérir, au besoin par expropriation, tous les terrains sur lesquels seront établies les usines et leurs dépendances immobilières.

Il pourra occuper, moyennant une redevance annuelle de un franc, les parties du domaine public hydraulique nécessaires à ses installations.

TITRE DEUXIEME

Durée de la concession. — Compte de capital. — Rachat et déchéance

ART. 4. — *Durée de la concession.* — La présente concession commencera à courir du jour où le dahir d'approbation de la convention y relative aura été notifié à la société concessionnaire.

Elle prendra fin le 31 décembre 1980.

ART. 5. — *Compte de capital.* — Le concessionnaire établira un compte dit « Compte de Capital », qui sera ouvert au jour de l'origine de la concession et tenu constamment à jour.

Il comprendra :

Toutes les sommes dépensées dans un but d'utilité :

1° Pour les opérations et études postérieures à l'origine de la concession, le paiement des indemnités d'expropriation et dommages, l'établissement de tous les ouvrages, engins et appareils avant la mise en marche de l'usine, le mobilier des usines ;

2° Les approvisionnements pour trois mois de fonctionnement, qui devront être acquis avant la mise en marche de l'usine.

Les sommes portées en compte aux 1° et 2° ci-dessus seront

forfaitairement celles figurant aux détails estimatifs des projets successifs approuvés, le tout majoré de 20 %, destinés à couvrir le concessionnaire des frais de constitution de la société, des frais d'émission des titres, des frais de direction et d'administration centrale (loyer et dépenses de bureaux du siège social, traitements et indemnités, tant du directeur que des ingénieurs et agents de tout ordre attachés au susdit bureau, rémunération du conseil d'administration et de commissaire aux comptes), des frais de direction et d'administration locale, loyer et dépenses de bureau de Fès, traitement, indemnités tant du directeur local que des ingénieurs, dessinateurs, comptables attachés audit bureau ; des intérêts intercalaires de celles des sommes ci-dessus qui auront été dépensées antérieurement à l'ouverture de l'usine.

Le compte de capital initial est arrêté le jour de l'ouverture de l'usine et est supposé amorti par annuités égales, en tenant compte d'un taux d'intérêt de 6 % ; le tableau d'amortissement devra être approuvé par l'administration, le compte de capital est diminué chaque année du montant de l'amortissement.

Toutes réparations ou renouvellement de matériel au cours de la concession ne donnent lieu à aucune inscription du compte de capital si le matériel renouvelé n'est pas d'une valeur technique et d'une valeur matérielle supérieures au matériel qu'il remplace.

Toute extension, toute transformation, tout remplacement de matériel par un autre de valeurs technique et matérielle supérieures (ces deux conditions exigées), donnent lieu à un projet dans les formes prévues à l'article 4 du cahier des charges et ne peut être exécuté qu'avec l'assentiment de l'administration qui fixe, le concessionnaire entendu, le délai d'exécution.

Ces extensions, transformations de l'usine ou remplacement de son matériel donnent alors lieu à une inscription au compte de capital à la date à laquelle ils sont mis en service.

Les renouvellements de matériel ne sont portés que pour la différence avec ce qu'aurait coûté le renouvellement par du matériel identique. L'inscription donne lieu à la majoration de 20 %.

Les sommes inscrites au compte de capital en cours de concession donnent lieu à un amortissement basé sur le même nombre d'années et le même taux d'intérêt que le compte de capital initial. Le compte de capital total représente donc, à un moment quelconque le capital non amorti restant engagé dans l'affaire. En fin de concession, le compte de capital initial est simplement annulé et disparaît du compte de capital total, mais il reste encore à ce dernier la portion non amortie des inscriptions faites en cours de concession.

Le compte de capital est présenté par la société pour chaque année entre le 1^{er} et le 15 du mois de février suivant.

Art. 6. — *Rachat ou expiration de la concession.* — Le rachat de la concession ne pourra pas être opéré avant le 1^{er} janvier 1930 sans le consentement du concessionnaire.

A partir de cette date, la concession pourra être rachetée à toute époque, moyennant le remboursement pur et simple du compte de capital augmenté dans les proportions ci-après :

Si le rachat a lieu entre le 1^{er} janvier 1930 et le 1^{er} janvier 1940, la majoration du compte de capital sera de 15 %.

Si le rachat a lieu entre le 1^{er} janvier 1940 et le 1^{er} janvier 1950, la majoration du compte de capital sera de 10 %.

Si le rachat a lieu entre le 1^{er} janvier 1950 et le 1^{er} janvier 1960, la majoration du compte de capital sera de 7,5 %.

Si le rachat a lieu entre le 1^{er} janvier 1960 et le 1^{er} janvier 1970, la majoration du compte de capital sera de 5 %.

Si le rachat a lieu entre le 1^{er} janvier 1970 et le 1^{er} janvier 1980, la majoration du compte de capital sera de 2,5 %.

Il est entendu qu'à cette majoration sera ajoutée, si le rachat a lieu avant le 1^{er} janvier 1935 :

Pour chaque usine et pour la période comprise entre le 1^{er} janvier qui suivra la mise en service des divers groupes jusqu'au 1^{er} janvier 1930 :

Par année :

Une somme en francs de : $F \times 550 \cdot T = \dots$
2.000 F

F étant en kilowatts la puissance installée, groupes de réserve non compris.

N le nombre de kilowatt-heure livrés dans l'année aux bornes de l'usine.

Si l'utilisation de 2.000 heures est dépassée pour une ou plusieurs années, les résultats doivent entrer en déduction pour le calcul de l'indemnité totale.

Le rachat ne pourra être opéré qu'au 1^{er} janvier et les sommes dues sur le vu du compte de capital qui doit être produit entre le 1^{er} et le 15 février suivant.

A l'expiration de la concession, le compte de capital restant est remboursé sans majoration.

Au moment du rachat ou de l'expiration de la concession, le Gouvernement chrétien se trouvera subrogé à tous les droits sur tous les ouvrages, engins et appareils, mobilier, portés au compte de capital qui devront lui revenir nets de toute charge et hypothèques.

Lesdits ouvrages, engins et appareils devront lui être remis en bon état d'entretien ; en vue d'assurer l'exécution de cette clause, ils seront, dix-huit mois avant l'expiration de la concession ou aussitôt la notification du rachat en cas de rachat, l'objet d'une reconnaissance générale de la part du service du contrôle des distributions d'énergie. Ce service déterminerait les travaux à faire en vue de la remise en état et le délai dans lequel ils devront être exécutés par le concessionnaire.

Au cas où celui-ci n'aurait pas, à l'expiration de ce délai, satisfait à cette obligation, il y sera pourvu d'office et à ses frais, le Gouvernement chrétien pouvant, pour se couvrir des dépenses engagées à cette fin, saisir le cautionnement, le solde du compte de capital et, au cas d'insuffisance de ceux-ci, les recettes de l'exploitation.

Le Gouvernement chrétien reprendra le petit outillage de la concession et les approvisionnements existants de matières consommables, sans toutefois que les quantités ainsi reprises puissent dépasser celles nécessaires à l'exploitation pendant six mois. Toutefois, pour le paiement de ce petit outillage et de ces matières consommables, il sera déduit les quantités portées au compte de capital initial.

Le prix de l'outillage et des matières consommables à acquérir par le Gouvernement chrétien sera fixé à l'amiable ou par voie d'arbitrage.

Les sommes dues à l'expiration de la concession ou en cas de rachat seront payées avant le 31 avril, mais elles porteront intérêt à raison de 8 % l'an.

Au regard des tiers, l'administration doit, en cas de rachat, continuer les fournitures de courant dans les conditions des contrats signés par le concessionnaire et approuvés par l'administration, en application de l'article 13 du cahier des charges annexé.

A l'expiration de la concession, le Gouvernement chrétien pourra, à son gré, continuer ou non, une fois la concession expirée, la fourniture de l'énergie à des tiers ; le concessionnaire ne devra, en conséquence, à moins d'accord préalable avec l'administration, signer aucun contrat de vente s'étendant au delà de la période de concession.

En cas de rachat avant l'expiration de la concession, le Gouvernement chrétien s'engage à continuer la fourniture du courant aux industries que l'administration aura reconnu comme créées, par le concessionnaire et acceptées comme telles, au moment où aura été soumis à son approbation le contrat de fourniture d'énergie, à condition que l'énergie ainsi fournie ne dépasse pas 40 % de la force fournie ; cette énergie sera payée au tarif des services publics. Cette fourniture pourra cesser au gré du Gouvernement chrétien à la date fixée pour l'expiration de la concession.

Art. 7. — *Déchéance et mise en régie provisoire.* — Si la société concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou si elle n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et l'usine concédée dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, elle encourra la déchéance, qui pourra être prononcée après mise en demeure restée sans effet par arrêté du directeur général des travaux publics.

Si la sécurité publique vient à être compromise, les autorités régionales, après avis de l'ingénieur des travaux publics, chef de contrôle, prendront, aux frais et risques de la société concessionnaire, les mesures provisoires pour prévenir tout danger. Les mesures qui auront été prises seront soumises au directeur général des travaux publics qui prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation des usines et de leurs dépendances vient à être

interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques de la société concessionnaire.

Les autorités régionales de Fès, après avis de l'ingénieur des travaux publics, chef du contrôle, soumettront immédiatement au directeur général des travaux publics les mesures qu'elles comptent prendre pour assurer provisoirement le service des usines concédées. Le directeur général des travaux publics statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant un délai à la société concessionnaire pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux trois alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra également être prononcée si la société concessionnaire, après mise en demeure, ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 10 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions de la présente convention.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où la société concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

ART. 8. — *Procédure en cas de déchéance.* — Dans le cas de déchéance, l'administration aura la faculté soit : d'adjuger avec droit de préemption en sa faveur les droits et charges du concessionnaire, et si l'adjudication ne donne, après deux tentatives, aucun résultat, l'Etat sera mis, sans indemnité, en possession de toutes les installations et de tous les approvisionnements, soit de prendre directement possession des installations, en remboursant au concessionnaire la moitié du capital restant à amortir, les approvisionnements et le petit outillage.

TITRE TROISIEME

Clauses diverses

ART. 9. — *Cession de la concession.* — Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire, ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par arrêté du directeur général des travaux publics.

Faute par la société concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

ART. 10. — *Cautionnement.* — Avant la signature de l'acte de concession, la société concessionnaire déposera à la trésorerie générale du Protectorat à Rabat une somme de vingt mille francs, dans les conditions prévues par le dahir du 20 janvier 1917.

La somme ainsi versée formera le cautionnement de l'entreprise, les quatre cinquièmes du cautionnement seront rendus au concessionnaire après l'achèvement des ouvrages de prise et du barrage. Le dernier cinquième ne sera restitué qu'en fin de concession, sauf en cas de déchéance, auquel cas il restera définitivement acquis à l'Etat chérifien.

Sur le cautionnement, pourront être prélevés le montant des amendes stipulées à l'article 21 du cahier des charges et des redevances ou charges financières qui n'auront pas été régulièrement acquittées, ainsi que des dépenses faites en raison des mesures prises aux frais de la société concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions de la présente convention.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, la société concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

ART. 11. — *Élection de domicile.* — La société concessionnaire devra avoir son siège social dans une ville du Maroc et l'un de ses administrateurs délégués devra faire élection de domicile à l'usine principale.

Rabat, le 28 novembre 1921.

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

L'Administrateur délégué
de la Société Industrielle de l'Oranie
au Maroc,

Le Directeur général
des Travaux publics,
Signé : DELPT.

Signé : MONESTRE MOHRING.

CAHIER DES CHARGES

TITRE PREMIER

Exécution des travaux et entretien

ARTICLE PREMIER. — *Caractéristique de la prise d'eau.* — Le niveau légal de la retenue est fixé à la cote 231,78 du nivellement général. Ce niveau est en contre-bas par rapport à un contre-repère indiquant le niveau de l'eau en régime normal à 400 mètres à l'aval du pont de Ben Tato.

Le barrage de l'oued, situé à 525 mètres à l'aval du pont de Ben Tato, est arasé en déversoir sur 20 mètres de longueur à la cote 231,30 à 0,48 au-dessous du niveau de la retenue légale. Il comporte, de plus, une vanne de chasse de 2 mètres sur 1 m. 30. En temps de crue, il devra être ainsi possible d'évacuer 19 m. c. 400 sans dépasser le niveau légal de la retenue.

Les berges, à l'amont du barrage, étant arasées naturellement à la cote 232, il n'est pas prévu d'ouvrages de défense des berges.

Le volume d'eau total emprunté n'excédera pas cinq mètres cubes par seconde.

ART. 2. — *Emplacement et puissance des usines.* — Deux usines seront installées en échelons pour l'utilisation complète de la force hydraulique de l'oued Fès.

L'usine amont, d'une puissance brute de 1.120 poncelets, sera située à 2270 mètres du barrage de prise d'eau et utilisera le débit total de l'oued Fès en ce point.

L'usine d'aval, d'une puissance brute de 850 poncelets, située à 1.200 mètres de la première usine, utilisera le débit total de l'oued Fès à sa sortie de l'usine d'amont, déduction faite d'un débit minimum de 200 litres seconde et maximum de 500 litres seconde nécessaires à l'alimentation d'une séguia irriguant les jardins de rive droite de l'oued Fès et de rive gauche du Sebou, et dont la réglementation se fera suivant l'appréciation du directeur général des travaux publics.

ART. 3. — *Ouvrages principaux.*

A. — Usine d'amont :

a) *Prise d'eau.* — La prise d'eau comportera les ouvrages suivants :

1° Une chambre de décantation située en amont du barrage de 1.200 mètres carrés de superficie (niveau de l'eau 231,20, plafond 230) ;

2° Un mur barrage arasé en déversoir à la cote 231,30 sur 20 mètres de longueur, construit normalement à la rivière et muni d'une vanne de chasse de 2 mètres sur 1 m. 30 ;

3° Un barrage de retenue de 8 mètres de longueur prolongeant le précédent, arasé à la cote 230,68 et admettant 5.000 litres seconde, avec une lame déversante de 0,52 ;

4° Une chambre de prise de 5 mètres sur 8 mètres, dont le fond sera établi à la cote 229,80 ;

5° Trois vannes de prise de 0 m. 70 de hauteur et de 1 mètre de longueur (seuil à la cote 229,80 et sommet à la cote 230,50), permettant chacune un débit de 1.920 litres seconde, soit pour les trois vannes, 5.760 litres, quantité suffisante ;

6° Une chambre de défeuillage automatique de 3 mètres sur 8 mètres, divisée en trois compartiments de 2 m. 50 sur 3 mètres. Chaque compartiment est muni d'une tôle perforée permettant d'arrêter les matières en suspension dans l'eau. Ces tôles placées à la cote 230,50 en contre-bas du plan d'eau, sont en charge au moment de l'ouverture des vannes d'évacuation ;

7° Un mur barrage arasé à la cote 230,64, dans l'épaisseur duquel se trouve un collecteur d'évacuation communiquant par trois vannes de chasse avec les trois compartiments des chambres de défeuillage ;

8° Une chambre d'alimentation de 8 mètres sur 8 mètres munie d'un déversoir, côté oued, arasé à la cote 231,16 et d'une vanne d'évacuation. Cette chambre, dont le plafond sera établi à la cote 229,50, communiquera directement avec le canal d'amenée. Des rainures à poutrelles seront ménagées à son extrémité aval pour permettre l'établissement d'un balardeau.

b) *Canal d'amenée.* — Le canal d'amenée sera de section trapézoïdale avec talus à 45°. Ses caractéristiques seront les suivantes :

Longueur : 2.124 mètres ;

Largeur au plafond : 5 m. 80 ;

Pente par mètre : 0 m. 0005 ;

Section mouillée maxima : 7 mètres carrés 690 ;

Périmètre mouillé maximum : 8,80 ;

Tirant d'eau : 1 m, 10 ;

Plafond à l'origine : 230 ;

Niveau supérieur de l'eau à l'origine : 231,10.

La crête du canal sera arasée à 0 m. 60 en contre-haut du dessus de l'eau pour prévenir les dégradations des berges.

Un déversoir arasé à la cote 230,70 sera installé sur la rive gauche du canal à 1,250 mètres de son origine, point où il traverse un ravin. Une fosse à sable avec vanne de chasse sera établie au même endroit.

Des ouvrages spéciaux, aqueducs et buses, seront placés sous le canal à la rencontre des séguias d'irrigation ou rigoles de colature existantes.

Deux passerelles seront établies sur le canal aux emplacements à déterminer avec les propriétaires des jardins traversés.

A son extrémité, à 2124 mètres de son origine (cote du plafond 228,94), le canal d'amenée sera élargi et son plafond sera abaissé de 2 mètres pour former le bassin de mise en charge d'une capacité de 1.600 mètres cubes. Ce bassin sera muni d'un déversoir et de deux vannes de chasse pouvant évacuer les eaux par un canal de dérivation à ciel ouvert : ce dernier peut conduire les eaux soit à l'aval de l'usine, soit dans l'ancien lit de l'oued Fès. La dénivellation est rachetée par des chutes en maçonneries telles qu'elles ne puissent se dégrader rapidement.

c) *Chambre de mise en charge.* — Elle est située à l'extrémité du bassin de mise en charge.

La tête de la conduite forcée sera commandée par une vanne et défendue par une grille à barreaux de 8 m/m espacés de 15 m/m avec passerelle de nettoyage et double rangée de rainures à poutrelles à l'amont.

Un canal de purge commandé par une bonde de fond sera placé immédiatement en avant de la conduite et communiquera avec le canal d'évacuation.

Un dispositif d'arrêt automatique du débit sera placé à l'origine de la conduite pour prévenir la rupture de cette dernière.

d) *Conduite forcée.* — La conduite forcée sera double, elle mesurera 110 mètres de longueur, elle sera ancrée dans un massif en maçonnerie vers le milieu de sa longueur.

e) *Usine génératrice.* — La première usine génératrice comprendra au moins trois groupes turbo-alternateurs, les transformateurs et tout l'appareillage électrique de commande des deux usines.

Le poste de transformation sera installé dans le prolongement de la salle des machines ; il renfermera les transformateurs et l'appareillage de haute tension.

Deux pavillons latéraux serviront l'un de bureau et d'habitation, au chef d'usine, l'autre d'atelier et de logement du personnel.

B. — Usine d'aval (846 poncelets) :

Les eaux seront prises à leur sortie de l'usine d'amont par un canal d'amenée à ciel ouvert ayant les mêmes caractéristiques que celui déjà décrit

La longueur sera de 1.100 mètres, la cote du plafond du canal à son origine étant de 206,55.

L'alimentation de la séguia d'irrigation prévue à l'article 2 ci-dessus sera assurée par une prise communiquant avec le déversoir de la chambre de mise en charge de la première usine et avec le canal de fuite. Le partiteur, la vanne de commande et le canal de raccordement à cette séguia sont entièrement à la charge de la société concessionnaire. Le canal de raccordement aura une section et une pente telle qu'il permette l'écoulement régulier d'un débit maximum de 500 litres par seconde.

Le canal d'amenée aboutira à un bassin de charge de 1.000 mètres cubes sur le côté ouest duquel sera établie la chambre de mise en charge dans les mêmes conditions que l'usine d'amont.

La conduite forcée sera double ; elle mesurera 70 mètres de longueur.

L'usine d'aval sera située au pied du mamelon dominant la plaine du Sebou et comprendra deux groupes turbo-alternateurs.

La cote du plafond du canal de fuite, à l'origine, sera de 187,20. Ce canal de fuite aura 436 mètres de longueur et sera établi suivant les données des canaux d'amenée. Il aboutira au Sebou, à un point situé à 200 mètres en amont du confluent de l'oued Fès et de l'oued Sebou, point qui coïncide avec l'extrémité de la concession (niveau supérieur de l'eau à la cote 186,93).

ART. 4. — *Consistance des projets.* — Les projets présentés par

le concessionnaire, soit pour le premier établissement des ouvrages, soit en cours de concession, devront comprendre :

1° Un plan général à l'échelle de 1/1000 au moins donnant la position et les dimensions principales des usines hydro-électriques et des ouvrages accessoires (barrages, déversoirs, dérivations, canaux d'amenée, réservoirs divers, conduites forcées, canal de fuite) ;

2° Un plan détaillé, à l'échelle de 1/500 au moins du barrage et des ouvrages de prise et de chacune des usines, avec les engins et appareils qu'elles comportent (turbines, alternateurs, transformateurs) et des bâtiments annexes ;

3° Des plans, coupes et élévations, à l'échelle de 1/200 des ouvrages visés ci-dessus, et des dessins des engins et appareils assez complets pour que l'on puisse se rendre compte de leur condition de construction et de fonctionnement ;

4° Des estimations suffisamment détaillées des ouvrages à exécuter et des fournitures à faire et justifiant la somme à inscrire, s'il y a lieu, au compte du capital prévu à l'art. 5 de la convention ;

5° Les calculs nécessaires pour établir que les ouvrages projetés offrent toutes les garanties de solidité et que les engins et appareils sont bien susceptibles des rendements prévus par les règles de la technique.

ART. 5. — *Approbation des projets.* — Les projets définis à l'article 4 devront être approuvés par la direction générale des travaux publics.

Aucune modification ne pourra être apportée à un ouvrage déjà exécuté, ou aucune variante ne pourra être faite aux projets soumis sans avoir été approuvées par le directeur général des travaux publics.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués par le concessionnaire sans autorisation préalable.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet, ni d'engager la responsabilité de l'administration, ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'importance des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

ART. 6. — *Délais d'exécution.* — Les projets des travaux nécessaires pour l'aménagement de la force hydraulique concédée devront être présentés dans le délai de six mois, à dater de l'approbation de l'acte de concession.

Les travaux seront commencés dans le délai de six mois, à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de telle sorte qu'ils soient achevés et que les usines soient mises en service dans le délai de deux ans à partir de la date de commencement d'exécution des travaux.

Le projet de tout travail supplémentaire, ou de toute modification, imposés par la direction générale des travaux publics à la société concessionnaire, devra être présenté dans un délai de trois mois à partir de l'invitation qui en sera faite, et exécuté le plus promptement possible dans le délai fixé.

ART. 7. — *Exécution en entretien des ouvrages.* — Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession, seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins de la société concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages, à l'exclusion des moteurs de l'usine, resteront soumises au contrôle de l'administration, qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais de la société concessionnaire.

ART. 8. — *Bornage.* — Dans l'année qui suivra la mise en exploitation des usines, il sera procédé, aux frais de la société concessionnaire et au besoin d'office, au bornage des terrains incorporés au domaine public, contradictoirement avec les propriétaires voisins. Il sera établi, aux frais de la société concessionnaire, un plan au 1/1000 des terrains ainsi bornés.

Lorsque des terrains seront ajoutés, pendant le cours de la concession, à des dépendances immobilières faisant partie du domaine public, il sera procédé dans les mêmes conditions au bornage de ces terrains et à l'établissement de leur plan dans les trois mois qui suivront la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

TITRE DEUXIEME

EXPLOITATION

ART. 9. — *Obligation de se conformer aux règlements et prescriptions de l'administration.* — La société concessionnaire sera te-

nue de se conformer aux lois et règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, la protection contre les inondations, la salubrité publique, l'irrigation. Elle devra notamment prendre toutes les mesures qui lui seront prescrites par l'administration pour arrêter, autant que possible, les infiltrations en provenance du canal ou de la retenue, et susceptibles de nuire aux parties basses du territoire.

Elle devra se conformer à toutes les prescriptions de l'administration tendant à remédier, s'il y a lieu, à l'insalubrité qui pourrait résulter de l'assèchement du lit de la rivière en aval des barrages de retenue. Elle n'aura, de ce fait, droit à aucune indemnité, si ce n'est, en cas de diminution de la force de l'usine, une réduction correspondante de la redevance.

ART. 10. — *Obligations relatives à l'écoulement des eaux.* — Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, la société concessionnaire sera tenue de manœuvrer les vannes de décharge pour ramener les eaux à ce niveau. Elle sera responsable de la surélévation des eaux tant que les vannes ne seront pas complètement levées.

La société concessionnaire sera d'ailleurs tenue de se conformer au sujet de la manœuvre des vannes, à toutes les prescriptions de l'administration. Elle devra installer à ses frais tous les appareils enregistreurs qui pourront lui être prescrits par l'administration en vue du contrôle des dispositions qui lui seront imposées.

ART. 11. — *Obligations relatives à la nature du courant électrique produit.* — Le courant électrique produit par les usines projetées devra être du courant alternatif triphasé d'une fréquence de 50 périodes.

La tension en devra être telle qu'elle permette le raccordement des fils de distribution de ces usines à ceux existants ou à créer dans la région de Fès. En conséquence, le concessionnaire pourra être invité à tout instant à modifier les appareils transformateurs de tension, quitte à porter le montant des modifications au compte de capital prévu à l'article 5 de la convention.

ART. 12. — *Vente de l'énergie aux services publics.* — Les tarifs maxima auxquels pourra être vendue l'énergie à tout service public sont fixés au présent article. Cette énergie s'entend mesurée aux bornes de l'usine.

Sont notamment considérés comme services publics les services municipaux de toute catégorie, les services militaires, les associations syndicales autorisées, les groupements agricoles d'utilité générale désignés par l'administration, les entreprises de transport, qu'elles soient exploitées directement par l'Etat ou concédées à des tiers.

Ces tarifs sont les suivants :

Quand la puissance demandée sera de un kilowatt au moins par appareil avec utilisation garantie de deux mille kilowatts-heures par an au minimum, à raison de 0,45 le kilowatt-heure.

Dans tous les autres cas, à raison de 0 fr. 60 le kilowatt-heure.

Quand la totalité des kilowatt-heure vendue par an à l'ensemble des services publics dépassera :

1.500.000 les tarifs sont abaissés de 10 % ;

3.000.000 les tarifs sont abaissés de 15 %.

Un compteur totalisateur spécial, établi auprès du concessionnaire, indiquera l'énergie dépensée par les services publics.

Des tarifs spéciaux, comportant des réductions en rapport avec les quantités souscrites, seront faits aux services publics prenant plus de 500.000 kwh. par an.

ART. 13. — *Vente de l'énergie aux particuliers.* — Le surplus de l'énergie non utilisée pour les services publics sera vendu librement par le concessionnaire sous les réserves suivantes :

Quand la quantité d'énergie ainsi vendue à des particuliers atteindra en pointe 40 % de la puissance instantanée de l'usine, l'administration se réserve de ne plus autoriser de vente aux particuliers ou de ne l'autoriser que sous telle réserve qu'il lui conviendra d'imposer au profit des services publics.

Les traités passés avec les particuliers seront soumis à l'approbation de l'administration en ce qui concerne notamment le régime des lignes, transformateurs et autres installations fixes en vue de faciliter la continuité de la fourniture du courant en cas de rachat, échéance ou déchéance de la concession. Les lignes pourront, si l'administration le juge utile, faire partie de la concession comme extension naturelle de celle-ci et donneront lieu à une inscription au compte de capital.

ART. 14. — *Canalisation électrique.* — Toutes canalisations exté-

rieures aux usines que la société concessionnaire serait amenée à construire soit pour son usage soit pour l'usage des acheteurs, devront, si elles sont situées sur le domaine public, faire l'objet d'une demande d'autorisation dans les formes prescrites par le dahir et l'arrêté viziriel du 29 janvier 1918, portant réglementation des distributions d'énergie électrique.

ART. 15. — *Surveillance des installations des acheteurs.* — Le courant ne sera livré aux acheteurs que s'ils se conforment pour leurs installations aux mesures qui leur seront imposées par la société concessionnaire, avec l'approbation de l'ingénieur des travaux publics à Fès, chef du contrôle, en vue d'empêcher les troubles dans l'exploitation, notamment les défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant.

La société concessionnaire sera autorisée, à cet effet, à vérifier, à toute époque, les installations de chaque acheteur. Si les installations sont reconnues défectueuses, la société pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger ou de trouble dans le fonctionnement général des usines, il sera statué par le service du contrôle des distributions d'énergie électrique.

En aucun cas la société concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison de défectuosités des installations qui ne seront pas de son fait.

ART. 16. — *Conditions spéciales du service.* — L'énergie électrique devra être produite aux bornes des génératrices de manière à mettre tout acheteur en mesure de disposer à son gré de la quantité à laquelle il a droit suivant les conditions de son contrat.

La société concessionnaire pourra, si les besoins du service l'exigent, interrompre la distribution de l'énergie à un jour quelconque, entre midi et une heure et demie, après préavis dans les journaux. Des interruptions dont la durée ne devra pas, sauf exceptions spécialement autorisées, dépasser six heures, pourront avoir lieu le dimanche pour travaux de réparations, la société étant alors tenue de prévenir vingt-quatre heures à l'avance les représentants des services publics et les acheteurs du courant.

Dans le cas où la société concessionnaire alimentera des services publics de transport, chemins de fer ou tramways, elle devra utiliser les groupes de secours et prendre à ses frais toutes dispositions pour qu'en cas d'accident aux usines génératrices, les services publics puissent continuer à fonctionner ; ils seront toujours servis par priorité.

Les autres arrêts accidentels ne pourront avoir lieu sans autorisation de l'ingénieur des travaux publics à Fès, chef du contrôle, à moins de cas de force majeure dûment constaté.

TITRE TROISIEME

CLAUSES DIVERSES

ART. 17. — *Réduction éventuelle de la puissance concédée.* — La puissance concédée correspondant à un débit de 5 mètres cubes par seconde sera une puissance maxima. Quand le débit de l'oued au barrage de prise sera inférieur à 5 mètres cubes, la société concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, du fait de cette diminution, le débit d'étiage de l'oued Fès étant inférieur au maximum prévu pour la prise d'eau.

Aucun nouveau droit d'eau susceptible de réduire sensiblement le débit en dehors de ceux pouvant exister à la date de la signature de la convention et du cahier des charges annexe, ne sera concédé entre les chutes de la Compagnie Fasi et les prises du concessionnaire.

En sus de la séguia dont l'alimentation est prévue à l'art. 2 du présent cahier des charges, il en existe une seconde dérivée de l'oued Fès à 30 mètres en amont du pont de Ben Tato. La prise de ce canal se trouve en dehors des limites de la chute dont fait l'objet la présente concession. Mais il est entendu que les droits acquis par les usagers de cette séguia le demeureront et que les quantités d'eau prélevées sur le débit de l'oued Fès en vertu de ces droits, pourront affecter le débit disponible au barrage de la société concessionnaire sans que celle-ci puisse prétendre à aucune indemnité. La réglementation de cette séguia se fera d'ailleurs suivant l'appréciation de M. le directeur général des travaux publics.

Toutefois, si le débit moyen dont disposera la société concessionnaire se maintient notablement au-dessous du débit de 5 mètres

cubes par seconde prévu, celle-ci aura droit à une réduction proportionnelle à celle de la puissance des usines pour la redevance fixe qu'elle sera tenue de verser à l'Etat chérifien en exécution de l'article 18 ci-après du présent cahier des charges.

Art. 18. — Redevances.

A. — *Redevance fixe.* — La société concessionnaire sera tenue de verser à l'Etat chérifien, pendant toute la durée de l'entreprise, une redevance fixe annuelle de deux mille francs. Elle sera payable d'avance par trimestre et exigible à partir de la date du procès-verbal de récolement, au plus tard à partir de l'expiration du délai fixé pour l'achèvement des travaux.

B. — *Redevance proportionnelle.* — Le concessionnaire versera en outre une redevance proportionnelle au nombre de kilowats-heure vendus à des particuliers. Le montant en sera fixé pour chaque année d'après la quantité d'énergie vendue aux particuliers dans l'année précédente, mesurée au tableau de départ des usines génératrices ; il sera égal en francs aux 2/100^e du nombre de kilowats-heure ainsi enregistrés.

Ces redevances seront versées à la caisse du receveur du trésor de la ville de Fès.

Art. 19. — Révision périodique de la redevance proportionnelle.

— Le taux fixé ci-dessus pour l'établissement de la redevance proportionnelle pourra être révisé, à la demande de la société concessionnaire ou de l'administration, à l'expiration d'une première période de 15 ans et ensuite tous les dix ans. Il ne pourra descendre au-dessous de 0 fr. 005 par kilowat-heure vendu. La révision restera toujours au gré de l'administration.

Art. 20. — Révision spéciale de la redevance proportionnelle.

— En dehors des périodes ci-dessus indiquées, il pourra être procédé à une révision du taux de la redevance proportionnelle dans le cas où, par suite de l'exécution de travaux publics ordonnés ou autorisés par l'administration, notamment de ceux qui auraient pour effet de régulariser le débit de la rivière, l'usine qui fait l'objet de la présente concession recevrait une augmentation de valeur.

Le chiffre de la redevance sera fixé par une commission arbitrale constituée par deux industriels de la région de Fès, agréés par la société concessionnaire, et deux membres de l'administration, sous la présidence de M. l'ingénieur des travaux publics de Fès, chef du contrôle.

La révision du taux de la redevance devra, d'ailleurs, être effectuée par cette commission dans des conditions tenant compte *ex æquo* et donc de l'augmentation de valeur dont bénéficierait l'usine.

Art. 21. — Pénalités. — Faute par la société concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, des amendes pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, de dommages-intérêts envers les tiers intéressés. Les amendes seront appliquées dans les conditions suivantes :

En cas d'interruption générale non justifiée de la fourniture d'énergie aux services publics, amende de dix francs par heure d'interruption.

En cas de manquement aux obligations imposées par les articles 9 et 10 du présent cahier des charges par chaque infraction, amende : 10 francs. En cas d'infraction continue, l'amende de dix francs sera infligée chaque jour et cumulée jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

Les amendes seront prononcées au profit de l'Etat par le chef de l'autorité régionale, après avis de l'ingénieur des travaux publics, chef du contrôle.

Art. 22. — Agents de la société concessionnaire. — Les agents et gardes que la société concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et seront munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Art. 23. — Contrôle. — Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par l'ingénieur des travaux publics ou ses représentants du service de contrôle des distributions d'énergie électrique.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession ; il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par la société concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité

d'énergie utilisée dans les usines génératrices, ainsi que des prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle seront supportés par la société concessionnaire. Ils sont fixés à 0 fr. 10 par poncelet de puissance installée et par an.

La société concessionnaire sera tenue de remettre chaque année à l'ingénieur des travaux publics à Fès, chef du contrôle, un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation. Ce compte rendu, après examen du directeur général des travaux publics, pourra être publié en tout ou en partie.

Art. 24. — Impôts. — Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat chérifien ou par la municipalité de Fès, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge de la société concessionnaire.

Art. 25. — Jugement des contestations. — Les contestations qui s'élèveraient entre la société concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la convention et du cahier des charges annexe, seront tranchées par les autorités régionales de Fès, sauf recours aux tribunaux français du Protectorat.

Art. 26. — Frais d'enregistrement. — Les frais de timbre et d'enregistrement de la convention et du cahier des charges annexé seront supportés par la société concessionnaire.

Rabat, le 28 novembre 1921.

Lu et approuvé :

L'Administrateur délégué
de la Société Industrielle de l'Oranie
au Maroc,

Signé : MODESTE MOHRING.

Lu et approuvé :

Le Directeur général
des Travaux publics,
Signé : DELPIT.

DAHIR DU 14 DÉCEMBRE 1921 (13 rebia II 1340)
portant approbation de la concession à la société industrielle de l'Oranie de la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 29 janvier 1918 (15 rebia II 1336) réglant les conditions relatives à la délivrance des concessions des distributions d'énergie électrique ;

Considérant l'intérêt qui s'attache à la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza ;

Sur le rapport de Notre directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'installation d'un réseau de distribution d'énergie électrique dans la ville de Taza.

Art. 2. — Est approuvée la convention conclue le 25 octobre 1921 entre le pacha de la ville de Taza, agissant au nom et pour le compte de la ville, et M. Mohring Modeste, agissant au nom et pour le compte de la Société industrielle de l'Oranie, portant concession à la dite société de la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de Taza (ville indigène et ville nouvelle) ; ainsi que le cahier des charges annexé à la dite convention.

Aucune expropriation n'est envisagée, non plus qu'aucune acquisition de servitudes autres que celles prévues à la convention précitée.

Fait à Rabat, le 13 rebia II 1340,
(14 décembre 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

VILLE DE TAZA

Concession d'une distribution d'énergie électrique

CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Son Excellence le Pacha, président de la municipalité de Taza, agissant au nom et pour le compte de la ville, sous réserve de l'homologation des présentes par un dahir,

Et

M. Mohring, Modeste, agissant au nom et pour le compte de la Société Industrielle de l'Oranie au Maroc, en vertu des pouvoirs d'administrateur délégué de ladite société, à lui conférés par délibération de l'assemblée générale, en date du 20 février 1920,

IL A ÉTÉ DIT ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER

But et consistance de la concession

ARTICLE PREMIER. — *Objet de la concession.* — La ville de Taza accorde à la Société Industrielle de l'Oranie, qui accepte, la concession de la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de Taza (ville indigène et ville nouvelle) ; ladite concession étant faite aux clauses et conditions stipulées par la présente convention et par le cahier des charges annexé qui en fait partie intégrante.

ART. 2. — *Droit d'utiliser les voies publiques.* — La concession concédée au concessionnaire le droit d'établir et d'entretenir, dans le périmètre de la concession, soit au-dessus, soit au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages ou canalisations destinés à la distribution de l'énergie électrique, en se conformant aux conditions de la présente convention et du cahier des charges y annexé : aux dahir et arrêté viziriel du 15 rebia II 1336 (29 janvier 1918) sur les distributions d'énergie électrique, aux règlements de voirie intervenus ou à intervenir, aux impôts établis ou à établir par l'Etat ou la ville de Taza, hors ceux qui frapperaient la production et la distribution de l'énergie électrique.

Dans le cas où viendraient à être établis, soit par l'Etat, soit par la ville, des impôts ou droits de nature quelconque sur la production et la distribution de l'énergie électrique, le concessionnaire aurait le droit de réclamer à l'administration municipale le versement à titre de subvention de sommes égales à celles qui auraient été mises à sa charge de ces divers chefs.

Le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité pour le déplacement ou la modification des ouvrages établis par lui sur les voies publiques, lorsque ces changements seront requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie.

ART. 3. — *Privilege de l'éclairage.* — Pendant la durée de la concession, le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser, dans les limites de sa concession, les voies publiques dont il assurera l'éclairage et dépendant de la commune en vue de pourvoir à l'éclairage

privé par une distribution publique d'énergie, sans que, cependant, ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

Le privilège résultant de l'aliéna précédent ne s'applique pas aux entreprises de transport en commun employant, pour l'éclairage des voies et des locaux qui en dépendent, la source d'énergie servant à la traction ni à l'éclairage des camps et établissements militaires si les services militaires décident de produire par leurs moyens propres l'énergie électrique nécessaire aux camps et établissements militaires.

ART. 4. — *Utilisation accessoire des ouvrages et canalisations.* — Le concessionnaire est autorisé à faire usage des ouvrages et canalisations établis en vertu de la présente concession pour desservir des entreprises publiques ou privées situées dans le périmètre ou hors du périmètre de la concession, à la condition expresse qu'il n'en résulte aucune entrave au bon fonctionnement de la distribution et que toutes les obligations du cahier des charges soient remplies.

TITRE DEUXIEME

Durée de la concession. — Rachat et déchéance

ART. 5. — *Durée de la concession.* — La durée de la présente concession est fixée à soixante années grégoriennes ; elle commencera à courir de la date de son approbation définitive.

L'entrepreneur pourrait toutefois demander que cette durée fût réduite à trente années si l'arrêté d'autorisation d'aménagement de la chute de l'oued Taza n'était pas renouvelé à son expiration.

ART. 6. — *Reprise des installations en fin de concession.* — A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et au bout de trente ans, si le concessionnaire le demande, la ville de Taza sera subrogée aux droits du concessionnaire et prendra possession de tous les immeubles et ouvrages de la distribution et des dépendances.

Les sous-stations et postes de transformateurs, le matériel électrique et mécanique, ainsi que les canalisations et branchements faisant partie de la concession, lui seront remis gratuitement, et il ne sera attribué d'indemnité au concessionnaire que pour la portion du coût de ces installations qui serait considérée comme n'étant pas amortie. Cette indemnité sera égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages ci-dessus énumérés subsistant en fin de concession qui auront été régulièrement exécutés pendant les quinze dernières années de la concession, sauf déduction de un quinzième de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement. L'indemnité sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession.

En ce qui concerne le mobilier et les approvisionnements, la ville de Taza se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'elle jugera convenable, mais sans pouvoir y être contrainte.

La valeur de ces objets sera fixée à l'amiable ou à dire d'expert et payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à la ville.

Dans tous les cas, la ville aura la faculté, sans ouvrir un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre pendant les six derniers mois de la concession, toutes mesures utiles pour assurer la continuité de la distribution de l'énergie en fin de concession, en réduisant au minimum la gêne qui en résultera pour le concessionnaire. Elle pourra, notamment, si les sous-stations et les postes transformateurs n'appartiennent pas en propre au concessionnaire ou s'il ne produit pas le courant dans les usines faisant la partie de la concession, desservir les abonnés par des sous-stations ou postes transformateurs nouveaux, en percevant à son profit la vente de l'énergie et, d'une manière générale, prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer le passage progressif de la concession ancienne à une concession ou à une entreprise nouvelle.

ART. 7. — *Rachat de la concession.* — A partir de la 22^e année, la ville aura le droit de racheter la concession entière moyennant un préavis de deux ans.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1° Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession une annuité égale au produit net moyen

des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises.

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses, dûment justifiées, faites pour l'exploitation de la distribution, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni de l'amortissement des dépenses de premier établissement.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison.

2° Une somme égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement de ceux des ouvrages de la concession subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés dans les quinze années précédant le rachat, sauf déduction pour chaque ouvrage du quinzième de sa valeur pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

La ville sera, en outre, tenue de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des engagements pris par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et de reprendre les approvisionnements en magasin ou en cours de transport, ainsi que le mobilier de la distribution ; la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'expert et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront la remise.

Il est de plus stipulé que l'indemnité prévue au présent article cessera de plein droit d'être due au concessionnaire si l'arrêté d'autorisation d'aménagement de la chute n'était pas renouvelé à l'expiration des trente années fixées.

ART. 8. — *Remise des ouvrages.* — En cas de rachat ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre à la ville de Taza tous les ouvrages et le matériel de la distribution en bon état d'entretien.

La ville pourra retenir, s'il y a lieu, sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état toutes les installations.

ART. 9. — *Déchéance et mise en régie provisoire.* — Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les lignes de distribution dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le directeur général des travaux publics après mise en demeure.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le chef des services municipaux, après l'avis de l'ingénieur du contrôle, prendra, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires pour prévenir tout danger. Il soumettra au directeur général des travaux publics les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le directeur général des travaux publics prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation vient à être interrompue en partie ou en totalité, il y sera également pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Les propositions seront présentées par le chef des services municipaux au directeur général des travaux publics, qui statuera dans les mêmes formes que ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les deux cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, le directeur général des travaux publics pourra prononcer la déchéance.

La déchéance ne pourra être prononcée par le directeur général des travaux publics dans les conditions prévues au présent article que sur avis de la commission municipale. Elle ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

ART. 10. — *Procédure en cas de déchéance.* — Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le directeur général des travaux publics sur la proposition de l'ingénieur du contrôle, après avis de la commission municipale, le concessionnaire entendu.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a au préalable été agréé par le directeur général des travaux publics sur la proposition de la commission municipale et s'il n'a fait à la caisse du trésorier général du Protectorat un dépôt de garantie égal au montant du cautionnement prévu par la présente convention.

L'adjudication aura lieu dans les formes réglementaires appliquées dans la zone française de l'Empire chrétien.

L'adjudicataire sera soumis aux clauses de la présente convention et du cahier des charges y annexé et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé, qui recevra le prix de l'adjudication.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits. Les ouvrages et le matériel de la distribution, ainsi que les approvisionnements, deviendront sans indemnité la propriété de la ville de Taza.

TITRE TROISIÈME

Clauses diverses

ART. 11. — *Propriété des installations.* — Le concessionnaire sera tenu d'acquérir les machines et outillages nécessaires à la distribution d'énergie.

Il pourra, à son choix, soit acquérir les terrains et établir à ses frais les constructions affectées au service de la distribution, soit les prendre en location.

Toutefois, il sera tenu d'acquérir en toute propriété et de construire les postes centraux et les cabines de transformateurs si ceux-ci ne sont pas établis sur le domaine public.

Les baux et contrats relatifs à toutes les locations d'immeubles seront communiqués au chef des services municipaux de Taza ; ils devront comporter une clause réservant expressément à la ville la faculté de se substituer au concessionnaire en cas de rachat ou de déchéance. Il en sera de même pour tous les contrats de fourniture d'énergie si le concessionnaire achète le courant.

ART. 12. — *Redevances.* — Les redevances pour l'occupation du domaine public sont fixées comme il suit :

Par poteau : 1 franc.

Par mètre linéaire de canalisation : 1 centime.

Par mètre carré de terrain : 1 franc.

ART. 13. — *Etats statistiques et contrôle des recettes.* — Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année au chef des services municipaux de Taza et à l'ingénieur du contrôle un compte rendu statistique de son exploitation.

Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le directeur général des travaux publics et pourra être publié en totalité ou en partie.

Dans le courant du premier trimestre de chaque année, le concessionnaire devra, en outre, adresser au chef des services municipaux et à l'ingénieur du contrôle l'état des recettes réalisées pendant l'année précédente.

La ville aura le droit de contrôler ces états et, à cet effet, des agents dûment accrédités pourront se faire présenter toutes les pièces de comptabilité nécessaires à cette vérification.

ART. 14. — *Cautionnement.* — Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse du trésorier général du Protectorat une somme de dix mille francs en numéraire ou rentes sur l'Etat dans les conditions prévues pour les cautionnements en matière de travaux publics.

La somme ainsi versée formera le cautionnement de l'entreprise. Sur le cautionnement seront prélevées le montant des amendes stipulées à l'art. 11 du cahier des charges, ainsi que les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique ou la reprise de l'exploitation en cas de suspension, conformément aux prescriptions de la présente convention.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra, sous peine de déchéance, le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet.

La moitié du cautionnement sera restituée au concessionnaire après achèvement du réseau principal de distribution prévu à l'article 1 du cahier des charges annexé, l'autre moitié lui sera restituée en fin de concession. Toutefois, en cas de déchéance, la partie non

restituée du cautionnement restera définitivement acquise à la ville de Taza.

ART. 15. — *Cession ou modification de la concession.* — Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu, à peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une délibération de la commission municipale régulièrement approuvée par l'administration supérieure.

ART. 16. — *Election de domicile.* — Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Taza. Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat des services municipaux de Taza.

Taza, le 25 octobre 1921.

Lu et approuvé :

Le Pacha de la ville de Taza :

Signé : SI EL HACHEMI BEL HADJ EL MADANI.

Lu et approuvé :

Le concessionnaire :

Signé : MOHRING MOMBESTE.

CAHIER DES CHARGES

ART. 1^{er}. — *Ouvrages, engins et appareils à établir pour la distribution.* — Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais les canalisations, sous-stations, postes de transformateurs, etc., nécessaires à la distribution.

Le réseau sera alimenté au moyen d'un ou de plusieurs postes centraux situés sur le territoire de la ville qui feront partie intégrante de la concession.

Les ouvrages destinés à la production de l'énergie et à son transport jusqu'à chacun des postes centraux ne seront pas soumis aux dispositions du présent cahier des charges et devront être établis s'il y a lieu, en vertu des permissions, autorisations ou concessions distinctes données en conformité des dahirs et règlements existants.

ART. 2. — *Approbation des projets.* — Les projets de tous les ouvrages de la concession devront être présentés et approuvés dans les formes prévues par le dahir et l'arrêté viziriel du 15 rebia II 1336 (29 janvier 1918).

ART. 3. — *Délai d'exécution.* — Les projets des ouvrages et des lignes désignés sur le plan annexé au présent cahier des charges devront être présentés par le concessionnaire dans le délai de six mois à partir de l'approbation définitive de la concession.

Les travaux seront commencés dans le délai de trois mois à dater de l'approbation des projets et poursuivis sans interruption, de manière à être achevés dans le délai de six mois.

Les autres lignes seront exécutées lorsqu'elles seront réclamées dans les conditions prévues aux articles 7 et 12 ci-après ; elles pourront l'être plus tôt si le concessionnaire le juge utile.

ART. 4. — *Nature et mode de production du courant.* — L'énergie sera produite sous forme de courant alternatif triphasé à 3.000 volts ; la tension sera abaissée par des transformateurs à 190-110 volts, respectivement pour la force motrice et l'éclairage.

ART. 5. — *Tension de distribution, fréquence, tolérances.* — La tension du courant distribué aux abonnés est fixée à 190-110 volts ; la tolérance maximum pour la variation de la tension est de 5 % en plus ou en moins.

La fréquence du courant devra être comprise entre 48 et 53 périodes par seconde.

ART. 6. — *Canalisations ; lampes.* — Les canalisations pourront être aériennes dans toute l'étendue de la concession.

Les fils ou câbles employés tant pour la canalisation des réseaux de haute et basse tension que pour les branchements particuliers desservant les immeubles riverains devront satisfaire aux conditions de recettes stipulées par les cahiers des charges des marchés les concernant ; la direction générale des travaux publics aura le droit de se faire représenter aux usines productrices où la recette sera opérée.

Les lampes formant l'objet d'abonnement à forfait seront comme celles destinées à l'éclairage des voies publiques exclusivement à filament métallique.

ART. 7. — *Obligation d'étendre le réseau.* — Le concessionnaire sera tenu d'installer toute la ligne pour laquelle un ou plusieurs des propriétaires des immeubles à desservir lui garantiront pendant cinq ans une recette brute annuelle de 3 francs par mètre courant de canalisation aérienne, la longueur à établir étant comptée à partir du réseau déjà existant, sans y comprendre la longueur des branchements qui desserviront chaque immeuble.

Les projets de la ligne réclamée devront être présentés par le concessionnaire dans le délai d'un mois à partir de la demande qui lui en aura été faite. La ligne devra être achevée et mise en service dans le délai de deux mois, à dater de l'approbation des projets, si elle est inférieure à un kilomètre, et dans le délai de trois mois, si sa longueur est supérieure à un kilomètre.

ART. 8. — *Branchements et colonnes montantes.* — Les branchements sur les canalisations établies sur ou sous les voies publiques, ayant pour objet d'amener le courant du réseau à l'intérieur des immeubles desservis jusques et y compris soit la boîte de coupe-circuit principal, soit le poste de transformateur, seront installés et entretenus par le concessionnaire, et feront partie intégrante de la distribution.

ART. 9. — *Compteurs.* — Les compteurs servant à mesurer les quantités d'énergie livrées aux abonnés par le concessionnaire seront d'un type approuvé par le directeur général des travaux publics qui déterminera la valeur des écarts dans les limites desquels les compteurs seront considérés comme exacts.

Les compteurs seront posés, plombés et entretenus par le concessionnaire.

ART. 10. — *Heures de fonctionnement du service.* — *Interruptions.* — Les lampes destinées à l'éclairage des voies, rues et autres lieux de circulation publique devront toutes être allumées un quart d'heure au plus tard après le coucher du soleil et éteintes au plus tôt un quart d'heure avant son lever.

Les susdites heures étant d'ailleurs consignées dans un tableau qui sera dressé par le concessionnaire et arrêté après vérification par le chef des services municipaux.

Pour le surplus des services de la concession, l'énergie électrique sera mise à la disposition des abonnés :

1^o Pour l'éclairage au compteur jour et nuit ;

2^o Pour l'éclairage à forfait, depuis une demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure après son lever.

3^o Pour la force motrice, dans les conditions déterminées par les contrats particuliers.

Le concessionnaire pourra, si les besoins du service l'exigent, interrompre la distribution de l'énergie à un jour quelconque, entre midi et une heure et demie. Des interruptions dont la durée ne devra pas, sauf exceptions spéciales autorisées, dépasser six heures, pourront avoir lieu le dimanche pour travaux de réparations, le concessionnaire étant tenu toutefois de les annoncer au public vingt-quatre heures à l'avance et de prévenir en même temps les représentants des divers services publics.

ART. 11. — *Pénalités en cas d'interruptions non annoncées ou de mauvais fonctionnement des services de la concession.* — En cas d'interruptions (autres que celles autorisées par l'article précédent) des services de la concession ou du mauvais fonctionnement de ces derniers, le concessionnaire, s'il ne pouvait démontrer que les dits défauts de fonctionnement ou d'interruption sont dus à une cause indépendante de son fait, serait passible d'amendes qui seraient prononcées par l'administration municipale, sauf appel à la direction générale des travaux publics et fixées comme ci-après, savoir :

a) Interruption générale non justifiée du courant ; amende de vingt francs par heure d'interruption ;

b) Manquements aux obligations imposées aux divers articles du présent cahier des charges ; amende de dix francs par chaque infraction et par jour jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

Le tout sans préjudice du paiement des dommages-intérêts dus aux tiers qui resteraient exclusivement à la charge du concessionnaire.

ART. 12. — *Obligation de consentir des abonnements.* — Sur tout le parcours de la distribution, le concessionnaire sera tenu, dans le délai d'un mois à partir de la demande qui lui en aura été faite de fournir l'énergie électrique dans les conditions prévues au présent cahier des charges à toute personne qui demandera à contracter un abonnement pour une durée d'au moins six mois. Si le

service du nouvel abonné exige des travaux supplémentaires sur le réseau, le délai d'un mois prévu pour la fourniture du courant sera prolongé du temps nécessaire à l'exécution des travaux.

ART. 13. — Vérification des compteurs. — Le concessionnaire pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans que cette vérification donne lieu à son profit à aucune allocation en sus des frais mentionnés à l'article 19.

L'abonné aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs, soit par le concessionnaire, soit par un expert désigné d'un commun accord ou, à défaut d'accord, désigné par l'ingénieur du contrôle de la distribution. Les frais de vérification seront à la charge de l'abonné, si le compteur est reconnu exact à 3 % près, ou si le défaut d'exactitude est à son profit ; ils seront à la charge du concessionnaire si le défaut d'exactitude est au détriment de l'abonné.

ART. 14. — Police d'abonnement. — Les contrats pour la fourniture de l'énergie électrique seront établis sous la forme de police d'abonnement conformes aux modèles arrêtés d'accord entre le concessionnaire et le chef des services municipaux. Il ne pourra être dérogé aux dispositions contenues dans ces modèles que par une convention spéciale entre le concessionnaire et l'abonné, soumises aux conditions stipulées dans les deux derniers alinéas de l'article 16 ci-après.

ART. 15. — Surveillance des installations intérieures. — Le courant ne sera livré aux abonnés que s'ils se conforment pour leurs installations intérieures aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire avec l'approbation de l'ingénieur du contrôle en vue soit d'empêcher des troubles dans l'exploitation, notamment des défauts d'isolement et la mise en marche ou l'arrêt brusque des moteurs électriques, soit d'empêcher l'usage illicite du courant, soit d'éviter une déperdition exagérée d'énergie dans les branchements et les colonnes montantes avant les compteurs.

Le concessionnaire sera autorisé à cet effet à vérifier à toute époque l'installation intérieure de l'abonné.

Si l'installation est reconnue défectueuse, le concessionnaire pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger ou de trouble dans le fonctionnement général de la distribution, il sera statué par l'ingénieur du contrôle, sauf recours au directeur général des travaux publics.

En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défectuosités d'installation qui ne proviendraient pas de son fait.

ART. 16. — Tarifs maxima. — Les prix auxquels le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie électrique ne pourront dépasser les maxima suivants :

a) Pendant les cinq premières années d'exploitation :

Vente au compteur :

Pour l'éclairage, le kilowatt-heure : 1 fr. 65 ;

Pour tous les autres usages, le kilowatt-heure : 0 fr. 90.

Vente à forfait :

Lampes de 25 bougies, par mois : 13 fr. 75 ;

Lampes de 50 bougies, par mois : 23 francs ;

Lampes de 75 bougies, par mois : 31 fr. 50 ;

Lampes de 100 bougies, par mois : 39 fr. 50.

b) Pendant les dix années qui suivront :

Vente au compteur :

Pour l'éclairage, le kilowatt-heure : 1 fr. 50 ;

Pour tous autres usages, le kilowatt-heure : 0 fr. 90.

Vente à forfait :

Lampe de 25 bougies, par mois : 12 fr. 50 ;

Lampe de 50 bougies, par mois : 21 francs ;

Lampe de 75 bougies, par mois : 28 fr. 50 ;

Lampe de 100 bougies, par mois : 36 francs.

A l'expiration du délai de 15 ans prévu aux paragraphes A et B du présent article, les tarifs seront révisés d'un commun accord entre les chefs des services municipaux de Taza et le concessionnaire, en tenant compte du prix de revient, dûment justifié, de l'énergie d'origine hydraulique majoré du bénéfice normal de 20 %. Ces nouveaux tarifs seront soumis, comme le présent marché, à la ratifica-

tion de S. E. le Grand Vizir et à l'approbation de M. le Résident général de France au Maroc.

Dans le cas où avant l'expiration du délai de 15 années stipulé ci-dessus, une ligne ferrée à voie normale serait mise en exploitation, les deux parties contractantes examineraient d'un commun accord la valeur et l'importance des modifications qui pourraient avoir été apportées de ce fait aux conditions de l'exploitation de la concession d'éclairage dont les prix pourraient être en conséquence modifiés. En cas de désaccord entre le chef des services municipaux et le concessionnaire, il y aurait lieu, à l'application de la procédure d'arbitrage prévue à l'article 21 du présent cahier des charges.

Si le concessionnaire abaisse pour certains abonnés les prix de vente de l'énergie pour l'éclairage électrique, avec ou sans conditions, au-dessous des limites fixées par les tarifs maxima prévus ci-dessus, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions tous les abonnés placés dans les mêmes conditions de puissance, d'horaire, d'utilisation, de consommation et de durée d'abonnement.

A cet effet, il devra établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les abaissements consentis avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé sera déposé dans chacun des bureaux où peuvent être contractés des abonnements et tenu constamment à la disposition du public ou des agents du contrôle.

ART. 17. — Tarifs applicables aux services publics. — Les services publics de l'Etat chérifien, ou Gouvernement français ou de la ville de Taza bénéficieront d'une réduction de 20 % sur les tarifs prévus à l'article 16.

Toutefois et exceptionnellement, au cours des quinze premières années, ou jusqu'à l'ouverture de la voie ferrée normale, la ville paiera globalement au concessionnaire les redevances annuelles ci-après :

a) Pendant les cinq premières années d'exploitation, pour 180 lampes de 25 bougies destinées à l'éclairage tant de Taza que de Taza « Ville Nouvelle », vingt-cinq mille francs ;

b) Pendant les dix années qui suivront : pour 180 lampes de 25 bougies destinées à l'éclairage tant de Taza que de Taza « Ville Nouvelle », vingt mille francs.

Il est de plus spécifié que chaque lampe supplémentaire sera payée en plus aux prix fixés à l'article 16. Pour chaque lampe fournie en moins, une déduction calculée sur les mêmes bases serait opérée sur les redevances forfaitaires indiquées au présent article.

ART. 18. — Taxes pour branchements. — Les frais d'installation des branchements seront remboursés au concessionnaire par les propriétaires ou abonnés à un tarif révisable à toute époque qui sera dressé par le concessionnaire, accepté par la commission municipale de Taza et approuvé par M. le Directeur général des travaux publics. Le premier de ces tarifs sera soumis par le concessionnaire dans les trois mois qui suivront la notification de la concession.

Les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes les dérivations seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires des immeubles.

ART. 19. — Taxes pour compteurs. — L'abonné aura la faculté de fournir les compteurs lui-même ou de demander au concessionnaire de les fournir en location.

Suivant le cas, le concessionnaire percevra les taxes mensuelles pour frais de pose, frais d'entretien ou frais de location et d'entretien : le montant de ces taxes devra figurer au tarif dont il est parlé à l'article ci-dessus.

ART. 20. — Contrôle. — Agent du concessionnaire. — Le contrôle de la construction et de l'exploitation sera assuré au nom et pour le compte de la ville par la direction générale des travaux publics, à laquelle il appartiendra de prononcer la réception des ouvrages et d'autoriser leur mise en service.

Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police de la distribution et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et seront munis d'un titre constatant leurs fonctions.

ART. 21. — Jugement des contestations. — Tous les litiges qui pourraient survenir entre la ville de Taza ou l'autorité militaire, d'une part, et le concessionnaire, d'autre part, à l'occasion de la concession qui fait l'objet du présent cahier des charges, seront résolus par voie d'arbitrage.

A cet effet, il sera nommé des arbitres, un pour chacune des parties ; au cas où ces deux arbitres ne pourraient se mettre d'accord,

cord sur la sentence à rendre, il serait nommé un troisième arbitre dont la décision ferait foi sans recours possible.

Ce troisième arbitre sera désigné par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux pour cette désignation, par le président du tribunal de Rabat.

ART. 22. — *Frais d'enregistrement.* — Les frais de timbre et d'enregistrement de la convention et du présent cahier des charges seront supportés par le concessionnaire.

ART. 23. — *Responsabilité du concessionnaire en cas de dommages occasionnés par les travaux.* — Le concessionnaire sera seul responsable des dommages occasionnés à la ville par ses travaux.

Il devra, en conséquence, assurer lui-même ou payer le rétablissement ou la réparation des ouvrages ou engins municipaux détruits ou détériorés.

Il sera également responsable des préjudices subis au cours de l'exécution de ces ouvrages par les tiers, le paiement des indemnités dues à ces derniers restant par suite à sa charge, sauf, toutefois, pour le cas où les susdits préjudices résulteraient de travaux effectués à l'intérieur d'immeubles particuliers, application des dispositions de l'article 15 ci-dessus, qui définit la responsabilité des propriétaires des immeubles.

ART. 24. — *Rappel des règlements.* — Le concessionnaire reste soumis en tout ce en quoi il n'y est pas dérogé au présent cahier des charges :

1° Au dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914), sur le domaine public ;

2° Au dahir et à l'arrêté viziriel du 15 rebia II 1336 (29 janvier 1918), sur la réglementation des distributions d'énergie électrique ;

3° Aux règlements de voirie intervenus ou à intervenir.

Taza, le 25 octobre 1921.

Lu et approuvé :

Le Pacha de la ville de Taza :

Signé : SI EL HACHEMI BEL HADJ EL MADANI.

Lu et approuvé :

Le concessionnaire :

Signé : MOHRING MODESTE.

DAHIR DU 17 DÉCEMBRE 1921 (16 rebia II 1340) portant modifications au dahir du 22 mai 1919 (21 chaabane 1337) instituant une estampille d'Etat pour garantir l'authenticité d'origine, la bonne qualité et le caractère indigène des tapis marocains.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2, 3, 6 et l'alinéa 2 de l'article 5 du dahir du 22 mai 1919 (21 chaabane 1337) sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« Art. 2. — Cette estampille consiste en un plomb estampé à l'aide d'une pince sur les extrémités d'un fil métallique passé dans la lisière du tapis.

« Les faces de ce plomb porteront en relief, l'une un sceau de Salomon, l'autre le mot « Maroc ».

« Art. 3. — Tout tapis fabriqué au Maroc, quel qu'en soit le fabricant, peut recevoir, sur la demande du fabricant ou du propriétaire, l'estampille d'Etat, s'il satisfait aux conditions suivantes :

« Le tapis présenté doit être un tapis à points noués ou tissés exécuté à la main. Il doit être reconnu entièrement confectionné en laine bien désuintée et dégraissée, en ce qui concerne les points noués ou tissés. La chaîne et la

« trame peuvent être en coton. Il ne doit comporter que des colorants de grand teint. Il ne doit comprendre que des motifs décoratifs traditionnels, la réunion de ces motifs devant être effectuée dans un « corpus » officiel. »

« Art. 5 (alinéa 2). — Toutefois, lorsque la contestation concerne spécialement la nature des colorants employés, le producteur est en droit d'exiger l'apposition de l'estampille s'il présente un certificat d'analyse émanant d'un laboratoire officiel du Protectorat et attestant que les colorants sont bien des colorants de grand teint. »

« Art. 6. — Il est perçu un droit de deux francs pour chaque apposition d'estampille. »

ART. 2. — A titre transitoire et pendant une durée de six mois à compter du 1^{er} janvier 1922, l'estampille primitivement prévue au dahir du 22 mai 1919 (21 chaabane 1337), consistant en une empreinte à l'encre grasse, apposée au pochoir sur l'envers des tapis et représentant un sceau de Salomon avec, dans l'intervalle des branches, des lettres M.A.R.O.C., continuera d'être apposée dans les conditions réglementaires.

Fait à Rabat, le 16 rebia II 1340,
(17 décembre 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1921 (19 rebia II 1340) modifiant le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien. (1)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 2, 3, 9, 12, 23, 24, 26, 27, 31, 34, 42, 44, 49, 56, 58, 63 et 70 du dahir du 9 juin 1917 sont modifiés comme suit :

« Art. 2. — La période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recettes et de dépenses de chaque service se prolonge :

« 1° Jusqu'au 31 janvier pour achever, dans la limite des crédits ouverts, les services du matériel dont l'exécution n'aurait pu être terminée avant le 31 décembre, pour des causes de force majeure ou d'intérêt public qui doivent être énoncées dans une déclaration du chef du service chargé de l'exécution ;

(1) Un décret du 1^{er} décembre 1921, modifiant le décret du 16 avril 1917, réglementant la comptabilité publique du Protectorat de la République française au Maroc, et dont le texte est conforme à celui du dahir ci-dessus, a été publié au *Journal Officiel* de la République française, n° 334, du 11 décembre 1921, page 13.495.

« 2° Jusqu'au 31 mars pour compléter les opérations relatives à la liquidation et à l'ordonnement ou au mandatement des dépenses. Cependant ce délai est prolongé jusqu'au 30 juin pour ordonner les remises des caïds et cheikhs sur le produit de l'impôt tertib et le reversement des centimes additionnels perçus au profit des sociétés de prévoyance indigènes, et jusqu'au 31 juillet pour faire dépense des avances de trésorerie nécessitées par le service des emprunts ;

« 3° Jusqu'au 31 mai pour terminer le paiement des dépenses. Ce délai est abrégé d'un mois pour le paiement des ordonnances ou mandats effectué pour le compte du trésorier général par un autre comptable.

« Exceptionnellement, les remises des caïds et cheikhs sur le produit du tertib et le reversement des centimes additionnels perçus au profit des sociétés de prévoyance indigènes peuvent être payés jusqu'au 31 juillet ;

« 4° Jusqu'au 31 mai également pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits sur les redevables.

« Exceptionnellement, il peut être fait recette au compte de l'exercice jusqu'au 31 juillet des remboursements de la métropole pour certaines dépenses effectuées par le Protectorat ;

« 5° Jusqu'au 31 juillet pour consommer les opérations nécessitées par les rétablissements de crédits, les erreurs de classification ou d'imputation, et, en général, pour toutes les régularisations d'écritures concernant l'exercice expiré.

« Art. 3. — Chaque année, dans le courant du mois d'août au plus tard, les services du Protectorat préparent leurs budgets respectifs pour l'exercice suivant. Le directeur général des finances centralise ces budgets et y ajoute celui des recettes pour compléter le budget général du Protectorat.

« Le budget est soumis aux délibérations du conseil des ministres et directeurs sous la présidence du Commissaire Résident Général. Il est présenté au contrôle du ministre des affaires étrangères de la République française qui l'approuve. Il est ratifié par le Sultan, promulgué par le Résident Général et publié au *Bulletin Officiel* du Protectorat.

« En cas de retard dans l'approbation du budget de l'année en cours et jusqu'à notification de cette approbation, le Résident Général est autorisé à ouvrir des crédits provisoires dans la limite des crédits ouverts au précédent budget.

« Le budget ne peut être modifié pendant le cours de l'exercice que dans les formes suivies pour son établissement.

« Cependant des décisions du directeur général des finances, prises sur la proposition des chefs de services intéressés, peuvent modifier la dotation des articles et paragraphes à l'intérieur d'un chapitre. D'autre part, il peut être fait emploi de la dotation du chapitre des « dépenses imprévues » dans les conditions indiquées à l'article 6 ci-après.

« Toutes les délibérations du conseil des ministres et directeurs, relatives au budget, font l'objet de procès-verbaux dont les extraits certifiés par le secrétaire général du Protectorat, sont adressés au ministre des affaires étrangères de la République française.

« Art. 9. — Les recettes sur ressources exceptionnelles ou spéciales, qui font l'objet de la troisième partie du budget, comprennent :

« a) Les prélèvements sur le fonds de réserve opérés dans les conditions déterminées par l'article 68 pour faire face à l'insuffisance des recettes annuelles et pour couvrir des dépenses exceptionnelles ou effectuer des dépenses d'intérêt général.

« b) Les recettes à titre de fonds de concours versées par des collectivités publiques ou privées ou des particuliers pour des dépenses d'intérêt public et dont il est fait dépense pour ordre au chapitre de dépenses correspondant, afin d'en assurer le transport aux chapitres intéressés, soit de la première partie, soit de la deuxième partie du budget.

« c) Et en général toutes les ressources extraordinaires autres que les fonds d'emprunt, affectées, soit par la loi ou des cahiers des charges, soit par l'intention des parties versantes, à une destination déterminée.

« Aux recettes nouvelles sur ressources exceptionnelles ou spéciales de l'exercice en cours s'ajoutent les reliquats des recettes de même nature de l'exercice précédent qui n'ont pu recevoir l'emploi auquel elles sont affectées.

« Art. 12. — Des budgets annexes au budget général du Protectorat peuvent être établis pour des exploitations industrielles ou des établissements publics avec l'autorisation du ministre des affaires étrangères de la République française. Ces budgets s'exécutent suivant les mêmes règles que le budget général du Protectorat, sauf réglementation particulière approuvée par le ministre des affaires étrangères.

« Art. 23. — Les marchés de travaux, fournitures ou transports au compte de l'Etat sont faits avec concurrence et publicité.

« Les procès-verbaux d'adjudication sont approuvés par le Résident Général ou par le fonctionnaire délégué à cet effet.

« Toutefois, il peut être passé des marchés de gré à gré :

« 1° Pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excède pas 60.000 francs ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années dont la dépense annuelle n'excède pas 15.000 francs.

« 2° Pour toute espèce de fournitures, transports et travaux faits par des administrations publiques.

« 3° Pour toute espèce de fournitures, de transports et de travaux lorsque les circonstances exigent que les opérations du Gouvernement soient tenues secrètes : ces marchés doivent avoir été, au préalable, autorisés par le Résident Général sur rapport spécial du chef du service intéressé.

« 4° Pour les objets dont la fabrication est exclusivement réservée à des porteurs de brevets d'invention ;

« 5° Pour les objets qui n'auraient qu'un possesseur unique ;

« 6° Pour les ouvrages et objets d'art ou de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes ou industriels éprouvés ;

« 7° Pour les travaux, exploitations et fournitures qui ne sont faites qu'à titre d'essai ou d'étude ;

« 8° Pour les travaux que des nécessités de sécurité

« publique empêchent de faire exécuter par voie d'adjudication ;

« 9° Pour les objets, matières et denrées qui, à raison de leur nature particulière ou de la spécialité de l'emploi auquel ils sont destinés, doivent être achetés et choisis au lieu de production ;

« 10° Pour les fournitures, transports et travaux qui n'ont été l'objet d'aucune offre aux adjudications ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des prix inacceptables : toutefois, lorsque l'Administration a cru devoir arrêter et faire connaître un maximum de prix, elle ne doit pas dépasser ce maximum ;

« 11° Pour les fournitures, transports ou travaux qui, dans les cas d'urgence évidente amenée par des circonstances imprévues, ne peuvent pas subir les délais des adjudications ;

« 12° Pour les fournitures, transports et travaux que l'administration doit faire exécuter à la place des adjudicataires défaillants et à leurs risques et périls ;

« 13° Pour les fournitures, transports et travaux à confier à un entrepreneur déjà adjudicataire d'un lot, s'il y a intérêt, au point de vue du délai d'exécution ou de la bonne marche des travaux, à ne pas introduire un nouvel entrepreneur ;

« a) Lorsque le marché en question, imprévu au moment de l'adjudication, est considéré comme l'accessoire du lot adjugé et qu'il ne dépasse pas le cinquième de ce lot ;

« b) Lorsqu'il doit être exécuté dans les chantiers, au moyen de voies ferrées ou avec un matériel déjà occupé ou utilisé par l'entrepreneur du lot d'adjudication ;

« 14° Pour les affrètements et pour les assurances sur les chargements qui s'ensuivent ;

« 15° Pour les transports confiés aux administrations de chemins de fer ;

« 16° Pour les transports de fonds du trésor ;

« Les marchés de gré à gré sont conclus :

« 1° Soit sur un engagement souscrit à la suite du cahier des charges ;

« 2° Soit sur une soumission souscrite par celui qui propose de traiter ;

« 3° Soit sur une correspondance, suivant les usages du commerce.

« Ils doivent être approuvés par le Résident Général ou le fonctionnaire délégué par lui à cet effet.

« Art. 24. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats sur simple facture pour les objets qui doivent être livrés immédiatement, quand la valeur de chacun de ces achats n'excède pas 5.000 francs.

« De même, les travaux et transports dont la valeur présumée n'excède pas 5.000 francs, peuvent être exécutés sur simples mémoires.

« Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux travaux que l'administration est dans la nécessité d'exécuter en régie, soit à la journée, soit à la tâche. Mais elles s'appliquent à la fourniture de matériaux nécessaires à l'exécution en régie.

« Art. 26. — Les dépenses du Protectorat sont ordonnées par les directeurs sur la caisse du trésorier général ou mandatées sous leur contrôle sur la caisse du

« receveur des finances de leur circonscription par des ordonnateurs secondaires, en vertu d'ordonnances de délégation et dans la limite de ces ordonnances.

« Copie des ordonnances de délégation est adressée au trésorier général qui les notifie aux receveurs des finances intéressés.

« Les ordonnances de paiement sont datées et portent un numéro d'ordre d'une série unique et ininterrompue par exercice et par ordonnateur. Elles désignent par son nom et par ses prénoms, surnoms et qualités, le titulaire de la créance.

« Toute ordonnance émise sur la caisse du trésorier général doit, pour être admise par ce comptable, qui est responsable du paiement :

« 1° Porter sur des crédits régulièrement ouverts ;

« 2° Énoncer l'exercice et la partie du budget, le chapitre, l'article, et s'il y a lieu, le paragraphe sur lequel elle est imputable ;

« 3° Être accompagnée de pièces qui constatent que son effet est d'acquitter, en tout ou partie, une dette de l'Etat régulièrement justifiée.

« Chaque envoi d'ordonnances au trésorier général est accompagné de bordereaux d'émission sur lesquels sont analysées les ordonnances.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux mandats émis par les ordonnateurs secondaires sur la caisse des receveurs des finances de leur circonscription.

« Art. 27. — Aucun paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquiescement d'un service fait, sous réserve de l'exception prévue au paragraphe 2 de l'article 25.

« Toutefois, pour faciliter l'exploitation des services locaux exécutés en régie, il peut être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les ordonnances ou mandats de l'ordonnateur des avances dont le total ne doit pas excéder 50.000 francs, mais sous la condition de rapporter au comptable, par l'entremise de l'ordonnateur, avant de toucher une nouvelle avance et dans le délai de trois mois, la justification complète de l'emploi des fonds précédemment avancés.

« Ce délai de trois mois et la somme maxima des avances peuvent être exceptionnellement augmentés par décision du directeur général des finances prise sur la proposition de l'ordonnateur intéressé.

« Sauf l'exception ci-dessus, un même régisseur ne peut détenir au titre de plusieurs régies-comptables un total d'avances cumulées et non justifiées, supérieur à 50.000 francs.

« Art. 31. — Toutes les ordonnances émises sur la caisse du trésorier général lui sont transmises avec un bordereau d'émission et les pièces justificatives.

« Le trésorier général conserve les pièces et, dans un délai maximum de 48 heures, s'il s'agit de dépenses de personnel, de 8 jours, s'il s'agit de dépenses de matériel, renvoie les ordonnances revêtues de son visa à l'ordonnateur chargé d'en assurer la remise aux services liquidateurs.

« La transmission des mandats par les ordonnateurs secondaires au receveur des finances de leur circonscription et le visa des mandats par ce receveur sont soumis aux mêmes règles.

« Art. 34. — Les ordonnateurs sont chargés, sous leur responsabilité, de la remise aux ayants droit des ordonnances ou mandats de paiement délivrés sur les crédits budgétaires. Ils ne doivent opérer cette remise que contre récépissé et après avoir reconnu l'identité de l'ayant droit ou la régularité des pouvoirs de son représentant.

« Art. 42. — Le montant des sommes remboursées soit par des particuliers, soit par des services, pendant la durée d'un exercice, sur les paiements effectués au titre d'un des articles du budget peut être rétabli au crédit de cet article. Les ordonnateurs en dressent mensuellement un état détaillé qu'ils remettent au trésorier général. Cet état est appuyé des récépissés constatant le remboursement ; il est établi par exercice, par partie du budget, par chapitre, par article et, s'il y a lieu, par paragraphe, et indique la date, le numéro des mandats sur lesquels portent les annulations.

« Art. 44. — Au vu des pièces justificatives mentionnées aux deux articles précédents, le trésorier général constate dans sa comptabilité, les diminutions des recettes et les augmentations et diminutions de dépenses à effectuer.

« Au moyen de ces opérations, les crédits sur lesquels les dépenses annulées avaient été primitivement imputées redeviennent disponibles.

« Art. 49. — Les paiements à effectuer pour solder les dépenses des exercices clos sont ordonnancés sur l'exercice courant.

« Il ne doit être ordonnancé sur l'exercice courant par rappel des exercices clos que des créances comprises dans l'état des restes à payer de ces exercices et dont le montant total n'excède pas les annulations de crédits effectuées sur ces exercices. Ces ordonnances sont imputées sur le chapitre spécial prévu à l'article 10 du présent dahir. Elles doivent indiquer le numéro sous lequel la créance figure à l'état des restes à payer sur l'exercice correspondant.

« Si une créance dûment constatée sur un exercice n'a pas été comprise dans les restes à payer de cet exercice, elle ne peut être payée que sous réserve de l'attribution au chapitre des exercices clos d'une recette correspondante dans les conditions prévues à l'article 11 du présent dahir.

« Art. 56. — Les ordonnateurs tiennent en outre :

« 1° Un registre de répartition des crédits délégués aux ordonnateurs secondaires ;

« 2° Un registre général des comptes de dépenses, récapitulatif des données des situations mensuelles fournies par les sous-ordonnateurs.

« Art. 58. — Les ordonnateurs principaux et secondaires tiennent en outre le livre-journal des opérations d'ordre, destiné à l'enregistrement sommaire, immédiat et successif de toutes les opérations effectuées à titre provisoire et sous réserve de régularisation, pendant la durée de l'exercice.

« Art. 63. — A l'expiration de l'exercice, les ordonnateurs établissent leur compte administratif en se conformant aux divisions de la partie du budget qu'ils gèrent ;
« Le compte administratif se compose :

« 1° D'un tableau général, présentant, par nature de produits pour les recettes, et par chapitre pour les dépenses, tous les résultats de la situation définitive de l'exercice expiré ;

« 2° D'un tableau des modifications apportées aux crédits primitifs en cours d'exercice ;

« 3° Des développements destinés à faire connaître avec les détails propres à chaque nature de service ;

« Pour les recettes : les prévisions de budget, les droits acquis au Protectorat, les recouvrements effectués, les restes à recouvrer ;

« Pour les dépenses : les crédits résultant soit du budget, soit des modifications apportées au budget au cours de l'exercice, les dépenses liquidées, les paiements effectués, les créances restant à payer ;

« 4° De la comparaison des dépenses avec les prévisions du budget ;

« 5° De la situation du fonds de réserve ;

« 6° De la situation des emprunts contractés depuis l'origine du Protectorat ;

« 7° Du relevé des acquisitions, aliénations de propriété et concessions de jouissances pour plus de 25 années du domaine privé du Protectorat effectuées pendant l'année qui donne son nom au budget ;

« 8° Enfin de tous les développements de nature à éclairer l'examen des faits relatifs à la gestion administrative et financière de l'exercice et à en compléter la justification.

« Les comptes sont remis au directeur général des finances qui les récapitule dans une situation générale formant compte d'exercice.

« Des exemplaires du compte d'exercice sont adressés au ministère des affaires étrangères et au ministère des finances à destination de la cour des comptes.

« Art. 70. — Le chiffre minimum auquel doivent s'élever, à la date du règlement annuel de l'exercice, les sommes disponibles du fonds de réserve, est fixé à deux millions de francs. La partie du fonds de réserve dépassant le minimum peut être employée en rentes sur l'Etat français ou marocain, en valeurs du trésor français, en rentes ou obligations dont l'amortissement et les intérêts sont garantis par l'Etat français pendant toute leur durée, ou tous autres placements approuvés par le ministre des affaires étrangères de la République française.

« Les excédents de recettes sont versés au fonds de réserve sous déduction des prélèvements prévus à l'article 11 et de ceux exécutés pour assurer le remboursement à l'Etat français des avances qu'il pourrait faire conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 25 mars 1916.

« Lorsque le fonds de réserve dépassera la somme de 30 millions de francs, il pourra être effectué sur le surplus des prélèvements qui figureront à la troisième partie du budget et seront affectés à des travaux d'intérêt général ou à des dépenses exceptionnelles.

« Les prélèvements sur le fonds de réserve ne peuvent être opérés que par dahir et après autorisation du ministre des affaires étrangères de la République française.

« Tout prélèvement sur le fonds de réserve donne lieu à l'inscription d'une recette au budget annuel.

« Les revenus et bénéfices des titres et valeurs du fonds de réserve sont pris en recette aux produits divers du budget. »

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1340,
(20 décembre 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1921 (19 rebia I 1340)
organisant le contrôle des engagements de dépenses
de l'Empire chérifien. (1)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un contrôle administratif des engagements de dépenses.

Le contrôleur des engagements de dépenses ne peut être chargé d'aucun service comportant engagement ou liquidation de dépenses. Il est nommé par arrêté viziriel.

ART. 2. — Les directeurs et chefs de service doivent présenter à l'appui de leurs prévisions de dépenses en vue de l'établissement du budget un programme donnant, par nature de dépenses, le détail des crédits à l'intérieur de chaque article ou paragraphe budgétaire.

Ce programme distingue les dépenses résultant d'engagements antérieurs et celles qui seront engagées au cours de l'exercice budgétaire.

ART. 3. — Après examen et discussion avec les chefs de service intéressés, ce programme est arrêté par le directeur général des finances au chiffre des crédits inscrits au projet de budget. Il devient alors définitif et ne peut être modifié que dans les mêmes formes, par le moyen d'états rectificatifs spéciaux.

Toutefois, dans l'intérieur d'un paragraphe ou d'un article non divisé en paragraphes, les augmentations et réductions des rubriques du programme peuvent être adoptées d'office par le contrôleur, qui se borne à notifier les états rectificatifs au directeur général des finances.

ART. 4. — Les programmes sont transmis au contrôleur des engagements de dépenses pour servir de cadre à son contrôle.

ART. 5. — L'exécution en est suivie par le contrôleur au moyen des communications qui lui sont faites par les ordonnateurs, tant principaux que secondaires.

ART. 6. — Toute décision, toute convention compor-

(1) Un décret du 6 décembre 1921, organisant le contrôle des engagements de dépenses au Maroc, et dont le texte est conforme à celui du dahir ci-dessus, a été publié au Journal Officiel de la République française, n° 334, du 11 décembre 1921, page 13.497.

tant, soit directement, soit indirectement, un engagement de dépenses supérieur à 5.000 francs, doit être soumise au visa du contrôleur. Le trésorier général du Protectorat ne peut l'admettre comme justification de dépenses que si elle est revêtue de ce visa, sauf application du cas exceptionnel prévu à l'article 14 ci-après.

ART. 7. — Les projets de décisions ou de conventions doivent être adressés au contrôle avec une fiche rappelant le numéro de la prévision correspondante dans le programme de dépenses, et, le cas échéant, le montant des engagements partiels déjà réalisés sur cette prévision.

Le contrôleur peut toujours se faire communiquer le dossier de l'affaire.

Il doit donner sa réponse dans les vingt-quatre heures.

ART. 8. — Le contrôleur des engagements de dépenses vise obligatoirement les ordonnances de paiement et de délégation. Ce visa doit être donné dans les vingt-quatre heures. Le contrôleur ne peut refuser son visa; il peut seulement, à l'occasion de ce visa, présenter des observations, dont un exemplaire doit être communiqué directement par ses soins au directeur général des finances.

ART. 9. — Les ordonnateurs remettent au contrôle :

1° Des doubles des bordereaux d'émission qu'ils adressent au Trésor ;

2° A l'ouverture de l'exercice, un état faisant connaître par rubrique du programme :

a) Les dépenses permanentes qui doivent être considérées comme engagées dès le début de l'exercice ;

b) Les engagements reportés de l'exercice antérieur.

3° A la fin de chacun des mois de l'année qui donne son nom à l'exercice et à la fin du mois de janvier de la période complémentaire, un état faisant connaître par rubrique du programme :

a) Les dépenses engagées au cours du mois précédent sur visa du contrôleur ;

b) Les dépenses engagées pour des sommes inférieures à 5.000 francs et non soumises au visa du contrôleur en exécution de l'article 6.

4° A la clôture de l'exercice, un état faisant connaître :

a) Le montant des engagements antérieurement admis, qui, n'ayant donné lieu à aucun ordonnancement, doivent être annulés ;

b) Le montant des engagements antérieurement admis, qui, n'ayant donné lieu à aucun ordonnancement, doivent être reportés à l'exercice suivant.

ART. 10. — Le contrôleur inscrit dans sa comptabilité des engagements de dépenses :

1° Dès le début de chaque année, les dépenses permanentes et les dépenses sur plusieurs années engagées avant l'exercice ;

2° Au fur et à mesure qu'il est avisé des décisions définitivement prises sur les projets soumis à son visa, le montant de la dépense ainsi engagée ;

3° A la fin de chaque mois, au vue des états d'engagements de dépenses, le montant des engagements du mois portant sur des sommes inférieures à 5.000 francs.

Les augmentations ou diminutions qui modifient les évaluations primitives donnent lieu à des inscriptions supplémentaires ou rectificatives.

ART. 11. — Il prend note sur un carnet spécial des engagements intéressant plusieurs exercices.

ART. 12. — Le contrôleur examine les engagements de dépenses au point de vue de la conformité de la dépense avec le programme, de la disponibilité du crédit, de l'exactitude de l'évaluation, de la répercussion éventuelle de l'engagement sur l'emploi total du crédit ou sur les exercices ultérieurs, de l'application des lois et règlements.

Si les mesures proposées soulèvent des objections de la part du contrôleur pour un des motifs indiqués au paragraphe précédent, il refuse son visa.

Si le contrôleur, à l'occasion de son visa, a eu des doutes sur l'intérêt ou l'utilité de la dépense engagée, il en avise à toutes fins utiles le directeur général des finances, sans que cet avis soit suspensif de son visa.

ART. 13. — Le contrôleur adresse trimestriellement au directeur général des finances une note sur le fonctionnement de son service et sur ses rapports avec les ordonnateurs.

ART. 14. — En cas de refus de visa, si le service qui a présenté l'engagement de dépenses maintient sa proposition, le contrôleur en saisit le directeur général des finances.

Celui-ci, par l'entremise du secrétariat général, soumet le dossier, avec son visa, au Résident général, qui a seul qualité pour passer outre au refus de visa par une décision spéciale.

ART. 15. — Un arrêté viziriel déterminera le détail du fonctionnement du contrôle.

Dispositions transitoires

ART. 16. — A titre exceptionnel, les ordonnateurs secondaires de certaines régions lointaines qui seront désignées au préalable par un arrêté viziriel seront provisoirement autorisés, en cas d'urgence, à faire précéder l'exécution des prescriptions des articles 5, 6 et 7 d'une demande de visa par la voie télégraphique.

ART. 17. — Jusqu'à nouvel ordre également, la limite de 5.000 francs prévue aux articles 6, 8 et 9 sera portée à 15.000 francs pour les marchés de travaux spéciaux à la direction générale des travaux publics.

Fait à Rabat, le 19 rebia II 1340,
(20 décembre 1921).

Rabat, le 26 décembre 1921.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 DÉCEMBRE 1921 (20 rebia II 1340)

portant application des dispositions de l'article 16 du dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) qui organise le contrôle des engagements de dépenses de l'Empire chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340), organisant le contrôle des engagements de dépenses de l'Empire chérifien ;

Vu les dispositions de l'article 16 de ce dahir,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont provisoirement autorisés, en cas d'urgence, à faire précéder l'exécution des articles 5, 6 et 7 du dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340), organisant le contrôle des engagements de dépenses de l'Empire chérifien susvisé, d'une demande de visa par la voie télégraphique :

MM. les commandants des régions de Marrakech, de Taza, des territoires du Tadla-Zafan et de Bou Dêhib ;

M. le contrôleur en chef de la région civile d'Oujda ;

MM. les contrôleurs civils des Abdâ et des Châdima ;

M. le directeur de l'Office du Protectorat à Paris.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1340,

(21 décembre 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 21 DÉCEMBRE 1921 (20 rebia II 1340) relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les redevables peuvent être admis à présenter des obligations cautionnées à quatre mois d'échéance, sur le paiement des droits de douane, lorsque la somme à payer, d'après chaque décompte, s'élève à 500 francs au moins.

ART. 2. — Ces obligations donnent lieu à un intérêt de retard de cinq pour cent par an et à une remise spéciale dont le taux est fixé à quarante centimes pour cent francs du montant des droits.

L'intérêt de retard est dû à l'échéance et s'ajoute au droit précité ; il reste, en principe, acquis au trésor en cas de paiement des obligations avant l'échéance, sauf à l'administration à en autoriser le remboursement partiel lorsque le dit paiement anticipé a lieu à sa demande et dans son intérêt.

La remise est versée en numéraire au moment du dépôt des titres par le redevable.

ART. 3. — Les obligations de crédit sont libellées suivant les prescriptions de l'article 195 du dahir formant code de commerce. Elles sont souscrites à l'ordre du receveur des douanes et payables au domicile du trésorier général du Protectorat ou du receveur du trésor de la circonscription où exerce le comptable auquel ces valeurs ont été remises.

Elles doivent être signées à la fois par le redevable du

droit crédité et par une caution au moins habitant le lieu de la résidence du receveur.

Ces obligations sont des effets non négociables, soumis aux règles du droit civil.

ART. 4. — La caution s'oblige conjointement et solidairement avec le déclarant à exécuter l'engagement contracté par ce dernier.

Elle n'est, au regard de la douane, ni une caution proprement dite dans le sens de droit civil, ni un codébiteur ordinaire, mais un redevable au même titre que le principal obligé et, comme tel, soumise aux règles établies par le chapitre IV du dahir du 16 décembre 1918, sur les douanes.

ART. 5. — L'administration se réserve la faculté de refuser le crédit des droits aux redevables, ou, s'ils en sont déjà bénéficiaires, de le leur supprimer si elle juge que les garanties offertes sont devenues insuffisantes.

En cas de suspension de paiement, soit par le principal obligé, soit par la caution, le montant total des obligations souscrites, échues ou à échoir, devient immédiatement exigible.

ART. 6. — A défaut de paiement des obligations à leur échéance, les souscripteurs sont tenus de verser un intérêt de 6 pour 100, du jour de l'échéance à celui de l'encaissement des effets, sans préjudice du remboursement de tous frais engagés par l'administration en vue des sûretés à obtenir ou des poursuites à exercer pour le recouvrement des droits dus.

ART. 7. — Les receveurs sont pécuniairement responsables envers l'Etat de la suite des crédits accordés sur leur proposition. Ils ne peuvent être déchargés de cette responsabilité que s'ils font la preuve que le crédit a été régulièrement concédé et qu'ils ont pris toutes les mesures susceptibles de garantir l'acquittement des sommes restées impayées.

Lorsqu'ils ont soldé de leurs deniers personnels les droits dus par les redevables, ils demeurent subrogés dans tous les droits du trésor, conformément aux dispositions du droit civil.

ART. 8. — Le montant de la remise prévue à l'article 2 est attribué au trésor et aux agents, ainsi qu'il est spécifié ci-après :

La part des agents est calculée sur les bases suivantes :

Sur les premiers 500.000 francs concédés pendant le mois : 0,40 pour 100 ;

Sur les 500.000 francs suivants : 1/10 de F. % ;

Sur le million de francs suivant : 1/20 de F. % ;

Sur le surplus : 1/40 de F. %.

Un tiers de la dite part est alloué à l'agent qui a fixé, sous sa responsabilité, le chiffre des crédits susceptibles d'être concédés ;

Un tiers revient au comptable chargé de la suite des crédits accordés et de leur réalisation ;

Le dernier tiers est réparti en fin d'année par le chef de service entre tous les agents du service central et ceux des recettes qu'il juge avoir participé le plus utilement à la suite des crédits concédés.

Le surplus de la remise mensuelle est acquis au trésor.

ART. 9. — Les dispositions qui précèdent sont en tous points applicables :

Aux taxes intérieures perçues sur les alcools, les sucres, les denrées coloniales et les bougies, ainsi que sur toutes autres denrées qui y seraient ultérieurement assujetties ;

A la taxe spéciale de 2 1/2 % ;

Aux droits de portes perçus à l'importation par le service des douanes, pour le compte de municipalités ;

Et, en général, à tous les droits et taxes recouvrés par le service des douanes.

ART. 10. — Les détails d'exécution du présent dahir seront fixés par un règlement rendu sous la forme d'une décision du directeur général des finances.

Ses dispositions seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1922.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1340,
(21 décembre 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général:

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 DÉCEMBRE 1921

(20 rebia II 1340)

modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 23 novembre 1918 (17 safar 1337) relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 novembre 1918 (17 safar 1337), relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées en douane,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté viziriel du 23 novembre 1918 (17 safar 1337) susvisé, est complété par l'adjonction de l'alinéa suivant :

« Et, en général, à tous droits et taxes recouvrés par le « service des douanes. »

ART. 2. — L'article 5 du même arrêté est remplacé par le suivant :

« Art. 5. — Le montant de la remise de 1 fr. 25 centimes pour mille francs, fixée à l'article 2 ci-dessus, est « attribué, par moitié, au trésor et aux agents ;

« Un tiers de cette dernière part est alloué à l'agent « qui a fixé, sous sa responsabilité, le chiffre des crédits « susceptibles d'être concédés.

« Un tiers revient au comptable chargé de la suite des « crédits accordés et personnellement responsable des dili- « gences à faire et des poursuites à exercer, le cas échéant, « pour y parvenir ;

« Le dernier tiers est réparti en fin d'année par le chef « de service, entre tous les agents du service central et ceux « des recettes qu'il juge avoir participé, le plus utilement « à la suite des crédits concédés. »

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1922.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1340,
(21 décembre 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DÉCISION du DIRECTEUR GÉNÉRAL des FINANCES
relative à l'application du dahir du 21 décembre 1921
(20 rebia II 1340) relatif au crédit des droits sur les
marchandises déclarées en douane.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES,

Vu le dahir du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340)
relatif au crédit des droits sur les marchandises déclarées
en douane, et notamment son article 10,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — *Cas où le mode de paiement en obligations cautionnées est admis.* — Les obligations cautionnées ou traites ne sont admises que lorsque la somme à payer, d'après chaque décompte, s'élève à 500 francs au moins. On considère comme formant un seul décompte, les liquidations inscrites dans une même journée au nom du même déclarant.

Une seule obligation doit être souscrite quand les droits liquidés dans la même journée n'excèdent pas 20.000 francs.

Les redevables ont la faculté d'acquitter le montant d'une même liquidation partie en numéraire et partie au moyen d'obligations de crédit.

S'ils sont admis, à la fois, au crédit d'enlèvement et au crédit à quatre mois, ils ont un délai de huit jours à compter de celui de la liquidation, pour effectuer le paiement, soit en numéraire, soit en traites, des sommes résultant des déclarations déposées en leur nom.

ART. 2. — *Date des obligations.* — La durée du crédit part de la date de la liquidation des droits. Si les redevables demandent à réunir en une seule obligation des liquidations de dates différentes, la traite doit porter la date de la liquidation la plus ancienne et l'intérêt de retard est calculé à compter de cette date pour le montant de l'effet.

ART. 3. — *Libellé des obligations.* — Les obligations de crédit sont libellées dans la forme du billet à ordre (modèle ci-joint). Elles doivent spécifier le montant principal des droits crédités et celui de l'intérêt de retard.

Elles sont assujetties au droit proportionnel de timbre applicable aux billets et obligations. Ce droit est déterminé par le montant total de la traite.

Le comptable qui concède le crédit est tenu de s'assurer de l'authenticité des signatures apposées sur les effets.

ART. 4. — *Cas où une seconde caution est nécessaire.* — Une seconde caution doit être exigée lorsque le principal obligé ou la première caution n'habite pas la résidence du

receveur ou la banlieue. Peuvent, cependant, être admises comme caution unique les succursales des sociétés financières ou des maisons de banque dont le siège social est situé ailleurs qu'à la résidence du comptable.

Les redevables et leurs cautions ne doivent être communs ni en biens ni en intérêts. Toutefois, les directeurs ou administrateurs des sociétés anonymes à responsabilité limitée peuvent servir de caution de ces sociétés, pourvu qu'il y ait séparation d'intérêts entre celles-ci et la caution et que le patrimoine de la caution soit bien distinct de l'actif de la société.

ART. 5. — *Fixation et limitation des crédits.* — L'instruction des demandes, la fixation et l'étendue du crédit susceptible d'être accordé sont soumises aux règles établies par les articles 3 et 4 de la décision du 13 décembre 1918, rendue en exécution de l'art. 6 de l'arrêté viziriel du 23 novembre 1918, sur le crédit d'enlèvement.

Les receveurs adressent leurs propositions au chef de service, par l'intermédiaire de l'inspecteur, qui les fait suivre de son avis motivé quant à l'admissibilité des redevables et des cautions, et au chiffre du crédit susceptible d'être autorisé à quelque titre que ce soit.

ART. 6. — *Registres à tenir.* — 1° *Sommier des crédits.* — Les obligations sont, au moment même et suivant l'ordre de leur réception, inscrites sur le sommier des crédits. A la fin de chaque journée, les valeurs sont additionnées ; on reporte au-dessous de leur total le résultat des journées précédentes et l'on arrête, à l'expiration de chaque mois, l'ensemble des recettes de l'année en cours.

2° *Registre des comptes ouverts.* — Immédiatement après l'enregistrement sur le sommier, les obligations sont transcrites sur le registre des comptes-ouverts où sont reportés, au compte de chaque redevable, principal obligé ou caution, les effets reçus et les extinctions résultant de leur paiement, de façon à permettre d'établir, à tout moment, la situation exacte envers le Trésor.

La différence entre les prises en charge et les régularisations, ne doit jamais dépasser les limites fixées. Les comptables sont tenus de s'en assurer avant d'admettre de nouveaux effets en paiement de droits, ou, s'il y a lieu, de consentir de nouveaux crédits d'enlèvement.

ART. 7. — *Prise en recette des effets et de la remise de 0,40 %.* — Les droits réglés en obligations ainsi que l'intérêt de retard sont pris en recette au livre-journal dans une colonne spéciale à ouvrir après celle du numéraire et avant celle des « effets divers et quittances garanties par soumissions ». Le classement des intérêts a lieu parmi les produits du budget « recettes diverses ».

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article premier ci-dessus, les quittances de droits sont passées, en écritures, conformément à ce qui est prescrit par l'article 7 de la décision du 13 décembre 1918. Lors de la réception des traites, la colonne des quittances est déchargée, au moyen d'une conversion de valeurs, d'une somme égale au montant des réalisations ainsi opérées et reprises en recette à la colonne des obligations de crédit, ou à cette colonne et à celle du numéraire si les dites réalisations comprennent à la fois des traites et des espèces.

Les dispositions de l'article 12 de la décision susvisée sont entièrement applicables à la prise en recette et à la

répartition de la remise de 0,40 %. Il en est de même de la justification des recettes effectuées à ce titre.

ART. 8. — *Versement des traites au Trésor. — Endossement.* — Les receveurs adressent directement, tous les dix jours, au comptable du Trésor de leur circonscription, par paquets chargés (1), les traites reçues par eux et inscrites au sommier des crédits et au registre des comptes individuels.

Les effets sont, au préalable, endossés par l'apposition, au verso, de la mention suivante, datée et signée par le receveur intéressé : « Payez à l'ordre de M. le Trésorier général du Protectorat. — Valeur en règlement de droits de..... (douane, consommation sur l'alcool, le sucre, etc...) ».

Les envois se font le premier, le 11 et le 21 de chaque mois. Ils sont accompagnés d'un bordereau détaillé, certifié par l'inspecteur divisionnaire qui doit s'assurer de la conformité de ses indications avec le montant des valeurs transmises. Le receveur fait aussitôt dépense de cette somme au livre-journal dans la colonne des obligations de crédit, et sous la rubrique « Versements au compte courant chez les comptables du Trésor ». Il en justifie au moyen du récépissé qui lui est délivré à la réception des dits envois.

ART. 9. — *Surveillance des crédits.* — Les receveurs doivent se tenir constamment informés de la situation pécuniaire des principaux obligés et de leurs cautions, et rechercher, notamment, les faits témoignant d'une diminution des garanties offertes. Dès que la situation d'un redevable leur paraît compromise, ils prennent, sans retard, d'eux-mêmes, et sauf à en rendre compte au fur et à mesure, toutes les dispositions conservatoires susceptibles de sauvegarder les intérêts du Trésor, telles que restreindre ou supprimer les crédits, prendre hypothèque sur les immeubles, etc... Ils ne recourent, toutefois, aux voies d'exécution qu'avec l'autorisation du chef de service, dûment averti par écrit et même télégraphiquement en cas d'urgence.

ART. 10. — *Suspension de paiement. — Rachat des traites. — Protêt.* — Quand un receveur est informé que l'un des redevables, principal obligé ou caution, a suspendu ses paiements, il en prévient, sans délai, le chef de service par l'intermédiaire de l'inspecteur. En même temps, il réclame au trésorier général ou au receveur du Trésor, par la même voie, le renvoi de toutes les obligations souscrites par le redevable et qu'il rachète au moyen d'un prélèvement sur ses recettes courantes. Ce rachat ne comporte, au livre-journal, qu'une simple opération d'ordre pour conversion de valeurs : dépense à la colonne « numéraire », recette à la colonne « obligations de crédit ». Il est procédé à l'opération inverse au fur et à mesure des encaissements effectués.

En cas d'insuffisance de fonds dans la caisse du comptable, les traites lui sont remises par le comptable du Trésor, comme fonds de subvention : il en fait recette aux opérations de trésorerie sous l'article : « Fonds de subvention reçus du trésorier général, traites en souffrance », en spécifiant au livre-journal le nom du principal obligé, celui de la caution, la date et le montant de chaque obligation.

(1) Le chargement se fait gratuitement, sur une réquisition écrite remise au receveur des postes.

Il exerce aussitôt les poursuites nécessaires pour assurer le recouvrement de ces valeurs, ainsi qu'il est prescrit à l'article 12 ci-après.

Lorsque les effets ne sont pas payés à leur échéance, le trésorier général ou le receveur du trésor qui les a présentés à l'encaissement, en fait dresser le protêt et réclame au receveur intéressé, dans les conditions indiquées ci-dessus, le remboursement des traites en souffrance.

ART. 11. — *Poursuites à exercer par le comptable.* — Dans les cas prévus au précédent article, le receveur doit sommer les redevables, principaux obligés et cautions, d'avoir à désintéresser le Trésor, dans les vingt-quatre heures, de toutes les sommes dont il est à découvert, ce qui s'entend non seulement des obligations échues, mais encore de celles à échoir et des sommes dont le paiement est garanti par une soumission cautionnée.

Si la sommation est suivie d'effet, les réalisations opérées sont inscrites aux « Consignations en garantie de droits », en attendant le renvoi des traites par le trésorier général ou son préposé. La consignation est régularisée par le versement à ce comptable du montant des effets acquittés.

A défaut de paiement, et si des garanties suffisantes ne sont pas fournies, la réalisation des sommes en souffrance est immédiatement poursuivie par voie de contrainte décernée à la fois contre le principal obligé et la caution, et le receveur exerce le privilège du Trésor sur toutes leurs ressources mobilières : marchandises en magasin ou en entrepôt, mobilier, créances, etc..., en même temps qu'il prend, s'il y a lieu, hypothèque sur leurs immeubles à titre de mesure conservatoire.

ART. 12. — *Faillite et liquidation judiciaire.* — S'il y a eu déclaration de faillite, le receveur forme, entre les mains des syndics, opposition à la remise de toutes valeurs provenant de l'actif et exige qu'ils lui en versent le montant ; avec l'assentiment du chef de service, il fait, en outre, opérer au profit du Trésor toutes saisies et ventes d'objets mobiliers appartenant aux débiteurs.

Il agit de même en cas de liquidation judiciaire.

ART. 13. — *Sursis.* — Les receveurs ne peuvent suspendre les poursuites de leur propre chef. La faculté d'accorder un sursis de paiement est réservée au chef de service, dans les conditions prévues à l'art. 11 de la décision du 13 décembre 1918.

En cas de faillite de la caution, le principal obligé est admis à fournir une nouvelle caution, s'engageant conjointement et solidairement avec le bénéficiaire du crédit.

ART. 14. — *Annulation des écritures, en cas de suspension de paiement.* — Lorsqu'un redevable, principal obligé ou caution, n'obtempère pas à la sommation qui lui est faite de régler les droits admis en traites, son compte est arrêté, à la date de la suspension des paiements, sur le registre des comptes-ouverts. Le receveur cesse de porter les effets en extinction : le premier de chaque mois, il indique, par une seule somme, le montant des recouvrements obtenus, soit en vertu de poursuites judiciaires, soit par l'acquiescement régulier des effets par les autres engagés. Si une nouvelle caution est fournie, il lui est ouvert un compte spécial où sont portés, à sa charge, tous les effets non payés dont elle se trouve répondre.

ART. 15. — *Paiement anticipé des traites.* — Remboursement de l'intérêt de retard. — Dans le cas de paiement des obligations de crédit avant leur échéance et, s'il y a lieu à restitution partielle de l'intérêt de retard, dans les conditions fixées par l'art. 2 du dahir du 21 décembre 1921 (20 rebia II 1340), ce remboursement est effectué par un prélèvement sur les crédits budgétaires.

L'intérêt peut, également, être restitué si l'acquittement anticipé des traites est offert par un débiteur encore *in bonis* et maître de ses droits.

Il est, par contre, définitivement acquis au Trésor, si le paiement anticipé est la conséquence de la faillite du redevable.

ART. 16. — *Responsabilité des agents.* — La responsabilité des comptables et des agents de contrôle est définie par l'art. 13 de la décision du 13 décembre 1918.

Les receveurs sont libres de refuser le crédit à tout redevable dont la solvabilité ne leur paraît pas suffisante. Ils seraient tenus de payer de leurs deniers le montant des droits non acquittés et devraient y être contraints par toutes les voies légales, s'il était reconnu qu'en acceptant des traites en paiement de ces droits, ils ont négligé, notamment, de s'assurer de la solvabilité des principaux obligés et de leurs cautions, de prendre toutes les précautions en leur pouvoir et de faire, sur le champ, toutes les démarches nécessaires pour garantir l'acquittement de ces sommes et exercer utilement le recours de l'administration.

1° *Examen de la situation au point de vue de la responsabilité des comptables.* — Toutes les fois que les intérêts du Trésor se trouvent engagés par la non réalisation des crédits, l'inspecteur et, au besoin, le chef de service, procèdent sans retard, à la vérification approfondie de toutes les circonstances qui ont déterminé le défaut d'exécution des engagements souscrits.

Ces circonstances sont examinées et discutées au point de vue des obligations des comptables quant à l'ouverture des crédits, à leur surveillance et à leur réalisation par les moyens légaux, à l'effet de sauvegarder et de dégager les intérêts du Trésor.

Le chef de service consigne les résultats de l'enquête et ses propositions, dans un rapport au directeur général des finances, qui décide, s'il y a lieu, de constituer le comptable en débet ou d'autoriser l'allocation en non-valeur des sommes non recouvrables, ainsi que la surséance indéfinie des poursuites contre les redevables en cause.

2° *Décharge des comptables.* — Si un sursis a été accordé au redevable dans les conditions rappelées à l'art. 13, la responsabilité des receveurs cesse de plein droit pour le fait de l'abstention de poursuites judiciaires, et ne porte plus que sur les conditions primitives du crédit, sur l'appréciation des sûretés postérieurement acceptées et de l'efficacité des poursuites ultérieures éventuelles.

Surséance indéfinie. — Lorsqu'un comptable obtient la décharge de sa responsabilité pécuniaire, les sommes non recouvrables sont portées en non-valeurs et les obligations impayées immédiatement inscrites sur le registre des « créances admises en surséance indéfinie ». Le receveur en reste dépositaire et demeure chargé d'en poursuivre

ultérieurement la réalisation, dans le cas où les débiteurs deviendraient solvables.

Rabat, le 26 décembre 1921.

PIETRI.

ANNEXE

MODELE I

OBLIGATION CAUTIONNÉE

Obligation spéciale
de crédit N° ...

L.P.F.

A....., le 20 mars 1922.

Le 19 juillet 1922, nous soussignés (nom et prénoms du principal obligé) (1), négociant, demeurant à....., principal obligé, et (nom et prénoms de la caution) (1), demeurant à....., caution du dit sieur, (nom et prénoms du principal obligé) (1), paierons solidairement à M....., receveur des douanes à..... ou à son ordre, à la caisse de M. le : selon le cas : trésorier général du Protectorat, à Rabat, ou : receveur du Trésor à.....), sans frais ni commission : la somme de mille francs, valeur en droits de (selon le cas : de douane, droits de consommation sur l'alcool, le sucre, les bougies, les denrées coloniales, etc...) en principal, suivant liquidation enregistrée au bureau des douanes de..... le vingt mars 1922, sous le numéro....., et celle de cinquante francs, montant des intérêts de la dite somme, soit, en tout, mille cinquante francs.

Principal..... Fr. 1.000 »
Intérêts 50 »

Le principal obligé : La caution :
(Signature) (Signature)

Montant de la
traite.... Fr. 1.050 »

(1) Désigner très exactement les principaux obligés et cautions par leur raison sociale.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 DÉCEMBRE 1921

(11 rebia II 1340).

relatif à la distribution des paquets postaux pesant plus de 300 grammes.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 7 de la convention franco-marocaine du 1^{er} octobre 1913, ratifiée par le dahir du 22 février 1914 ;

Vu la loi du 29 mars 1920, publiée au *Journal Officiel* de la République française en date du 30 mars 1920 ;

Vu l'article 2 de l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat des postes et des télégraphes, en date du 29 mars 1920, pris en exécution de la loi précitée ;

Sur la proposition du directeur de l'office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur marocain, ainsi que dans les relations entre le Maroc, d'une part, la France, l'Algérie, la Tunisie, le bureau français de Tanger, les colonies et pays de protectorat français, d'autre part, tout paquet contresigné, tout paquet affranchi au tarif des lettres et d'un poids supérieur à 300 grammes, recom-

mandé ou non, tout objet affranchi à prix réduit, recom-mandé ou non, dont la forme, le poids ou le volume rend impossible son transport par les facteurs, est conservé au bureau de destination pour être distribué au guichet. Sont également conservés pour être distribués au guichet les paquets ou objets de même nature, qui, bien que suscep-tibles d'être isolément transportés par les facteurs, ne peu-vent, cependant, soit en raison de leur nombre, soit en rai-son du volume des correspondances ordinaires, être portés à domicile par ces agents.

ART. 2. — Les paquets qui doivent être distribués au guichet par application des dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté, pourront être présentés à domicile dans les limites d'exécution du service de la distribution postale à domicile, sur la demande des destinataires et moyennant une taxe de factage de trente centimes (0 fr. 30) par paquet.

ART. 3. — Les dispositions des articles 1^{er} et 2 précités ne sont pas applicables aux lettres-missives d'un poids su-périeur à 300 grammes, c'est-à-dire, d'une manière géné-rale, aux envois constitués par de la correspondance ou par des papiers en tenant lieu, placés sous enveloppe close.

Les objets de cette catégorie doivent être distribués à domicile dans les mêmes conditions que les lettres.

ART. 4. — Le directeur général des finances et le direc-teur de l'office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1922.

*Fait à Rabat, le 11 rebia II 1340,
(12 décembre 1921).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 DÉCEMBRE 1921

(12 rebia II 1340)

portant désignation des notables de la ville de Mazagan appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jounada II 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) dési-gnant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1917 (23 rejeb 1335) por-tant création d'une commission municipale mixte à Maza-gan et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1919 (12 chaabane 1337) portant à cinq le nombre des notables européens et à six celui des notables indigènes appelés à faire partie de la com-mission municipale de Mazagan ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 décembre 1920 (6 rebia II

1339) désignant les notables de la ville de Mazagan appelés à faire partie de la commission municipale de cette ville en 1921 ;

Sur la proposition du directeur des affaires civiles,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la com-mission municipale mixte de Mazagan, pour l'année 1922, les notables dont les noms suivent :

1° Européens (5)

MM. ARCHAMBAUD, Lucien, représentant de commerce ;
JEANNIN, Paul, Laurent, colon et commerçant ;
MAGES, Alexandre, avocat ;
PERROY, Pierre, colon et négociant ;
MARCHAI, Félix, Frantz, pharmacien ;

2° Indigènes (6)

a) Musulmans (4)

MM. MOHAMMED EL GUEBBAS, amine de la douane, an-cien pacha de Tanger et de Casablanca ;
EL HADJ ABBAS BARKELLIL, négociant ;
BOUBEKIR, GUESSOUS, propriétaire ;
MOHAMMED BEL HADJ CHAIB BELKACEM, nadir des habous.

b) Israélites (2)

MM. ZNATY, Simon, propriétaire ;
AMIEL, Joseph, propriétaire.

*Fait à Rabat, le 12 rebia II 1340,
(13 décembre 1921).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 DÉCEMBRE 1921

(12 rebia II 1340)

portant désignation des notables de la ville d'Azemmour appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jounada II 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) dési-gnant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 avril 1921 (4 chaabane 1339) instituant une commission municipale mixte à Azemmour et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du directeur des affaires civiles,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la com-

mission municipale mixte d'Azemmour, pour l'année 1922, les notables dont les noms suivent :

1° *Membres européens* (2)

MM. CAFFIN, Gustave, propriétaire et mécanicien ;
PREVOT, Georges, propriétaire et commerçant.

2° *Membres indigènes* (8)

a) *Musulmans* (6)

MM. AHMED BEL HADJ ABDALLAH OUAJJOU, agent de la Compagnie de navigation Paquet ;
HADJ M'HAMED CHOUFFANI BEL HADJ MOHAMED, propriétaire ;
MOHAMED BEL HADJ LOUADOUDI BEN ABDESSE-LAM, propriétaire ;
MOHAMED BEL HADJ MOKHTAR BEL FEQUIH BEN DAHOU, propriétaire et commerçant ;
MOHAMED BEL HADJ TAIBI BEN AHMED, propriétaire ;
MOHAMED TLOHI BEN AHMED BEN SI ALLAL, propriétaire, amine des pêcheurs de l'Oum er Rebia.

b) *Israélites* (2)

MM. SELAM ABITBOL BEN MIHIR BEN SELAM, cheikh du mellah ;
YACOUB ABISAID BEN MIHIR, dit HOUISSA, commerçant.

*Fait à Rabat, le 12 rebia II 1340,
(13 décembre 1921).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 DÉCEMBRE 1921
(13 rebia II 1340)

portant désignation des notables de la ville de Settât appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 mai 1919 (2 chaabane 1337) instituant une commission municipale mixte à Settât et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 décembre 1920 (6 rebia II 1339) portant renouvellement des pouvoirs des membres de la commission municipale de Settât jusqu'au 1^{er} janvier 1922 ;

Sur la proposition du directeur des affaires civiles,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Settât, pour l'année 1922, les notables dont les noms suivent :

1° *Membres européens* (2)

MM. AMBLARD, Célestin, colon ;
ARNAUD, Elisée, commerçant ;

2° *Membres indigènes* (5)

a) *Musulmans* (4)

SI MOHAMMED EL MEHDAOUI BEN ABBES, propriétaire ;
SI MOHAMMED BEN DJILALI BEN TAÏBI, propriétaire ;
SI DJAFAR BEN EL ABBES EL MERINI, propriétaire ;
SI MOHAMMED BEN EL HADJ NACEUR DEMNATI, propriétaire.

b) *Israélite* (1)

M. MEDINA, Marcel, commerçant.

*Fait à Rabat, le 13 rebia II 1340,
(14 décembre 1921).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 DÉCEMBRE 1921
(15 rebia II 1340)

relatif aux djemâas de tribus de l'annexe de Taourirt (région de Taza).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335), créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu les arrêtés viziriels du 22 novembre 1919 (28 safar 1338) créant les djemâas de tribus du cercle de Taourirt (Ahlaf, Beni Oukil, Sedjaa Ah Oued Za), et nommant les membres de ces djemâas ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 janvier 1921 (19 joumada I 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région de Taza ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les deux djemâas de tribus des Beni Oukil et des Ahlaf, créées par les arrêtés viziriels du 22 novembre 1919 (28 safar 1338) susvisés, ne formeront plus qu'une seule djemâa dite des Ahlaf et Beni Oukil, qui comprendra six membres.

Les djemâas de tribus ci-après désignées, créées par les arrêtés viziriels du 22 novembre 1919 (28 safar 1338) susvisés, sont ainsi modifiées :

Celle des Sedjaa comprendra cinq membres au lieu de six ;

Celle des Ahl Oued Za comprendra sept membres au lieu de huit.

La djemâa de tribu des Beni Bou Yahi du sud, créée par arrêté viziriel du 11 mai 1920 (21 chaabane 1338) susvisé, comprendra six membres au lieu de treize.

Il est créé, dans la tribu des Kerarma, une djemâa de tribu qui comprendra cinq membres.

ART. 2. — Sont nommés membres des djemâas de tribus ci-après désignées, à dater de la promulgation du présent arrêté et jusqu'au 22 août 1923, les notables dont les noms suivent :

Djemâa des Ahlaf et Beni Oukil

El Khalifa Abdallahould Ali ;
Ahmed ben Allal ;
Hommadould M'Barek ;
Sidi el Mamoun ben Ahmed ;
Si Ahmed ben Ali ;
Ahmed ben Tahar.

Djemâa des Sedjaa

Lakdarould Slimi ;
Achariould Ahmed ;
El Khatirould el Hadj Boumedien ;
Boumedienould bel Kacem ;
Krimould ben Tahar.

Djemâa des Ahl Oued Za

Mohamed ben Rahô Bouanounou ;
Kaddourould Moussa ;
M'Ahmed ben Boucheta ;
Mohammed ben Abdallah ;
Mohammed bel Kacem bou Kechab ;
Belkacemould Mohammed Lahcen ;
Mohammed N'M'Hammed.

Djemâa des Beni bou Yahi du Sud

Si Mohammedould Si el Mokhtar ;
Kaddouchould Mohand Bouhout ;
Ahmedould M'Ahmed ;
Mohandould Si Mohand ;
Chabounould Mohand Mokhtar ;
Ahmed ben Belaïd.

Djemâa des Kerarma

El Khadirould Mohammed M'Barek ;
Dahmanould Mohammed ;
Hamouould Djelloul ;
El Kandoussiould el Mahi ;
Aliould el Akraa.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires à celles du présent arrêté, qui sont incorporées dans l'arrêté viziriel du 29 janvier 1921 (19 jourmada I 1339), relatif aux djemâas de tribus de la région de Taza.

ART. 4. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 15 rebia II 1340,

(16 décembre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
HENRI BIANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1921
(16 Rebia II 1340)
réorganisant la société indigène de prévoyance
de Taourirt.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté du 26 août 1912, du haut commissaire chérifien à Oujda ;

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu le dahir du 26 mai 1917 (4 chaabane 1335) créant les sociétés indigènes de prévoyance, modifié par le dahir du 19 juillet 1919 (20 chaoual 1337) et par le dahir du 12 avril 1920 (22 rejeb 1338) ;

Vu les arrêtés viziriels du 22 novembre 1919 (28 safar 1338) créant les djemâas de tribus des Ahlaf, des Beni Oukil, des Sedjaa, des Ahl Ouedza ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1919 (28 safar 1338), réorganisant la société indigène de prévoyance de Taourirt ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1920 (21 chaabane 1338), créant la djemâa de tribu des Beni Bou Yahi du sud ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1920 (21 chaabane 1338), incorporant de nouvelles tribus à la société indigène de prévoyance de Taourirt ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 janvier 1921 (19 jourmada I 1339) nommant les membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région de Taza ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 décembre 1921 (15 rebia II 1340) relatif aux djemâas de tribus de l'annexe de Taourirt (région de Taza) ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le directeur général des finances et le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation entendus,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1 et 3 de l'arrêté viziriel du 22 novembre 1919 (28 safar 1338) susvisé, réorganisant la société indigène de prévoyance de Taourirt, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Il est créé, dans l'annexe de Taourirt, une société indigène de prévoyance dénommée « Société indigène de prévoyance de Taourirt » et comprenant la tribu des Sedjaa, celle des Beni Bou Yahi, celle des Kerarma, le groupe des Ahl Ouedza et le groupe des Ahlaf et Beni Oukil.

« Art. 3. — Elle se subdivise en cinq sections :

- 1^{re} section : tribu des Sedjaa ;
- 2^e section : tribu des Beni Bou Yahi du sud ;
- 3^e section : tribu des Kerarma ;
- 4^e section : groupe des Ahl Ouedza ;
- 5^e section : groupe des Ahlaf-Beni Oukil. »

ART. 2. — Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Taourirt, au titre de délégués des conseils de section, les notables ci-après désignés :

Cheikh Lakdarould Slimi, de la section des Sedjaa ;

Cheik Si Mohammed ould Si el Mokhtar, de la section des Beni Bou Yahy du sud ;

Cheik El Khadir ould Mohammed M'Barek, de la section des Kerarma ;

Cheik Mohammed ben Raho Bouanounou, de la section des Ahl Ouedza ;

Cheik El Khalifa Abdallah ould Ali, cheik Sidi el Mamoun ben Ahmed, de la section des Ahlaf ben Oukil.

Ces nominations seront valables à dater de la promulgation du présent arrêté, jusqu'au 22 août 1923.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires à celles du présent arrêté, qui sont incorporées dans les arrêtés viziriels susvisés, du 11 mai 1920 (21 chaabane 1338) et du 29 janvier 1921 (19 jourmada I 1339).

ART. 4. — Le directeur des affaires indigènes et du

service des renseignements, le directeur général des finances et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 16 rebia II 1340,
(17 décembre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.
Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 DÉCEMBRE 1921

(16 rebia II 1340)

déclarant d'utilité publique les déviations de la nouvelle route de Rabat à Fès et de la route de l'Oulja de Salé et prononçant l'expropriation des terrains nécessaires à la construction desdites déviations.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans la circonscription de Salé du 12 octobre au 12 novembre 1921 ;

Considérant l'utilité publique des déviations de la nouvelle route de Rabat à Fès et de la route de l'Oulja de Salé, rendues nécessaires par la construction de la ligne de chemin de fer à voie normale de Casablanca à Kénitra, et sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées d'utilité publique les déviations de la nouvelle route de Rabat à Fès et de la route de l'Oulja de Salé.

ART. 2. — Sont frappées d'expropriation les parcelles désignées sur l'état ci-après, savoir :

N° du plan de la déviation de la route	NATURE des propriétés	NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILE des propriétaires présumés	CONTIENANCE des emprises			OBSERVATIONS
			H.	A.	C.	
1	Inculte	Domaine public maritime.....				
2	id.	Domaine public maritime.....	1	20	24	
3	id.	Domaine public maritime.....		10	07	
4	id.	Domaine public maritime.....		90	12	
5	id.	Domaine public maritime.....	1	01	53	
6	Labours	El Aïssaoui ben Hassani, à Salé.....		35	26	
				15	76	

ART. 3. — Le délai pendant lequel les propriétaires désignés peuvent rester sous le coup de l'expropriation est fixé à deux ans.

ART. 4. — Le présent arrêté sera notifié sans délai par les soins des caïds et par l'intermédiaire de l'autorité administrative de contrôle, aux propriétaires intéressés, occupants et usagers notoires.

ART. 5. — Dans un délai d'un mois, à compter de la publication du présent arrêté au *Bulletin Officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la situation des lieux, les propriétaires seront tenus de faire connaître les fermiers et locataires ou détenteurs de droits réels sur leur immeuble, faute de quoi ils resteront seuls chargés envers ces derniers des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés sont tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi ils seront déchus de tous droits.

Fait à Rabat, le 16 rebia II 1340,
(17 décembre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.
Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 décembre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 DÉCEMBRE 1921

(23 rebia II 1340)

portant désignation des notables de la ville de Rabat appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1922.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335), désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1917 (23 rejeb 1335), portant création d'une commission municipale mixte à Rabat et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 avril 1920 (27 rejeb 1338) portant à douze le nombre des notables européens et à douze celui des notables indigènes appelés à faire partie de la commission municipale mixte de Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 juillet 1921 (28 chaoual 1339) désignant les notables de la ville de Rabat appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville en 1921 ;

Sur la proposition du directeur des affaires civiles,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission municipale mixte de Rabat, pour l'année 1922, les notables dont les noms suivent :

1° Européens (12)

- MM. ALLAMEL, Louis, Pierre, négociant en droguerie ;
 BERNAUDAT, Gaston, propriétaire, inspecteur de la Compagnie Marocaine ;
 BETEILLE, Jean, Léon, propriétaire et négociant en bestiaux ;
 BRUN, Casimir, maître-maçon ;
 GÉRARD, François, ingénieur et entrepreneur ;
 HOMBERGER, Jean, bâtonnier de l'ordre des avocats ;
 LABEYRIE, Jean, Henri, négociant, représentant de la Compagnie Paquet ;
 LEGARD, Henri, Louis, propriétaire ;
 MICHAUD, Céleste, entrepreneur ;
 PETIT, Léon, ingénieur et propriétaire ;
 SÉGUINAUD, Paul, pharmacien et propriétaire ;
 THÉRY, André, propriétaire ;

2° Membres indigènes (12)**a) Musulmans (10)**

- MM. AHMED BEN MOHAMED ZEBDI, propriétaire ;
 HADJ AHMED BEN MOHAMED TAZI, propriétaire ;
 HADJ AHMED BENNANI, propriétaire ;
 MOHAMED BEN MOHAMED EL MRINI, propriétaire ;
 MOSTAFA BEN M'HAMED OUAHRA, propriétaire ;
 ABDELKADER BEN LARBI FREDJ, propriétaire ;
 MOHAMED BEN MOHAMED MARCIL, propriétaire ;
 HADJ MOHAMED BEN DRIS BOUHLAL, propriétaire, président de la chambre de commerce indigène ;
 HADJ MOSTAFA BEN ABDELMEJID BARGACHE, propriétaire ;
 M'HAMED BEN MOHAMED EL KEBBADJ, propriétaire et commerçant ;

b) Israélites (2)

- MM. NAKAM, Abraham, négociant ;
 BERDUGO, Yekotiel, rabbin.

Fait à Rabat, le 23 rebia II 1340,
 (24 décembre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 DÉCEMBRE 1921

(24 rebia II 1340)

abrogeant l'arrêté viziriel du 24 décembre 1918 (20 rebia I 1337) et réglementant à nouveau l'allocation des primes en matière de répression des fraudes.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes, modifié et complété par les dahirs des 19 mars 1916 (18 jourmada I 1334), 14 août 1916 (14 chaoual 1334), 11 mars 1917 (17 jourmada I 1335), 16 mai 1917 (24 rejeb 1335), 25 août 1917 (7 kaada 1335), 9 février 1918 (26 rebia II 1336), 26 mars 1919 (23 jourmada II 1337) ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 décembre 1918 (20 rebia I 1337) réglementant l'allocation des primes en matière de répression des fraudes ;

Considérant qu'il y a lieu d'entretenir le zèle des agents chargés de la recherche et de la constatation des infractions au dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) susvisé, en leur assurant une participation aux amendes recouvrées et qu'il est juste de récompenser les indicateurs dont l'intervention présente, en la matière, une utilité certaine pour la protection de l'intérêt général ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tous prélèvements ou constatations qui auront entraîné des condamnations par application du dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, donneront lieu, au profit des agents de constatation ou de prélèvement, à l'allocation d'une prime fixée aux deux dixièmes (2/10) du montant, en principal, des amendes recouvrées au titre pénal, augmenté éventuellement du chiffre de vente des objets, marchandises ou produits confisqués.

Au cas où plusieurs agents de prélèvement, ou de constatation, auraient opéré simultanément, les primes seront réparties à parts égales entre les ayants-droit.

ART. 2. — Les indicateurs dont les renseignements auront permis la découverte d'une fraude ou d'une falsification, recevront une prime égale à trois dixièmes (3/10) du

montant des amendes pénales et éventuellement du produit de la vente des confiscations.

L'intervention d'un ou de plusieurs indicateurs devra faire l'objet d'un rapport particulier adressé sans délai au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, avec la mention des noms et domicile du ou des intéressés.

Toute personne étrangère à l'administration doit être considérée comme « indicateur ». Les fonctionnaires ou les agents à un titre quelconque de l'administration peuvent être considérés comme « indicateurs » chaque fois que leurs fonctions ne les obligent pas à intervenir personnellement dans le cas litigieux.

Sont exclus, au contraire, de cette catégorie tous les fonctionnaires et agents des services de police qui peuvent, quelque soit leur grade, être considérés comme agents verbalisateurs et bénéficiaires, le cas échéant, des primes prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté.

Au cas où plusieurs indicateurs auraient simultanément fourni des renseignements de même nature sur la même affaire, la prime allouée serait répartie à parts égales entre les ayants-droit.

ART. 3. — Le maximum des primes prévues par les articles 1 et 2 ne peut excéder, pour chaque catégorie de bénéficiaires, cinq cents francs (500) par affaire, sauf décision exceptionnelle du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, à prendre pour chaque cas particulier, sur la proposition du chef du service de la répression des fraudes. Cette décision est sans appel.

ART. 4. — Chaque année, en fin d'exercice, sur la proposition du chef du service de la répression des fraudes, le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation peut procéder, s'il le juge utile, à une répartition supplémentaire de primes, à distribuer à tout fonctionnaire, agent de tout ordre ou indicateur qui se serait particulièrement distingué dans la recherche ou la poursuite de la falsification ou de la fraude.

ART. 5. — La quotité de la répartition s'établira sur le montant, au principal, des amendes pénales recouvrées.

Les sommes à allouer suivant l'article 4 pourront être calculées proportionnellement à l'ensemble des amendes recouvrées.

Les primes fixées par les articles 1 et 2 et les allocations prévues par l'article 4 seront prélevées sur le budget de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (service de la répression des fraudes et de chimie); les primes seront réparties dès que les jugements seront devenus définitifs et les amendes recouvrées.

Le mandatement des primes s'effectuera sur état auquel sera annexé un extrait du jugement et un certificat de recouvrement délivré par les services de l'enregistrement, présenté par le ou les intéressés.

ART. 6. — Les agents de prélèvement, spécialisés dans ces fonctions, ne participeront qu'aux allocations prévues par l'article 4, à répartir en fin d'année.

ART. 7. — L'arrêté viziriel du 24 décembre 1918 (20 rebia I 1337) réglementant l'allocation des primes en matière de répression des fraudes, est abrogé et remplacé par les présentes dispositions, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1922. Les prélèvements et constatations antérieurs à

cette date qui auront entraîné des condamnations, donneront lieu, le cas échéant, à l'attribution des primes prévues par l'arrêté viziriel du 24 décembre 1918.

Fait à Rabat, le 26 rebia II 1340,
(25 décembre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 décembre 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 12 DÉCEMBRE 1921
portant modifications et créations dans l'organisation
territoriale de la région de Marrakech.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe Ahmar Guich, créée par arrêté du 26 décembre 1919, dont le siège est transféré de Marrakech à Chichaoua, comprend :

1° Un bureau de renseignements de cercle, à Chichaoua, chargé :

a) De la centralisation et de l'expédition des affaires de l'annexe ;

b) De l'établissement progressif du contrôle politique et de la surveillance administrative dans les tribus du Haouz de Marrakech, soumises au commandement du caïd M'Tougui :

Korrimat, Oulad Bes Sebaa, Chichaouene, Mejjat, Frouga, Oulad M'Taa, Oulad Yaala, Tidrariine, El Aroussiine, Mzouda, Hedil ;

2° Un bureau de renseignements déjà existant, à Kasbah Chemaïa, chargé du contrôle politique et de la surveillance administrative des tribus Ahmar.

ART. 2. — L'annexe des Haha-sud, créée par arrêté du 27 décembre 1920, dont le siège est transféré de Mogador à Tamanar, comprend un bureau de renseignements, à Tamanar, chargé :

a) De l'expédition des affaires de l'annexe ;

b) Du contrôle politique et de la surveillance administrative des tribus :

Ida ou Guelloul, Ida ou Zemzem, Ida ou Bouzia, Aït Zelten, Aït Aïssi, Aït Tameur.

L'annexe Haha-sud sera, en outre, chargée de l'action politique sur la confédération des Ida ou Tanan, directement, par le nord et l'oued et en collaboration avec le caïd M'Tougui par l'est.

Pour cette partie de sa mission, elle agira en liaison avec le cercle autonome d'Agadir, chargé de l'action politique par le sud.

ART. 3. — Il est créé un cercle de Marrakech-banlieue, ayant son centre à Marrakech et comprenant :

1° Un bureau de renseignements de cercle à Marrakech chargé :

a) De la centralisation et de l'expédition des affaires du cercle ;

b) Du contrôle politique et de la surveillance administrative des tribus :

Guich, Ourika, Reraïa, Sektana ;

c) De l'établissement progressif du contrôle politique et de la surveillance administrative de la tribu des Mesfioua de la plaine et du Dir.

2° Un bureau de renseignements à Amizmiz, chargé du contrôle politique et de la surveillance administrative des tribus :

Ouzguita, Guedmioua de la plaine et du Dir.

ART. 4. — Ces créations et modifications dateront du 1^{er} janvier 1922.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le directeur général des finances et le général commandant la région de Marrakech sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 12 décembre 1921.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 13 DÉCEMBRE 1921
portant modification à l'organisation territoriale du territoire Tadla-Zaïan et des territoires de contrôle civil.

**LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,**

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat ;
Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements ;

Après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle d'Oued Zem-Boujad, créé par arrêté du 5 mars 1921 et relevant du territoire Tadla-Zaïan, est supprimé.

ART. 2. — Il est créé, en territoire de contrôle civil, un cercle autonome dénommé cercle d'Oued Zem, relevant directement du Commissaire Résident Général et chargé du contrôle politique et de la surveillance administrative des tribus Beni Khirane, Ourdigha, Smaala.

ART. 3. — Le territoire Tadla-Zaïan sera désormais constitué par les trois circonscriptions administratives suivantes :

Le cercle Zaïan, le cercle de Beni Mellal, tels qu'ils existent actuellement ;

Le cercle de Boujad, de nouvelle création, et qui comprendra :

1° Un bureau de renseignements de cercle à Boujad, chargé :

a) De la centralisation et de l'expédition des affaires du cercle ;

b) Du contrôle politique et de la surveillance administrative des Beni Zemmour.

2° Le bureau de renseignements de Kasbah-Tadla, tel qu'il a été défini par l'arrêté du 19 juillet 1920 ;

3° Le bureau de renseignements de Zaouïa ech Cheikh, tel qu'il a été défini par l'arrêté du 5 décembre 1920.

ART. 4. — Le présent arrêté prendra effet à dater du 1^{er} janvier 1922.

ART. 5. — Le secrétaire général du Protectorat, le directeur général des finances, le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le général commandant la région de Meknès, le colonel commandant le territoire Tadla-Zaïan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 13 décembre 1921.

LYAUTEY.

ORDRE DU 11 DÉCEMBRE 1921
portant rattachement d'Ouizert et de Ksabi
à la subdivision de Taza.

NOUS, MARECHAL DE FRANCE, COMMANDANT EN CHEF,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

A dater du 15 décembre, Ksabi, Ouizert, Oued Tidarine, ainsi que les tribus dépendant des bureaux de renseignements de Ksabi et d'Ouizert relèveront du général commandant la subdivision de Taza.

La répartition définitive de ces tribus sera prochainement arrêtée et fera l'objet d'une annexe au présent ordre qui déterminera également la circonscription administrative de la région de Taza à laquelle elles seront rattachées.

Les deux bureaux de renseignements de Ksabi et d'Ouizert continueront à relever budgétairement, jusqu'au 1^{er} janvier 1922 exclus, du commandant du cercle de la Haute-Moulouya.

A partir du 1^{er} janvier 1922, ils dépendront, sans restrictions, de la région de Taza.

Les commandants des subdivisions de Meknès et de Taza auront, chacun en ce qui les concerne, l'autorité territoriale entière sur les nouvelles zones ainsi délimitées.

Chaque subdivision aura, en outre, droit de libre circulation pour le passage de ses troupes ou ravitaillements sur le territoire de l'autre subdivision, à charge d'entente préalable entre les commandants intéressés.

Les troupes de passage (isolées ou détachements de faible importance) traversant le territoire d'une autre subdivision, seront ravitaillées normalement, sans autorisation préalable, sur les têtes d'étapes rencontrées.

En cas d'opérations, si l'une des subdivisions a besoin d'utiliser pour ses ravitaillements une ligne de communication ayant ses têtes d'étapes sur le territoire de l'autre subdivision, elle y recevra en temps utile du commandement en chef le crédit global en vivre ou matériel nécessaire, à charge pour elle de les acheminer par ses propres moyens au-delà des têtes d'étapes précitées.

Le goum d'Ouizert passera à la subdivision de Taza.

Les garnisons des postes de Ksabi, Ouizert et Oued Tidarine resteront provisoirement en place ; le général Au-

bert les fera relever par des troupes de sa subdivision aussitôt que possible.

Rabat, le 11 décembre 1921.

LYAUTEY.

ANNEXE

à l'ordre du 11 décembre 1921, portant rattachement des postes d'Ouizert et de Ksabi à la subdivision de Taza

La limite entre la subdivision de Meknès et la subdivision de Taza, dans la vallée de la Haute-Moulouya, sera désormais définie par la ligne des ksour : Oulad Tayir, sur la Moulouya, Amersid, Bou Ayach, Azriouia, où elle atteint le Grand Atlas.

Les ksour susnommés, appartenant à la tribu des Aït Ouafella et relevant actuellement du contrôle du bureau des renseignements de Ksabi, continueront à dépendre de la région de Meknès et du cercle de la Haute-Moulouya (Midel).

Tout le reste du territoire du bureau des renseignements de Ksabi, ainsi que les tribus relevant du bureau de renseignements d'Ouizert, sont rattachés à la région de Taza, cercle de la Moyenne-Moulouya (Mahiridja).

Les ksour de la tribu des Aït Ouafella, passant à la région de Taza, seront placés sous le commandement d'un khalifa, représentant le caïd de cette tribu auprès de l'autorité de contrôle du bureau de renseignements de Ksabi.

Rabat, le 15 décembre 1921.

LYAUTEY.

ORDRE DU 11 DÉCEMBRE 1921
portant rattachement provisoire du cercle de Sefrou à la subdivision de Taza.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, COMMANDANT EN CHEF,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

A dater du 15 décembre 1921, le lieutenant-colonel de Ganay, avec les troupes et, d'une façon générale, avec les moyens militaires et politiques dont il dispose dans le cercle de Sefrou, passera aux ordres du général commandant la subdivision de Taza.

Toutefois, les prévisions de dépenses du cercle de Sefrou pour l'année 1921, au titre du Protectorat, ayant été arrêtées pour l'exercice entier, ce cercle continuera à relever budgétairement, jusqu'au 1^{er} janvier 1922 exclus, du général commandant la subdivision de Fès, ordonnateur secondaire des crédits délégués au commandant du cercle de Sefrou.

A partir du 1^{er} janvier 1922, le cercle de Sefrou sera rattaché à la subdivision de Taza, sans aucune restriction.

Ce cercle continuera à être ravitaillé par la subdivision de Fès, dans les conditions déjà prévues par la décision du 16 juin 1920, pour le cercle des Beni Sadden.

Rabat, le 11 décembre 1921.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS
complétant l'arrêté du 30 septembre 1921 limitant la circulation sur certaines routes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

Vu l'arrêté du 30 septembre 1921, complété du 8 décembre suivant limitant la circulation sur certaines routes pendant le 4^e trimestre de l'année 1921 et le 1^{er} trimestre de 1922,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 30 septembre complété par les dispositions suivantes :

« Jusqu'au 1^{er} avril 1922, la circulation sur la piste de Mechra bel ksiri à Souk el Arba par Kariat el Habassi est interdite aux véhicules de poids lourds chargés ou non chargés. Seules les voitures de tourisme et les charrettes attelées d'un ou deux animaux sont admises à y circuler. »

Rabat, le 14 décembre 1921.

P. le Directeur général des Travaux publics,

Le Directeur général adjoint,

MAITRE-DEVALLOIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DU RÉSEAU DES CHEMINS DE FER A VOIE DE 0^m60
homologuant une délibération du conseil de réseau

LE LIEUTENANT-COLONEL, DIRECTEUR DU RÉSEAU DES CHEMINS DE FER A VOIE DE 0 m. 60,

Vu le dahir du 18 décembre 1920 (6 rebia II 1339) sur la régie des chemins de fer à voie de 0,60, modifié par le dahir du 5 avril 1921 (26 rejeb 1339) ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 avril 1921 (26 rejeb 1339) réglant le mode d'établissement des tarifs de transports des chemins de fer à voie de 0,60 ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 juillet 1921 (28 chaoual 1339) donnant délégation au directeur du réseau des chemins de fer à voie de 0,60 pour homologuer les délibérations du conseil de réseau relativement à l'exploitation, au personnel et au matériel,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est homologuée la délibération du conseil de réseau en date du 13 décembre 1921 portant modification de tarifs et création de diverses haltes et arrêts.

Les dispositions de cette délibération deviendront exécutoires aux dates fixées en son article 6 final.

Rabat, le 13 décembre 1921.

P. le directeur du réseau,

le directeur adjoint,

SUCHET.

**

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DE RÉSEAU
en date du 13 décembre 1921 portant modifications de
tarifs et création de divers haltes et arrêts.

LE CONSEIL DE RÉSEAU,

Délibérant conformément aux dispositions du dahir du 18 décembre 1920 sur la régie des chemins de fer à voie de 0,60, modifié par le dahir du 5 avril 1921, a adopté, dans sa séance du 13 décembre 1921, les dispositions dont la teneur suit :

I. — Tarifs spéciaux de grande vitesse

ARTICLE PREMIER. — Il est créé l'additif ci-après au tarif spécial G.V. I :

Automotrices et 1^{re} classe

I. — Prix des places

Taza-Fès et inversement : prix ferme : 37 fr. 60.

II. — Tarifs spéciaux de petite vitesse

TARIF SPÉCIAL P.V. 2

ART. 2. — Il est créé le chapitre IV du tarif spécial P.V. 2 ci-après :

CHAPITRE IV

Désignation des marchandises

Pâtes alimentaires.

Prix de transport par tonne et par kilomètre
Prix de la 4^e série.

Conditions particulières d'application

Les prix de la 4^e série sont applicables sans condition de tonnage avec bénéfice s'il y a lieu de la bonification de 500 kilogs prévue par le chapitre II du tarif spécial P.V. 29 pour les wagons complets.

ARTICLE 3

TARIF SPÉCIAL P.V. 26

Emballages vides en retour

Il est créé l'additif ci-après :

II. — Conditions particulières d'application

« Sont considérées comme expéditions par wagons complets celles dont le poids est de 1.000 kgs au moins ou taxées pour ce poids. »

III. — Création de haltes et arrêts

ART. 4. — L'arrêt de Sidi Djellil (P.K. 91.500 de la ligne Taza-Fès) est converti en halte ouverte aux services complets de grande et de petite vitesse.

ART. 5. — Il est créé à Aïn Toto (P.K. 296,656 de la ligne Casablanca-Fès) et aux Roches-Noires (P.K. 2.710 de la même ligne) un arrêt ouvert au trafic dans les conditions de fonctionnement des gares, stations, haltes et arrêts.

ART. 6. — La présente délibération entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1922, sauf en ce qui concerne l'arrêt des Roches-Noires, dont l'ouverture est fixée au 16 décembre 1921.

*P. le directeur du réseau,
le directeur adjoint,*

SUCHET.

NOMINATION

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 16 décembre 1921 :

Mlle ROUYER, Andrée, dame employée de 5^e classe au tribunal de paix de Safi, a été nommée, sur sa demande, en la même qualité, au tribunal de paix de Mazagan, en remplacement de Mme Leverbe, démissionnaire.

NOMINATION

**dans le personnel du service
des commandements territoriaux.**

Par décision résidentielle en date du 13 décembre 1921, le chef de bataillon d'infanterie ALLEMAND, affecté aux troupes d'occupation du Maroc par décision ministérielle du 25 octobre 1921, est nommé au commandement du cercle de Boujad (territoire Tadla-Zaïan), de nouvelle création. Cette nomination prendra effet du 1^{er} janvier 1922.

MUTATION

**dans le personnel des officiers du service
des renseignements.**

Par décision résidentielle en date du 13 décembre 1921, le sous-lieutenant de cavalerie à titre temporaire hors cadre GAY, Maurice, adjoint de 2^e classe du service des renseignements de la région de Marrakech, est mis à la disposition du général commandant la région de Meknès, pour être employé dans le territoire Talda-Zaïan (bureau des renseignements du cercle d'Oued Zem Boujad).

**ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 474
du 22 novembre 1921.**

Classement, affectations et mutation dans le personnel du service des renseignements. Page 1798 :

« En qualité d'adjoints stagiaires :

au lieu de :

« Le lieutenant d'infanterie h. c. VIAL, mis à la disposition du général commandant la région de Marrakech »

Lire :

« Le lieutenant d'infanterie h. c. VIAL, mis à la disposition du général commandant la région de Meknès. »

PARTIE NON OFFICIELLE

**SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE
DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC**
à la date du 19 décembre 1921.

Des symptômes de lassitude se remarquent chez les dissidents de la zone d'Ouezzan. Les dangers qu'ils courent

à venir, sous le feu de nos canons, labourer leurs terrains de culture de la plaine, les font rabattre de leur ancienne intransigeance. Déjà, une grosse partie des Beni Mesguilda est venue faire acte de soumission. D'autres éléments, appartenant aux Beni Mestara, la tribu la plus turbulente de la région, ont entamé avec nous des pourparlers dont il est permis d'augurer d'heureux résultats.

Sur le front du Moyen Atlas, les nécessités de la transhumance placent les tribus insoumises dans un état d'infériorité que nous exploitons en vue de leur soumission. Dans le courant de la semaine, une opération brillamment menée par les partisans Zaïan, sous la conduite de Bouazza, nous a permis d'infliger une crainte salutaire aux Ichkern, groupement particulièrement hostile à notre pénétration et qui se croyait invulnérable.

AVIS
relatif aux examens
de licences ès-lettres et ès-sciences au Maroc.

Les candidats aux examens de licences ès-lettres et ès-sciences, habitant le Maroc, pourront, s'ils le désirent, subir à Rabat (à la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités) les épreuves écrites de ces examens, sur des sujets différents de ceux qui sont donnés à Bordeaux.

La date en sera fixée ultérieurement. Elle permettra :

1° Aux admissibles d'aller passer l'oral à Bordeaux pour les deux facultés ;

2° Aux candidats ès-sciences de subir les épreuves pratiques et l'oral en même temps que les candidats de Bordeaux.

Les candidats devront se faire inscrire dès maintenant auprès du secrétariat des facultés de Bordeaux et obtenir la dispense d'assiduité.

PUBLICATION

relative à l'ordre de priorité des demandes de permis de recherches de mines déposées au cours de la période de simultanéité du 3 au 8 octobre 1921.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 9 juin 1918 (29 chaabane 1336), et notamment l'article 10 fixant les conditions d'enregistrement des demandes de permis de recherches déposées pendant la période de simultanéité lors de l'ouverture d'une zone nouvelle à l'application du règlement minier ;

Vu les demandes de permis déposées le 3 octobre 1921 au service des mines de Rabat par M. Getten, agissant pour la Compagnie chérifienne de Recherches et de Forages, et enregistrées sous les n° 583 R à 589 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 3 octobre 1921 par M. Getten, représentant la Société de Recherches et de Forages, et enregistrées sous les n° 590 R à 594 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 4 octobre 1921 par M. Lambert de Crémeur, mandataire de M. Marcel Noël, et enregistrées sous les n° 603 R à 613 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 4 octobre 1921 par M. Lambert de Crémeur, mandataire de M. André Noël, et enregistrées sous les n° 603 R à 613 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 4 octobre 1921 par M. Eugène Lendrat et enregistrées sous les n° 614 R à 625 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 4 octobre 1921 par M. Joseph Malaussène, mandataire de M. Busset, et enregistrées sous les n° 626 R à 645 R inclus ;

Vu la demande de permis déposée le 6 octobre 1921 par M. Lambert de Crémeur, mandataire de M. André Noël, et enregistrée sous le n° 646 R ;

Vu les demandes de permis déposées le 6 octobre 1921 par M. Maurice Ipousteguy, agissant pour le compte de la Société Pétrolifère de Recherches et d'Exploitation, et enregistrées sous les n° 647 R à 676 R inclus ;

Vu les demandes de permis déposées le 8 octobre 1921 par M. Gaëtan du Peloux, mandataire de M. Ludovic Cotte, et enregistrées sous les n° 677 R à 690 R inclus ;

Vu la demande de permis déposée le 8 octobre 1921 par M. Langui, Andréa, et enregistrée sous le n° 691 R ;

Vu les demandes de permis déposées le 8 octobre 1921 par M. Antoine Manca et enregistrées sous les n° 692 R et 693 R ;

Vu le rapport de l'ingénieur des mines en date du 7 décembre 1921 ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer les articles 4 et 5 du dahir susvisé ;

Fait connaître que l'ordre suivant de priorité, entre les demandes susvisées, sera, sauf le cas d'intervention prévu à l'art. 5 dans le délai d'un mois à partir de la présente publication, soumis à Sa Majesté Chérifienne pour être sanctionné par dahir :

583 à 594, 614 à 645, 677 à 690, 647 à 676, 691 à 693, 695 à 613, 646.

CHEMINS DE FER A VOIE DE 0 m. 60

Mouvement de la Caisse d'assurances entre expéditeurs pendant le 3^e trimestre 1921.

Caisse de garantie

SITUATION FINANCIÈRE

Avoir au 31 juin 1921.....	466.770,20
Mouvement pendant le 3^e trimestre 1921	
Primes encaissées... {	
Juillet..... 31.370,05	} 97.517,35
Août..... 34.057,50	
Sept..... 32.089,80	
Indemnités à payer.....	3.112,10
Excédent de la Caisse pendant le 3 ^e trimestre.....	94.404,95
Avoir au compte spécial au 30 septembre 1921	561.175,15

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS

I. — CONSERVATION DE RABAT

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « M'Silma », réquisition n° 2011, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Cherarda, fraction des Chebannet, lieu dit Adoua Sebou, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 10 mars 1919 n° 333.

Suivant réquisition rectificative en date du 5 décembre 1921, M. Pierre, célibataire, demeurant et domicilié à Rabat, déclare que la procédure d'immatriculation de la propriété dite « M'Silma », réquisition 2011 et, ci-dessus désignée, soit désormais poursuivie tant en son nom personnel qu'en celui de M. Lafont, Théophile, Henri, rédacteur à la direction générale de l'Agriculture, marié à Mme Biarnay, Hélène, Anna, Catherine, le 14 septembre 1918, par contrat, demeurant et domicilié à Rabat, propriétaires indivis chacun pour moitié.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat, M. ROUSSEL.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 4646°

Suivant réquisition en date du 23 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb ben Mohammed el Abboubi el Abdelkadri, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar des Ouled Abdelkadri, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou, annexe du contrôle civil des Ouled Saïd, et domicilié à Casablanca, chez Bouazza ben el Hadj Amor el Moumeni, rue Krantz, n° 161, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dakra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dakra », consistant en terrain de culture, située à 2 kilomètres de la gare de Sidi Ali, sur la route d'Aïn Djemaa à El Khenis.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Mbkaïes ; à l'est, par la propriété de Bouchaïb ben el Miloudi, demeurant au douar d'El Rkakra, fraction des Ouled Rahou ; au sud, par la propriété des Ouled el Kheraz, demeurant au douar des Ouled Abdelkader, fraction des Ouled Rahou, sus-désignée ; à l'ouest, par la route d'El Khenis à Aïn el Djemaa.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin kaada 1336, homologué, aux termes duquel Mohammed ben Ezzemzami el Aboubi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

Réquisition n° 4647°

Suivant réquisition en date du 23 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb ben Mohammed el Abboubi el Abdelkadri, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar des Ouled Abdelkadri, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou, annexe du contrôle civil des Ouled Saïd, et domicilié à Casablanca, chez Bouazza ben el Hadj Amor el Moumeni, rue Krantz, n° 161, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Makhelouf », à laquelle il a déclaré

vouloir donner le nom de « Makhelouf », consistant en terrain de culture, située sur la route de Casablanca aux Ouled Saïd, près du marabout Sidi Mohammed el Guerouaoui.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la propriété d'Amor ben M'Hammed, demeurant au douar des Ouled Abdelkader, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou ; à l'est, par la propriété de Sennahi ben Ahmed, demeurant au douar précité ; au sud, par l'oued Tbouda ; à l'ouest, par la propriété d'Amor ben Mohammed, demeurant au douar des Ouled Abdelkader, sus-désigné.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 27 chaabane 1332, homologué, aux termes duquel Kacem bel Hachemi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

Réquisition n° 4648°

Suivant réquisition en date du 23 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb ben Mohammed el Abboubi el Abdelkadri, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar des Ouled Abdelkadri, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou, annexe du contrôle civil des Ouled Saïd, et domicilié à Casablanca, chez Bouazza ben el Hadj Amor el Moumeni, rue Krantz, n° 161, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Koudiet Omram », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom « Koudiet Omram », consistant en terrain de culture, située à 2 kilomètres d'Aïn Djemaa, sur la route de Kasbet el Aïchi à Souk el Djemaa.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Esskekima ; à l'est, par la route allant de Kasbet el Aïchi à El Djemaa ; au sud, par la propriété d'El Miloudi ben Thami, demeurant au douar des Ouled Abdelkader, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou ; à l'ouest, par la propriété d'Ali ben el Hachemi, demeurant au douar précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 2 jourmada II 1333, homologué, aux termes duquel El Hadj Tahar ben Ezzaouia Essaidi et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

Réquisition n° 4649°

Suivant réquisition en date du 23 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Bouchaïb ben Mohammed el Abboubi el Abdelkadri, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar des Ouled Abdelkadri, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou, annexe du contrôle civil des Ouled Saïd, et domicilié à Casablanca, chez Bouazza ben el Hadj Amor el Moumeni, rue Krantz, n° 161, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad el Ouad », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Ouad », consistant en terrain de culture, située sur la route de Casablanca aux Ouled Saïd, près de Sidi M'Parek et du marabout de Sidi Guerouaoui.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Estil ; à l'est et au sud, par l'oued Sekikina ; à l'ouest, par la propriété des Ouled el Hadj M'Hammed ben el

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

NOTA — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caid, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Kharadj, demeurant au douar des Ouled Abdelkader, fraction des Ouled Rahou, tribu des Ouled Abbou.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 7 chaabane 1328, homologué, aux termes duquel Touhami ben Amar lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4650°

Suivant réquisition en date du 22 novembre 1921, déposée à la Conservation le 23 novembre 1921, 1° M. Luis Brothons Chorro, sujet espagnol, marié sans contrat, à dame Batsale, Yvette, à Langon (Gironde), le 8 avril 1920, demeurant à Casablanca, 1, impasse Sidi Bellout ; 2° M. René Oronté Garcia, sujet français, célibataire, demeurant à Sidi Hadjhadh, au kilomètre 21 de la route de Casablanca à Boucheron, et tous deux domiciliés à Casablanca, 1, impasse Sidi Bellout, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Zeriouel », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Zeriouel », consistant en terrain de culture, située à 21 kilom. 400 de Casablanca, sur la route de Boucheron.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par la propriété d'El Arbi ben Ettaieb, demeurant au douar et fraction Oulad Haddou, tribu de Médiouna, et par celle d'Ahmed ben el Mokhtar, demeurant au douar Si Assila, fraction Oulad Haddou, tribu de Médiouna ; à l'est, par la propriété de M. Fournet, demeurant à Casablanca, rue de l'Horloge ; au sud, par la propriété de Esseid Mohamed ben el Hadj el Abbas, demeurant au douar Mohamed ben el Abbas, fraction Oulad Haddou, sus-désignée ; à l'ouest, par la route de Casablanca à Boucheron.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 safar 1340, homologué, aux termes duquel les héritiers d'Esseid Elarbi ben Amlouka el Mediouni el Haddaoui ont vendu ladite propriété à M. Garcia, qui a déclaré avoir agi tant en son nom personnel qu'en celui de M. Luis Brothons Chorro, ainsi qu'il résulte d'une déclaration sous seings privés en date, à Casablanca, du 1^{er} février 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4651°

Suivant réquisition en date du 24 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Si Thami ben Laidi, caïd des Ouled Ziane, marié selon la loi musulmane, demeurant à Casablanca, rue Sidi Rezagui, n° 22 bis, et domicilié à Casablanca, chez son mandataire, M. Marage, 217, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Guenane Dar el Dekhmanda etc... », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled El Guenane », consistant en terrain de culture, située à proximité de la casbah des Ouled Ziane, fraction des Ouled Ayad, douar Ouled Abbas.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par un chemin allant de Bir Bou Atrous à Bir Bouerrad, par la propriété des consorts Touhami bel Ayachi, et par celle des consorts Bouamrou el Mediouni, demeurant tous au douar Oulad Abbas, fraction des Oulad Ayad, tribu des Ouled Ziane ; à l'est, par la propriété de l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par le contrôleur des domaines à Casablanca et par le chemin allant de Sidi Hadjadj aux M'Dakras ; au sud, par la propriété de Si Djilali ben Ghenem el Mediouni, demeurant au douar Oulad Abbas, sus-désigné ; à l'ouest, par la propriété des consorts Sid el Fatmi el Bourezgui Rahiou, par celle d'El Hachemi ben Hadj ben Ali el Rahiou, par celle de Sid Djilali ben Ghenem, demeurant tous au douar Oulad Abbas sus-désigné, et par celle d'El Hadj Mejdoub el Harati, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de cinq actes d'adoul en date

respectivement des 13 safar, mi-moharrem, 16 jourmada II, 24 chaoual 1330 et 15 doul kaada el Heram 1337, homologués, aux termes desquels Sid Abderrahman ben el Hadj el Maati Mediouni (1^{er} acte), Si Abdelkrim ben el Hadj Mohammed ben Ghanem el Mediouni et consorts (2^e et 3^e acte), Ali ben el Hadj Mohammed ben Ghanem (4^e acte), les héritiers El Maati el Mediouni el Heraoui (5^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4652°

Suivant réquisition en date du 24 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Si Thami ben Laidi, caïd des Ouled Ziane, marié selon la loi musulmane, demeurant à Casablanca, rue Sidi Rezagui, n° 22 bis, et domicilié à Casablanca, chez son mandataire, M. Marage, 217, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad el Hamra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad el Hamra », consistant en terrain de culture, située à proximité de la casbah des Ouled Ziane, sur la piste allant de Casablanca aux M'Dakra, fraction des Ouled Ayad, douar des Ouled Rahou.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Djilali ould Rahala et celle de Lachemi ben Hadj Ali, demeurant au douar Ouled Rahou, fraction des Ouled Ayad, tribu des Ouled Ziane ; à l'est, par le chemin de Casablanca aux M'Dakra ; au sud, par la propriété de Si el Mati bel Hassan, par celle de Djillafi ben Ghanem el Yamani, et par celle de Sid Fatmi ben Tahar, demeurant tous au douar Ouled Rahou, sus-désigné ; à l'ouest, par la piste allant de Birbouatrous à Bouleghmane.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date des 1^{er} rebia II, fin rejeb et 1^{er} douk kaada 1316, homologués, aux termes desquels El Hadj Aissa ben Bouchaib et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4653°

Suivant réquisition en date du 24 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, Si Thami ben Laidi, caïd des Ouled Ziane, marié selon la loi musulmane, demeurant à Casablanca, rue Sidi Rezagui, n° 22 bis, et domicilié à Casablanca, chez son mandataire, M. Marage, 217, boulevard de la Liberté, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Haït Djedid, Kidar el Ghoulane », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « D'har Kidar », consistant en terrain de culture, située à proximité de la casbah du caïd des Ouled Ziane, fraction des Ouled Ayad, douar Rahou.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Si Mejdoub el Harati, demeurant à Casablanca, rue Sidi Fatah ; à l'est, par la propriété de Sliman ben Altar, par celle d'El Hadj Djilali el Guedaoui, demeurant tous deux au douar Oulad Abbas, fraction des Oulad Ayad, tribu des Ouled Ziane, et par le chemin de Sidi Hadjadj aux M'Dakras ; au sud, par le chemin allant de la casbah de Médiouna à Ras Chaaba ; à l'ouest, par le chemin allant de la casbah de Médiouna à la demeure de Si el Hadj Mejdoub.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul en date de mi-doul hidja 1330, 28 doul kaada 1326, 27 rejeb 1328, homologués, aux termes desquels M. Baudin (1^{er} acte), Ben Hamida ben Brahim Ziani (2^e acte), les héritiers Brahim ben M'Hammed Ezziani el Abassi (3^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4654°

Suivant réquisition en date du 24 novembre 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Mas, Joseph, sujet espagnol, marié sans contrat, à dame Cortès Carmen, à Alicante le 3 octobre 1916,

demeurant et domicilié à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore, n° 15, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Joseph Mas », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Benigno, Antoine, demeurant à Casablanca, 97, rue de Charmes ; à l'est, par la propriété de M. Siacco Sauveur, demeurant à Casablanca, 205, boulevard de la Liberté ; au sud, par la propriété de M. Ganzano, demeurant à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore, n° 47 ; à l'ouest, par la rue des Pyrénées, du lotissement de MM. Murdoch, Butler et Cie, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 17 novembre 1921, aux termes duquel M. Siacco Sauveur lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4655°

Suivant réquisition en date du 21 septembre 1921, déposée à la Conservation le 25 novembre 1921, M. Nahon, Abraham, Haïm, marié sous le régime de la loi mosaïque, à dame Abécassis Orovida, demeurant à Casablanca, 9, avenue du Général-Drude, et domicilié au dit lieu, chez MM. Wolff et Doublet, 135, avenue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Orovida », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, à 50 mètres de l'avenue du Général-d'Amade, rue non dénommée.

Cette propriété, occupant une superficie de 570 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Danton, demeurant à Aubusson (Creuse), représenté par son mandataire, M. Dubois, demeurant à Casablanca, rue Lusitania ; à l'est, par la propriété dite « Villa Elvire II », réquisition 3430 c, appartenant à M. Perriès, demeurant à Casablanca, cité Périers, rue Lamoricière ; au sud, par une rue publique de 12 mètres non dénommée ; à l'ouest, par la propriété dite « Zagoury », réquisition 3350 c, appartenant à M. Zagoury, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Amic, et représenté par M. Wolff, sus-désigné.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage sous seings privés en date, à Casablanca, du 29 août 1921, lui attribuant ladite propriété, provenant d'un terrain de plus grande étendue acquis par M. Spinney et le requérant, de MM. Georges Braunschwig et Isaac ben Zarquin, suivant deux actes d'adoul en date du 18 rebia II 1331, homologués.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 637°

Suivant réquisition en date du 7 septembre 1920, déposée à la Conservation le 1^{er} décembre 1921, M. Gil, Antoine, propriétaire et négociant, de nationalité espagnole, marié à Bou Tlelis (département d'Oran), le 13 juillet 1872, avec dame Perez, Maria, sans contrat, demeurant à Beni Saf (département d'Oran), et représenté régulièrement par M. Paris, Louis, architecte-géomètre, demeurant à Oujda, place de France, chez qui il fait élection de domicile, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Gil », consistant en un terrain à bâtir, située à Oujda, au delà de la Gare, en bordure de la piste d'Oujda à Nemours, lotissement Faure.

Cette propriété, occupant une superficie de 18 ares 94 centiares environ, est limitée : au nord et au sud, par deux rues non dénommées, dépendant du domaine public ; à l'est, par les propriétés dites : 1° « Sainte Angèle », rég. 450° ; 2° « Immeuble Suppato Marie n° 1 », rég. 383°, et le terrain de M. Biven, Georges, demeurant à Levallois-Perret, passage Jemmapes, n° 23 (Seine) ; à l'ouest, par la piste d'Oujda à Nemours.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 13 mars 1913, aux termes duquel M. Faure, Emile, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD

Réquisition n° 638°

Suivant réquisition en date du 10 octobre 1921, déposée à la Conservation le 6 décembre 1921, M. Azancott Ménahem, négociant, marié à Mercier-Lacombe (département d'Oran), le 14 octobre 1913, sans contrat, avec dame Benzekri Abigail, dite Gabrielle, demeurant et domicilié à Oujda, rue d'Isly, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Maison Siorat, lotissement Bouvier », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Gaby », consistant en un terrain avec construction à usage d'habitation, située à Oujda, en bordure des rues Montgolfier et de Berkane.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 ares, 72 centiares, est limitée : au nord, par la rue Montgolfier ; à l'est, par la rue de Perkané ; au sud et à l'ouest, par des terrains appartenant à M. Bouvier, Maurice, demeurant à Chamonix (Haute-Savoie).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 23 octobre 1920, aux termes duquel M. Siorat, Louis lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 639°

Suivant réquisition en date du 1^{er} avril 1921, déposée à la Conservation le 6 décembre 1921, M. Azancott Ménahem, négociant, marié à Mercier-Lacombe (département d'Oran), le 14 octobre 1913, sans contrat, avec dame Benzekri Abigail, dite Gabrielle, demeurant et domicilié à Oujda, rue d'Isly, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Bouvier », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Azancott n° 18 », consistant en un lot de terrain à bâtir, située à Oujda, en bordure du boulevard des Beni Snassen.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 ares 94 centiares environ, est limitée : au nord, par une rue de 10 mètres de largeur, dépendant du domaine public ; à l'est, par le terrain de M. Llorca, liquoriste à Oujda, chez M. Plantier, boulevard de Marnia, et celui du requérant ; au sud, par l'immeuble de M. Broquière, avocat, demeurant à Oujda ; à l'ouest, par le boulevard des Beni Snassen.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 3 juillet 1919, aux termes duquel M. Bouvier, Maurice lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 640°

Suivant réquisition en date du 1^{er} avril 1921, déposée à la Conservation le 6 décembre 1921, M. Azancott Ménahem, négociant, marié à Mercier-Lacombe (département d'Oran), le 14 octobre 1913, sans contrat, avec dame Benzekri Abigail, dite Gabrielle, demeurant et domicilié à Oujda, rue d'Isly, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Bouvier », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Azancott n° 19 », consistant en un terrain à bâtir, située à Oujda, en bordure du boulevard de Martimprey.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 ares, est limitée : au nord, par un lot de terrain appartenant à M. Coves, Manuel, demeurant à Oran, rue Pasteur, n° 6 ; à l'est, par le boulevard de Martimprey ; au sud, par le terrain de M. Llorca, liquoriste chez M. Plantier, à Oujda, boulevard de Marnia ; à l'ouest, par le requérant et le terrain de M. Amozig, négociant à Oujda, rue de Marnia.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit

immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 2 juillet 1919, aux termes duquel M. Bouvier, Maurice lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 641°

Suivant réquisition en date du 1^{er} avril 1921, déposée à la Conservation le 6 décembre 1921, M. Azancott Ménahem, négociant, marié à Mercier-Lacombe (département d'Oran), le 14 octobre 1913, sans contrat, avec dame Benzekri Abigail, dite Gabrielle, demeurant et domicilié à Oujda, rue d'Isly, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Bouvier », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Azancott

n° 59 », consistant en un terrain à bâtir, située à Oujda, en bordure de la rue Réaumur.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 ares 60 centiares, est limitée : au nord, par le terrain de M. Bouvier, Maurice, demeurant à Chamonix (Haute-Savoie) ; à l'est, par les propriétés dites « Villa Paquerette », titre n° 147°, et « Immeuble Marchal », réquisition 607° ; au sud, par la rue Réaumur ; à l'ouest, par la propriété dite « Azancott n° 71 », réq. 642°.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 2 juillet 1919, aux termes duquel M. Bouvier, Maurice lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 2011°

Propriété dite : M'SLLMA, sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Cherarda, fraction des Chebannet, lieudit « Adoua Sebou ».

Requérants actuels : 1° M. Biarnay, Emile, Daniel, Pierre, demeurant et domicilié à Petitjean ;

2° M. Lafont, Théophile, Henri, demeurant et domicilié à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 16 juin 1921.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin Officiel* du 6 décembre 1921, n° 476.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 192°

Propriété dite : BIR CHERF, sise contrôle civil des Zaërs, tribu des Ouled Minoun, lieux Bou Rezia et Bir Cherf, sur la piste de Rabat à Camp Marchand.

Requérant : M. Mas, Pierre, Antoine, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine, domicilié à Rabat, boulevard El Alou, à l'Echo du Maroc.

Le bornage a eu lieu le 20 mai 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 206°

Propriété dite : CANET, sise à Kénitra, rues de la Cathédrale de Reims et du Général-Serret.

Requérant : M. Affre, Clément, Albert, Laurent, demeurant à Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 13 août 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 273°

Propriété dite : VILLA LILY, sise à Kénitra, rue de la Mamora.

Requérant : M. Mélenotte, Alexandre, Antoine, demeurant à Casablanca, et domicilié à Kénitra, rue de la Mamora.

Le bornage a eu lieu le 14 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 283°

Propriété dite : IMMEUBLE PAULET, sise à Kénitra, rue de la Mamora.

Requérant : M. Paulet, Bertrand, demeurant et domicilié à Rabat, rue de la Mamora.

Le bornage a eu lieu le 15 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 313°

Propriété dite : PAROT, sise à Kénitra, rue de l'Yser.

Requérant : M. Parot, François, demeurant et domicilié à Kénitra, rue de l'Yser.

Le bornage a eu lieu le 14 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 314°

Propriété dite : SONGY, sise à Kénitra, près du boulevard du Capitaine-Petitjean, rue non dénommée.

Requérant : M. Mélenotte, Alexandre, Antoine, demeurant à Casablanca et domicilié à Kénitra, rue de la Mamora.

Le bornage a eu lieu le 16 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 339°

Propriété dite : L'AVENIR DE RABAT-SALÉ n° 14, sise à Rabat, quartier du Petit-Aguedal, près du boulevard Mangin.

Requérant : L'Avenir de Rabat-Salé, société anonyme de construction d'habitations familiales et à bon marché, dont le siège social est à Rabat, rue Jane-Dieulafoy, immeuble Cortey.

Le bornage a eu lieu le 11 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 340°

Propriété dite : L'AVENIR DE RABAT-SALÉ n° 15, sis à Rabat, quartier du Petit-Aguedal, avenue Mangin.

Requérant : L'Avenir de Rabat-Salé, société anonyme de cons-

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Ca...

truction d'habitations familiales et à bon marché, dont le siège social est à Rabat, rue Jane-Dieulafoy, immeuble Cortey.

Le bornage a eu lieu le 11 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 474^r

Propriété dite : JAQUITO n° 2, sise à Rabat, quartier de l'Océan, rue de Bone.

Requérant : M. Benoualid, Amran, demeurant et domicilié à Rabat, au Mellah, rue Skafa, n° 4.

Le bornage a eu lieu le 6 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 524^r

Propriété dite : ELMALEK n° 2, sise à Rabat, quartier de la Tour-Hassan, avenue I.

Requérant : M. Elmaleh, Amran, demeurant à Kénitra, domicilié à Rabat, chez M^e Martin-Dupont, avocat, rue El Kheddarin, n° 5.

Le bornage a eu lieu le 19 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 532^r

Propriété dite : LES MOUETTÉS, sise à Rabat, quartier de Khébibat, rue de Tours.

Requérant : M. Fernandez, Raphaël, demeurant et domicilié à Rabat, rue de Tours, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 27 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 553^r

Propriété dite : VILLA OLGA, sise à Rabat, quartier de l'Océan, rue de Belgrade.

Requérant : M. Grenier, Léon, Louis, demeurant et domicilié à Rabat, rue de Belgrade, n° 2.

Le bornage a eu lieu le 26 septembre 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 405^o

Propriété dite : MAISON GASTAUD, sise ville d'Oujda, à l'angle de l'avenue d'Algérie et de la rue de Tanger.

Requérants : 1^o M. Gastaud, Séraphin, hôtelier ; 2^o Mme Gastaud, née Perez, Angela, commerçante ; 3^o Mme Fillard, née Gastaud, Anna, Angèle, tous domiciliés à Oujda, route de Marnia, Hôtel de la Poste.

Le bornage a eu lieu le 27 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 413^o

Propriété dite : IMMEUBLE PEYRENT, sise ville d'Oujda, à l'angle des rues de Berkane et Henri-Becquerel.

Requérant : M. Peyrent, Marius, propriétaire, demeurant à Paris, faubourg Poissonnière, n° 111 (9^e arrondissement), et domicilié chez M. Torrigiani, Louis, demeurant à Oujda, quartier du Nouveau-Marché.

Le bornage a eu lieu le 28 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 414^o

Propriété dite : VILLAS RODRIGUEZ, sise ville d'Oujda, rue de Berkane et rue Henri-Becquerel.

Requérant : M. Rodriguez, Joseph, entrepreneur de transports, demeurant à Oujda, quartier du Nouveau-Marché, maison Rodriguez.

Le bornage a eu lieu le 28 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 416^o

Propriété dite : TERRAIN JULLIÉ, sise à Oujda, rue de l'Infirmière-Frontault.

Requérant : M. Jullié, Lucien, Pierre, demeurant à Blida (département d'Alger), route de la Glacière, et domicilié chez M. Simon Hippolyte, demeurant à Oujda, rue de Marnia.

Le bornage a eu lieu le 29 juillet 1921.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 419^o

Propriété dite : MAISON RIVET, sise ville d'Oujda, à l'angle des rues de Berkane et Henri-Becquerel.

Requérant : M. Rivet, Henri, Paul, propriétaire à Oujda, quartier du Nouveau-Marché.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} août 1921.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda, p. i.,
GUILHAUMAUD.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MAROC

La Compagnie des Chemins de fer du Maroc, en formation, procède actuellement à l'émission de 57.600 actions (catégorie B), qui sont offertes au public au pair, soit 500 francs par action, payables en souscrivant. La Compagnie des Chemins de fer du Maroc est cons-

tituée en exécution et dans les conditions de la convention de concession intervenue le 29 juin 1920, avec le gouvernement chérifien et avec le gouvernement français, convention approuvée par une loi du 21 août 1920 et complétée par une convention additionnelle du 28 novembre 1921. Son capital, fixé à 50.000.000 de francs, est divisé en 100.000 actions de cinq cents francs

chacune, dont 20.000 actions catégorie A et 20.000 actions catégorie B, toutes à souscrire en espèces. Les actions B jouissent, en ce qui concerne la répartition des bénéfices, d'un droit de priorité jusqu'à concurrence de 6 % et de l'annuité d'amortissement, net d'impôts présents et futurs, correspondant à ces actions. Elles bénéficient d'une garantie du gouvernement chérifien ou,

à défaut, du gouvernement français dans les conditions définies à la convention de concession, et à la convention additionnelle. Elles seront amorties en totalité, par voie de tirages au sort annuels, pendant la durée de la concession et échangées contre des actions de jouissance. Les demandes sont reçues jusqu'au 31 décembre 1921, dans la limite des titres disponibles, aux guichets de la Banque de Paris et des Pays-Bas, du Crédit Lyonnais, du Comptoir National d'Escompte, de la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, de la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, de la Banque de l'Union Parisienne, de la Banque Française pour le commerce et l'industrie, du Crédit Algérien, de la Compagnie Algérienne, du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, et dans leurs agences et succursales en France, Algérie, Tunisie et au Maroc, ainsi qu'au siège social et dans les agences de la Banque d'Etat du Maroc. La notice prescrite par la loi a paru dans le bulletin des annonces légales obligatoires à la charge des sociétés financières du 12 décembre 1921, n° 50.

BUREAU DES NOTIFICATIONS ET EXECUTIONS
JUDICIAIRES DE CASABLANCA

AVIS DE MISE AUX ENCHERES

En vertu de deux jugements rendus les 12 juin et 9 octobre 1918, par le Tribunal de première instance de Casablanca,

Il sera procédé, le mardi 21 mars 1922, à 15 heures, dans le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, sis dite ville au palais de justice, place des Services-Administratifs, à la vente aux enchères publiques des immeubles ci-dessous désignés situés au douar Drana, aux Oulad Harriz, contrôle civil de Ber Rechid, saisis à l'encontre des héritiers de Si el Hadj Ali ben Kacem ben Bouchaïb el Harizi Eddernaoui, en son vivant cultivateur audit lieu.

Premier lot. — Une parcelle de terrain appelée « Bettan el Fich », d'une contenance de 6 hectares environ, limitée : au nord, à l'est et à l'ouest, par Allah ben Hadj Mohamed ; au sud, par un sentier allant des Fokra aux Oulad Hadjaj.

Deuxième lot. — La moitié indivise d'une parcelle de terrain appelée « Bled M'Ziguig », d'une contenance totale de 12 hectares environ, limitée : au nord, par Ould Lassili et Cheïck M'Hammed ben el Hadj Maizi ; au sud, par le chemin de Bir Embareck aux Ouled Hadjaj ; à l'est, par la parcelle de terrain « M'Ziguig Esseghir », appartenant aux

Ouled Echcheikh ; à l'ouest, par Mohamed Ould Hadj Smail et Abdeslam ben Ahmed ben Maalem.

Troisième lot. — La moitié indivise d'une parcelle de terrain appelée : « Bled Driss », d'une contenance totale de 6 hectares environ, limitée : au nord et au sud, par Saïd ben el Hadj el Mekki ; à l'est, par Saadoun et à l'ouest, par le bled Khoubzi et Saïd ben el Hadj Mekki.

Quatrième lot. — La moitié indivise d'une parcelle de terrain, appelée : « Bled Khoubzi », d'une contenance totale de 5 hectares environ, limitée : au nord, par Saïd ben Hadj el Mekki ; au sud, par le même et par El Hadj Bouchaïb ben Maalem ; à l'est, par le Bled Driss et, à l'ouest, par la route de Casablanca à Marrakech.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions des articles 342 et suivants du dahir de procédure civile.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires, jusqu'au jour ci-dessus fixé pour l'adjudication, qui sera prononcée au profit des plus forts et derniers enchérisseurs solvables ou fournissant une caution solvable.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau, où se trouvent déposés le procès-verbal de saisie et le cahier des charges.

Casablanca, le 16 décembre 1921.

Le Secrétaire-greffier en chef,

J. ATHEMAN.

APPEL D'OFFRES

pour la location de quatre wagons-réservoirs pour le transport des vins

Le 15 janvier 1922, il sera procédé à Rabat, par la régie des chemins de fer du Maroc à voie de 0,60 à la location, sur appel d'offres, aux divers négociants du Maroc, de 4 wagons-réservoirs en tôle étamée pour le transport des vins.

Les prix et conditions d'utilisation de ces wagons sont déterminés par le chapitre IV § II du tarif spécial P. V. 29 inséré au « Bulletin Officiel » du Protectorat n° 425 du 25 novembre 1921, et dont un exemplaire sera adressé aux intéressés sur leur demande par la régie des chemins de fer.

La location des quatre wagons-réservoirs aux prix et conditions stipulés par le tarif sera consentie au négociant qui aura offert la plus longue durée de location ; à égalité de durée offerte par deux ou plusieurs concurrents, ceux-ci seront départagés par une nouvelle sou-

mission portant sur une surtaxe du prix de transport.

Modèle d'offres

Je soussigné (nom, prénoms, qualité, et résidence)..... déclare louer à la régie des chemins de fer, aux prix et conditions fixés par le tarif spécial P. V. 29, chapitre IV § II, les quatre wagons-réservoirs en tôle étamée, d'une capacité unitaire de 80 hectolitres, pour une période à compter du 15 janvier 1922.

Fait à

(Signature.)

Les soumissions devront être rédigées sur papier timbré et parvenir avant le 10 janvier, 16 heures, au directeur de la régie à Rabat, exclusivement, sous pli cacheté et recommandé, portant extérieurement la mention « Soumission pour la location de wagons-réservoirs ».

Un wagon-réservoir du type offert se trouve garé à Rabat, où les intéressés sont admis à l'examiner tous les jours ouvrables, de 8 heures à 17 heures.

Rabat, le 17 décembre 1921.

AVIS D'ADJUDICATION

des droits de péage du pont de Mechra ben Abbou

Le lundi 26 décembre 1921, à 15 heures, il sera procédé, dans les bureaux du contrôle civil de Chaouïa-sud, à Settat, à l'adjudication aux enchères publiques des droits de péage du pont de Mechra ben Abbou pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1922.

Les adjudicataires pourront consulter le cahier des charges au contrôle civil de Settat.

Cautionnement exigé : 3.500 francs.

Le Contrôleur civil, chef du contrôle civil de Chaouïa-sud,

COUDERT.

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Par ordonnance de M. le Juge de paix de Marrakech en date du 2 décembre 1921, la succession de M. Dupuy, Georges, Français, restaurateur à Marrakech-Guéliz, décédé en cette ville le 1^{er} décembre 1921, a été déclarée présument vacante.

En conséquence, le curateur invite les ayants droit et les créanciers de la succession à se faire connaître et à lui produire toutes pièces justificatives de leurs qualités ou leurs titres de créance.

Le curateur aux successions vacantes.

P. DULOUT.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS
& ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

**Faillite « Hadj Mohamed ben Omar
El Ofir »**

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 22 décembre 1921, le concordat obtenu par feu le sieur Hadj Mohamed ben Omar el Ofir, ex-négociant à Casablanca, a été déclaré résolu et la faillite a été déclarée ouverte.

Le même jugement nomme :
M. Boitrolle juge commissaire.
M. Verrière syndic provisoire.
Pour extrait certifié conforme :

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS
& ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

**Succession vacante « Dumas Marie-
Antoinette »**

Le public est informé que, par ordonnance de M. le Juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 14 décembre 1921, la succession de Dumas Marie-Antoinette, en son vivant blanchisseuse à Casablanca, avenue de la Marine, n° 51, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Ferro, commis greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au curateur sus-nommé toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois, à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante « Marcellly André »

Le public est informé que, par ordonnance de M. le Juge de paix de la circonscription sud de Casablanca, en date du 16 décembre 1921, la succession de M. Marcellly André, en son vivant restaurateur à Casablanca, 13, rue du Croissant, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Ferro, commis greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au curateur sus-nom-

mé toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois, à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.

REQUÊTE

aux fins de liquidation des biens séquestrés de l'Allemand Kastner, présentée par M. le Gérant général des séquestres de guerre à M. le Chef de la circonscription civile de Mazagan.

Ces biens comprennent :

1° Parcelle de terre sise à Sidi Bou Afid, près du phare à feu tournant de Mazagan, dite « Feddane El Kherba », 8,420 mètres carrés environ. Limites : nord, Aaron Znati ; sud, Youcef Nahon, piste de Sidi Bou Afid ; ouest, Youcef Nahon et Mohamed ben Abdalkamel ; est, Mohamed Ould Hamida et piste de Sidi Bou Afid ;

2° Une autre parcelle au même lieu, dite « Boquat el Kherba », de 2,690 mètres carrés environ. Limites : nord, piste de Sidi Bou Afid ; sud et est, piste des Ababda ; ouest, Isaac Hamou ;

3° Parcelle de terrain sur la route de Marrakech, point kilométrique 4.240. Limites : nord, Si Mohamed ben Abdallah ben Cheikh Mohamed et Si Mohamed Behrama ; sud, Roger Thierry et Si Hamed bel Abbès ; est, route de Marrakech ; ouest, Hamed ben Draoui Cherkui ;

4° Des créances et du numéraire.

Le dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés, pour intervenir auprès de M. le Chef de la circonscription civile de Mazagan, un délai de deux mois à dater de la publication au « Bulletin Officiel » de la présente requête.

Rabat, le 2 novembre 1921.
LAFFONT.

REQUÊTE

aux fins de liquidation des biens séquestrés de l'Allemand Stoessel, présentée par M. le Gérant général des séquestres de guerre à M. le Chef de la circonscription civile de Mazagan.

Ces biens comprennent :

1° Terrain dans les Chiadma Aïanat, de 18 hectares 80 ares 16 centiares. Limites : nord, Si Hadj Abd el Aziz Chiadmi Moussaoui ; ouest et sud-ouest, Hamadi ben Ali Aarti et héritiers Mekki ben Saïd Chiadmi Haïti ; est, héritiers Hameur ben Chelouïa Chiadmi Ayani ; sud, héritiers Ouled Brahim.

2° Parcelle au même lieu, de 1 hec-

tare 55 ares 15 centiares. Limites : nord : héritiers Ouled Brahim et Brahim ben Rhama ; est, sentier du Souk Trine et Ouled Hamed ; sud, Mequi ben Saïd ; ouest, Ouled Brahim.

3° Parcelle au même lieu, de 10 hectares 27 ares 15 centiares ; au nord de cette parcelle est un terrain enclavé sur trois côtés, limités au nord par le sentier allant à l'Océan, appartenant à Mohamed ben Biad et Si el Hadj el Mekki. Limites : nord, sentier qui va à l'Océan, Ouled Brahim ; est, Ouled Hamed, sentier du Souk Trine ; sud, Brahim Rhama ; ouest, Abdalam ben Maa-razi et Ouled Hamed.

4° Des créances et du numéraire.

Le dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés, pour intervenir auprès de M. le Chef de la circonscription civile de Mazagan un délai de deux mois, à dater de la publication au « Bulletin Officiel » de la présente requête.

Rabat, le 7 novembre 1920.
LAFFONT.

Société Marocaine des Scieries de l'Atlas

Société anonyme
au capital de 4.000.000 de francs.
Siège social à Meknès (Maroc),
route de Fès.

Siège administratif à Paris,
15, rue de Dunkerque.

Messieurs les actionnaires de la Société Marocaine des Scieries de l'Atlas sont convoqués en assemblée générale ordinaire, pour le mercredi 28 décembre prochain, à 10 h. 30 du matin, à la salle des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche, à Paris.

Ordre du jour :

1° Lecture du rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 1920-1921.

2° Lecture du rapport du commissaire des comptes pour le même exercice.

3° Examen et approbation, s'il y a lieu, du bilan et du compte de profits et pertes, au 30 juin 1921.

4° Quitus à donner à MM. Fabiato et Pascal, démissionnaires antérieurement à l'assemblée générale du 24 décembre 1920.

Démission d'un administrateur, M. Gafferi, et quitus à lui donner, s'il y a lieu.

5° Ratification de la nomination de quatre administrateurs nouveaux.

6° Révocation d'un administrateur.
Conformément à l'article 26 des statuts, les porteurs de 25 actions au moins seront seuls admis à cette assemblée. Les actions devront être déposées cinq jours avant l'assemblée générale, soit au siège de la société, 15, rue de Dunkerque, soit dans un établissement de crédit, dont le récépissé de dépôt devra nous être communiqué.

Le Conseil d'administration.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 660 du 30 novembre 1921

Suivant acte reçu par M. Coudere, chef du bureau du notariat de Rabat, demeurant en cette ville, en date du 22 novembre 1921, enregistré, M. Jean-Marie Prost, marchand tailleur, demeurant à Rabat, rue El Gza, n° 172, et M. Antoine, Guillaume Casanovas, marchand tailleur, demeurant au même lieu, ont déclaré dissoudre la société en nom collectif qu'ils avaient formée entre eux, par acte sous seings privés en date, à Rabat, le 31 mai 1920, enregistré et déposé au rang des minutes du dit M. Coudere, fonctionnaire-notaire susnommé ; ladite société ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de marchand-tailleur, sis à Rabat, rue El Gza, n° 172, exploité à l'enseigne : « Au Chevalier Bayard ».

Par le même acte du 22 novembre 1921, M. Prost, susnommé, a vendu et cédé à M. Antoine, Guillaume Casanovas, également sus-nommé, tous ses droits lui revenant dans la société dissoute.

M. Casanovas, par le fait de son acquisition de la part vendue par M. Prost, reste seul et unique propriétaire du fonds de commerce de marchand-tailleur, qu'exploitait la société dont il s'agit.

Cette vente ou cession a été consentie et acceptée aux clauses, conditions et prix insérés audit acte du 22 novembre 1921.

Les oppositions seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 662 du 5 décembre 1921

Aux termes d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, le 16 novembre 1921, enregistré et déposé au rang des minutes du secrétariat-greffe du tribunal de paix de Meknès, entre les mains de M. Petit, Joseph, secrétaire-greffier en chef du dit tribunal, qui en a dressé acte de dépôt avec reconnaissance de signatures et d'écriture, le 20 novembre 1921, acte dont une expédition a été adressée à M. le secrétaire-greffier en chef du tribunal de Rabat, à qui elle a été remise ce jour même pour être transcrite au registre du commerce :

- 1° M. Candela, Jean, Sosthène ;
- 2° M. Candela, Sylvain, Antoine ;

3° M. Candela, Joseph,
tous trois commerçants, demeurant à Meknès ;

1° Et Mme Candela, Joséphine, épouse assistée et autorisée de M. Candela, Henri, liquoriste, avec lequel elle demeure à Meknès ;

Ont vendu à M. Charles Nicolet, propriétaire, demeurant à Meknès :

1° Un terrain d'une superficie de sept mille deux cents mètres carrés, sis à Meknès, ville nouvelle, dans le lotissement suburbain, dans le quartier des briquetteries, limité d'un côté par un chemin longeant le lot Buttigieg, et des trois autres côtés, par une piste des terrains habous.

2° Et le fonds d'industrie de briquetterie, exploité sur ledit terrain et comprenant :

- 1° Un petit immeuble de deux pièces ;
- 2° Deux fours à chaux ; deux fours à briques, dont l'un plein de briques prêtes à cuire, est recouvert de tôles ondulées et une installation en ordre de marche servant à la fabrication des briques avec locomobile de 12 H. P., un broyeur, un briquetier, une table à découper, une presse et un puits avec une pompe Le-maire ;

3° Et l'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attachés.

Cette vente a été consentie et acceptée aux clauses, conditions et prix insérés au dit acte.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour deuxième insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
KUHN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 665 du 14 décembre 1921

Aux termes d'un acte reçu par M. Coudere, chef du bureau du notariat de Rabat, remplissant à ce titre au Maroc les fonctions de notaire, ledit acte en date du 7 décembre 1921, et dont une expédition a été déposée ce jour 14 décembre 1921 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, Mme Pauline Ordioni, ménagère, demeurant à Rabat, rue du Capitaine-Pejean, café Cyrnos, épouse de M. Vincent Servetto dit aussi Servetti, boulanger, demeurant à Bastia (Corse), ladite dame agissant seule, sans l'assistance, ni l'autorisation de son mari, en vertu de la loi du 13 juillet 1907, a vendu à M. Emile, Jean, Jules Anglade, sans profession, demeurant à Rabat, place de France,

Un fonds de commerce d'épicerie et établissement de bains, exploité à Ra-

bat, place de France, sous l'enseigne : « Epicerie de l'Avenir », dans une baraque comprise dans le matériel dépendant dudit fonds de commerce.

Ce fonds comprend :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attaché ;

2° Le matériel servant à son exploitation ;

3° Et les marchandises neuves garnissant ledit fonds de commerce.

Cette vente a été consentie et acceptée aux clauses, conditions et prix insérés audit acte.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 669 du 21 décembre 1921

D'un contrat passé devant M. Louis Aujoulet, notaire à Alger, le 3 décembre 1921, dont un extrait a été déposé au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, ce jour, contenant les clauses et conditions du mariage projeté entre :

M. Moïse Haïm Lévy Fachena, Y Cohen, commerçant, demeurant à Fès (Maroc occidental), quartier de Médina, rue Derb el Hedjarnar, n° 4,

Et Mlle Messaouda Georgette Gnassia, sans profession, demeurant à Alger, rue Rovigo, n° 47.

Il appert que les futurs époux ont adopté pour base de leur union le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 et suivants du code civil.

Le Secrétaire-greffier en chef,
KUHN.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca le 12 décembre 1921, enregistré, déposé le quinze décembre 1921 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Que la société en nom collectif formée entre M. Charles Thon, négociant, demeurant à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, n° 27, et M. Ernest Lévy, négociant, demeurant à Anfa supérieur (Casablanca), sous la raison so-

ciale « Charles Thon et Cie » et ayant pour titre « Comptoir International du Maroc » et pour objet le commerce d'importation et d'exportation, ladite société constituée par acte sous signatures privées du 1^{er} avril 1921, enregistré et publié, a été dissoute par anticipation à partir du 30 novembre 1921.

La liquidation de la société sera faite conformément aux statuts, par M. Pierre Tricheux, expert comptable à Casablanca, avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

Les parties ont fait élection de domicile à Casablanca en l'étude de M. Bickert, avocat, rue du Commandant-Provost, n° 132.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-grefe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte dressé par M^e Burnier, notaire à Chambéry (Savoie), dont une expédition a été transmise au secrétariat-grefe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, et contenant les clauses et conditions civiles du mariage d'entre :

M. Toussaint Gibert, pharmacien, demeurant à Mogador (Maroc),

Et Mlle Jeanne, Marie, Ginot, sans profession, demeurant à Chambéry, rue d'Italie, n° 28,

Il appert que les futurs époux ont déclaré adopter comme base de leur union le régime de la communauté des biens réduite aux acquêts, conformément aux articles 1498 et 1499 du code civil.

Le Secrétaire-greffier en chef
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-grefe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte reçu par M. Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 9 décembre 1921, enregistré, il appert que :

M. Privat François, négociant, demeurant à Casablanca, hôtel du Palais, a cédé à M. Casa Antoine, négociant, demeurant à Casablanca, hôtel de Cuba, tous les droits lui appartenant dans la société en nom collectif « Casa et Privat », constituée entre eux, aux termes d'un acte sous seing privé en date à Casablanca du 18 septembre 1920, enregistré, pour l'achat et l'exploitation du fonds de commerce d'hôtel-brasserie-

restaurant, situé à Casablanca, quartier de la T.S.F., connu sous le nom de « Hôtel-Brasserie-Restaurant de Cuba », et ce, à compter rétroactivement du 23 novembre 1921.

Ladite cession a été consentie et acceptée aux prix, clauses et conditions insérés audit acte, dont une expédition a été déposée pour son inscription au registre du commerce au secrétariat-grefe du tribunal de première instance de Casablanca, le 17 décembre 1921, où tout créancier du cédant pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-grefe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte reçu par M. Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, en date du 16 novembre 1921, enregistré, il appert :

Que M. Vincent Fittante, restaurateur, demeurant à Ain Bordja (Casablanca), a vendu à la dame Félicie Gaud, sans profession, demeurant également à Ain Bordja, veuve non remariée de M. Pierre Zacharie, le fonds de commerce de restaurant qu'il exploitait à Ain Bordja, route de Camp Boulhaut, immeuble Gaëtan Brun, comprenant : 1° l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés ; 2° le droit au bail des lieux où s'exploite le fonds de commerce ; 3° les différents objets mobiliers et le matériel servant à son exploitation, comprenant : quinze chaises, sept tables, une glace, une étagère à trois rayons pouvant contenir cent bouteilles, un comptoir en deux parties, trois douzaines de verres, un lot de batterie de cuisine, douze serviettes et six nappes, suivant prix, charges, clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée au secrétariat-grefe du tribunal de première instance de Casablanca, le 26 novembre 1921, pour son inscription au registre du commerce et où tout créancier pourra former opposition au plus tard quinze jours après l'insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-grefe du Tribunal
de première instance de Casablanca

Par acte enregistré, reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 18 novembre 1921, M. Eugène Gagnardot, propriétaire, demeurant à Casablanca, rue des Charmes, n° 100, a vendu à M. Bernard Mauvillier, négociant, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Moinier, n° 22, le fonds de commerce de cinéma, exploité à Casablanca, 22, avenue du Général-Moinier, sous la dénomination de « Apollo-Cinéma », comprenant la clientèle et l'achalandage, l'enseigne et le nom commercial, le matériel et les différents objets mobiliers servant à son exploitation, décrits et estimés dans un état établi entre les parties et annexé au dit acte, suivant prix, clauses et conditions insérés au dit acte, dont une expédition a été déposée le 30 novembre 1921, au secrétariat-grefe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives, sus-indiquées.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-grefe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte dressé par M. Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 19 novembre 1921, enregistré, il appert :

Que M. André Cescau, commissionnaire de transport, demeurant à Casablanca, route de Médiouna, n° 144, a vendu à MM. Gustave Lémard et Germain Font, négociants, demeurant tous deux à Casablanca, 310, rue Krantz, un fonds de commerce d'entreprise de transports, exploité à Casablanca, route de Médiouna, n° 144, consistant en :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés ; 2° les installations faites dans les locaux du fonds de commerce sus-visé, suivant prix, clauses et conditions insérés au dit acte, dont une expédition a été déposée ce jour 29 novembre 1921, au secrétariat-grefe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra faire opposition, au plus tard quinze jours après l'insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile à Casablanca, en leurs demeures respectives sus-indiquées.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte reçu par M. Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 19 novembre 1921, enregistré, il appert :

Que M. Godino Gallego, négociant, demeurant à Casablanca, rue du Capitaine-Ihler, n° 8, a vendu à M. Angonio Ruiz Osés, négociant, demeurant à Casablanca, rue de Mazagan, n° 7, un fonds de commerce d'épicerie et d'alimentation, situé à Casablanca, rue du Capitaine-Ihler, n° 8, comprenant :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés ;
2° Les différents objets mobiliers et le matériel servant à son exploitation ;

3° Toutes les marchandises garnissant le dit fonds de commerce, décrites et estimées dans un état dressé par les parties, annexé à l'acte, après avoir été certifié véritable par elles.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée le 3 décembre 1921, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce et où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives, sus-indiquées.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu
au Secrétariat-Greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé fait, à Casablanca, signé et approuvé par les parties et portant la mention : « Duplicata enregistré à Casablanca, le 28 novembre 1921, folio 38, case 443, reçu cent trente sept francs 50 centimes, pour le recevoir, signé : Hervé », il appert que :

M. Ligez, Marius, agent de fabrique, demeurant à Casablanca, a cédé et transporté à M. Pallier, négociant, demeurant à Rabat, tous ses droits dans la société en nom collectif formée entre lui et M. Pessina, Jean, Baptiste, agent de fabrique, demeurant à Casablanca, sous la raison et la signature sociales « Pessina et Ligez », ayant pour but toutes opérations de commissions, représentations et courtage, la dite société ayant son siège à Casablanca, constituée par acte dressé par M. Letort, secrétaire-greffier en chef au tribunal de première instance de Casablanca, le 4 février 1921.

Par suite de cette cession, M. Pallier sera propriétaire et titulaire des droits et pouvoirs reconnus à M. Ligez, Marius par le contrat de société sus-visé et aura droit aux bénéfices qui y sont afférents.

Et comme conséquence de cette cession à laquelle M. Pessina, Jean, Baptiste, co-associé, a donné son consentement, il a été convenu entre les parties que la raison et la signature sociales de la société Pessina et Ligez seront, à l'avenir : « Pessina et Pallier » ;

Ladite cession a été consentie et acceptée aux prix, clauses et conditions insérés au dit acte, dont un des trois originaux a été déposé, pour son inscription au registre du commerce, au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, le 2 décembre 1921, où tout créancier du cédant pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard, après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

Pour deuxième insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A ALACCHI.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance d'Oujda

Vente de fonds de commerce

Suivant contrat reçu au bureau du notariat d'Oujda, le 1^{er} décembre 1921, M. Dominique Alfonsi, hôtelier, demeurant à Berkane, a vendu à M. Noël Bonneville, commerçant, demeurant à Berkane, un fonds de commerce d'hôtel-restaurant et café, exploité à Berkane, Boulevard de la Moulouya, sous l'enseigne « Terminus Hôtel », aux prix et conditions indiqués au dit contrat.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance d'Oujda, dans les quinze jours qui suivront la deuxième insertion du présent avis.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
H. DAURIE.

AVIS**Réquisition de délimitation**

concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira », situé sur le territoire de la tribu des Sefiane (circonscription administrative du Rarb)

Arrêté viziriel

ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira », situé sur le territoire de la tribu des Sefiane (circonscription administrative du Rarb)

Le Grand Vizir,
Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 sa-

far 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat

Vu la requête en date du 9 septembre 1921 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer 24 janvier 1922 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira »,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 24 janvier 1922, à l'angle nord de l'immeuble, et se poursuivront, les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 15 safar 1340,
(17 octobre 1921).

BOUCHAIB DOUKKALI,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 octobre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident général.
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.

Réquisition de délimitation

concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira », situé sur le territoire de la tribu des Sefiane (circonscription administrative du Rarb)

Le chef du service des domaines
p. i.,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat,

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Bou Ahkira », situé sur le territoire de la tribu des Sefiane (circonscription administrative du Rarb).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de cent hectares, est limité :

Au nord, par le ravin dit « Seheb el Alek » ;

A l'est, par le chemin qui va des M'ghiten au Souk el Djemâa ;

Au sud, par le chemin allant de la Meridja à l'oued Bou Ahkira ;

A l'ouest, par le chemin des Oulad Djellal et du Souk el Djemâa.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation com-

menceront le 24 janvier 1922, à l'angle nord de l'immeuble, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 9 septembre 1921.

AMEUR.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant les terrains dits « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah », situés sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda)

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah », situés sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda)

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la requête en date du 9 septembre 1921 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 17 janvier 1922 les opérations de délimitation du groupe d'immeubles dénommés « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah »,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 17 janvier 1922, à l'angle nord-ouest du premier lot et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 17 safar 1340,
(19 octobre 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 octobre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ.

Réquisition de délimitation

concernant les terrains dits « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah », situés sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda)

Le chef du service des domaines, p. i.,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'art. 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Ardh Bou Djemâa et Ardh Salah », situés sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda), d'une superficie approximative de 128 hectares.

Ces terrains sont limités :

Au nord, par Allal ben Abdellaati, Si Taïbi el Krim, El Mekki el Boukkari ;
A l'est, par les Oulad M'Sabih et le chemin allant de l'oglat à Dar El Hachmi ;

Au sud, par le séquestre Manesmann, Mohamed ben Mansour ;

A l'ouest, par le chemin de Dar Dghour, au Souk Djemâa, Aouled el Hadj el Mamoun, Hadj Mohamed Shimi Chaouï et Moulay Hamou Naoumi.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines il n'existe sur ledit groupe aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 17 janvier 1922, à l'angle nord-ouest du terrain limité ci-dessus et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 9 septembre 1921.

AMEUR.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant le terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat et Bled Si Abderrahman ben Naceur », situé sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda).

Arrêté viziriel

ordonnant la délimitation du terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat et Bled Sidi Abderrahman ben Naceur », situé sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la requête, en date du 1^{er} septembre 1921, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 18 janvier 1922 les opérations de délimitation du terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat » et « Bled Sidi Abderrahman ben Naceur », situé sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat » et « Bled Si Abderrahman ben Naceur », situé sur

le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 18 janvier 1922, à l'angle nord-ouest du terrain, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 17 safar 1340,
(19 octobre 1921).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 octobre 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ.

Réquisition de délimitation

concernant le terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat et Bled Si Abderrahman ben Naceur », situé sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda).

Le chef du service des domaines p. i.,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat,

Requiert la délimitation du terrain domaniaux dénommé « Ardh Sebaa Sedrat » et « Bled Si Abderrahman ben Naceur », situé sur le territoire de la tribu des Mouissat (circonscription administrative des Abda), d'une superficie approximative de 261 hectares.

Ce terrain est limité comme suit :

Au nord-ouest : par la piste du Sebt au Djemâa ;

Au nord-est : par la piste du Tléta à Marrakech, Abouad Ben Himed, Azzouz Nac'ri, Embareck ben Abid, Ghouaouna, piste du Souk el Had, douar Aïchat, douar Zaban ;

Au sud : par les Oulad ben Mokhtar, Oulad Boudia, Omar bel Kourief, Ghouaouna, Oulad el Moktar, Oulad Omar bel Kourief, Aïchat, Ahmed ben Feddoul ;

A l'ouest : par Ahmed ben Hassan, Hammou ben Hamou, Bouchaïb ben Hassan.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des Domaines, il n'existe sur ledit terrain aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 18 janvier 1922, à l'angle nord-ouest du terrain limité ci-dessus et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat le 1^{er} septembre 1921.

AMEUR.

EXTRAIT

des minutes notariales du secrétariat-greffe du tribunal de paix de Fès.

Par devant M^r André Durand, secrétaire greffier en chef du tribunal de paix de Fès, soussigné,

Agissant comme notaire au Maroc en vertu des articles 26 du dahir de procédure civile et 3 du décret de M. le Président de la République Française, du 7 septembre 1913,

A comparu :

M. Moring, Modeste, Pierre, industriel, demeurant à Fès,

Agissant en qualité d'administrateur délégué de la Société Industrielle Oranie-Maroc, société anonyme ayant son siège social à Fès, de laquelle société les statuts ont été établis par acte sous signatures privées en date à Oran du 4 juillet 1918, dont un des doubles originaux a été déposé au rang des minutes du secrétariat-greffe du tribunal de première instance d'Oujda, suivant acte dressé le 5 du même mois, puis approuvés par l'assemblée générale des actionnaires, aux termes d'une délibération en date à Oujda du 6 juillet, même mois, laquelle, après avoir constaté l'accomplissement régulier des formalités légales, a déclaré la société définitivement constituée ; de laquelle délibération une copie a été déposée au rang des minutes dudit secrétariat-greffe d'Oujda, suivant acte dressé le même jour 6 juillet, et enfin, en vertu d'un procès-verbal de délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite société, du 20 février 1920, qui entre autres résolutions, le nomme administrateur délégué de ladite société ; dudit procès-verbal, copie certifiée conforme a été déposée au rang des minutes notariales du secrétariat-greffe du tribunal de paix de Fès, par acte au rapport du secrétaire greffier en chef dudit tribunal, en date du 15 avril 1921.

Lequel comparant nous a déposé une copie certifiée conforme, extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 octobre 1921, portant modifications aux statuts et substituant à la dénomination de « Société Industrielle de l'Oranie au Maroc », la nouvelle dénomination « Société Industrielle Oranie-Maroc ».

Ledit extrait du procès-verbal, écrit à la main, à l'encre bleue, sur onze feuilles de papier quadrillé, numérotées par page de 1 à 43, sans renvoi ni mot nul et timbré au timbre de dimension de un franc vingt centimes, est demeuré ci-annexé, après avoir été certifié véritable et revêtu de la mention d'annexe et porte la mention « enregistré à Fès, le 3 décembre 1921, n° 60, C° 576, par le receveur qui a perçu les droits ».

En outre, le comparant reconnaît expressément comme émanant bien de lui, la signature apposée sur ladite pièce « in fine », la certifiant conforme, et voulant et entendant que ledit procès-verbal acquière l'authenticité de même que s'il eût été reçu par un notaire dans

la forme voulue pour les actes notariés.

Dont acte.

Fait et passé à Fès, au secrétariat-greffe du tribunal de paix, l'an 1921, le 3 décembre.

Et après lecture, le comparant a signé avec le secrétaire greffier en chef.

Mohring et Durand signés :

Enregistré à Fès, le 3 décembre 1921, f° 60, n° 577 ; reçu trois francs, compris taxe judiciaire n° 2265 : Desmazières, receveur, signé.

ANNEXE**Société Industrielle Oranie-Maroc à Fès**

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 20 octobre 1921 :

L'an 1921, le 20 octobre, au siège social, à Fès, les actionnaires de la Société Industrielle de l'Oranie au Maroc, se sont réunis, à 14 heures, en assemblée générale extraordinaire, sur convocation de M. Mohring, administrateur délégué, qui déclare la séance ouverte :

I. — Vérification des pouvoirs.

Il résulte que 320 actions sur 400 sont présentes ou représentées.

II. — Constitution du bureau.

III. — Lecture de l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION**DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée décide, à l'unanimité, d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

1° Il est substitué à la dénomination de « Société Industrielle de l'Oranie au Maroc », prévu par l'article 1 des statuts la nouvelle dénomination « Société Industrielle Oranie-Maroc ».

2° L'article 2 des statuts est ainsi modifié :

Cette société a pour objet la création et l'exploitation à Fès et à Taza (Maroc), et en tous autres lieux de l'Afrique du Nord, de diverses industries : minoterie, fabrique de pâtes alimentaires, boulangerie, huilerie, fabrique de glace, entreprise de fourniture de courant électrique, savonnerie, et toutes autres auxquelles le conseil d'administration déciderait d'intéresser la société ;

La participation directe ou indirecte dans toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher aux diverses industries de la société ;

L'achat, la construction, la vente, la gérance et l'exploitation d'immeubles bâtis ou de terrains à bâtir ;

Et généralement toutes opérations se rattachant directement aux objets précités.

3° La rédaction suivante est substituée à celle de l'article 3 des statuts :

Art. 3. — Le siège social est à Fès (Maroc) et pourra être transféré en toute autre ville en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale.

La société aura également à Paris, 5, rue Daunou (2^e), un siège administratif, qui pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration.

4° L'article 4 est ainsi modifié :

Art. 4. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années, à compter du jour de la constitution, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation qui seront prévus plus loin.

5° Le texte suivant est substitué à l'article 5 des statuts :

Art. 5. — Le capital social est fixé à quatre millions de francs. Il est divisé en 40.000 actions de cent francs chacune, souscrites en espèces et libérées des trois quarts.

6° L'article 6 des statuts sera ainsi libellé :

Art. 6. — Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles en représentations d'apports en nature ou en espèces, par l'application des fonds disponibles des comptes de réserves ou par tout autre moyen, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Toutefois, l'augmentation du capital par l'incorporation des réserves disponibles est interdite aussi longtemps que toutes les parts bénéficiaires n'aient pas été rachetées.

Ces augmentations de capital pourront être faites au moyen de la création d'actions de priorité, dont l'assemblée générale déterminera les droits d'antériorité, soit dans les bénéfices, soit sur l'actif, soit sur les deux et tous les autres avantages éventuels.

En cas d'augmentation de capital, au delà de huit millions de francs, par l'émission d'actions payables en numéraire, les propriétaires des actions antérieurement émises auront, dans la proportion des litres possédés par chacun d'eux, un droit de préférence à la souscription de deux tiers des actions nouvelles. Le droit de préférence à la souscription du dernier tiers sera réservé aux porteurs de parts bénéficiaires.

L'assemblée générale extraordinaire peut aussi décider la réduction du capital social, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un rachat d'actions, d'un échange de nouveaux titres en nombre équivalent ou moindre ayant ou non le même capital avec ou sans soulte à payer ou à recevoir.

7° Le texte qui suit remplace l'article 7 des statuts :

Art. 7. — Le montant des actions à libérer en numéraire est payable : le quart lors de la souscription et le surplus aux dates et dans les proportions qui seront fixées par le conseil d'administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires par un

avis inséré dans un journal d'annonces légales des lieux du siège social et du siège administratif, au moins quinze jours à l'avance.

Ces dispositions sont applicables en cas d'augmentation du capital, sous cette réserve que, dans ce dernier cas, le versement de tout ou partie des actions peut être réalisé par voie de compensation jusqu'à due concurrence avec une dette certaine et exigible de la société.

Tout versement en retard porte intérêt de plein droit au profit de la société au taux de 7 % par an, à dater du jour de son exigibilité, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. Un défaut de paiement constaté par une simple sommation adressée au souscripteur et demeurée sans effet permet à la société de faire vendre les actions sur lesquelles les versements appelés ne sont pas effectués. A cet effet, un avis de mise en vente indiquant le numéro des actions est publié dans un des journaux d'annonces légales du lieu du siège social.

Quinze jours après cette publication, la société, sans mise en demeure et sans autre formalité, a le droit de faire procéder à la vente des actions en bloc, ou en détail, en une ou plusieurs fois, pour le compte et aux risques et périls des retardataires, soit en Bourse, par le ministère d'un agent de change, si les actions sont cotées en Bourse, soit aux enchères publiques par le ministère d'un notaire ou de tel magistrat ou fonctionnaire en tenant lieu, dans le cas contraire.

Les titres originaux des actions ainsi vendus deviennent nuls de plein droit et doivent être restitués à la société pour annulation. Il en est délivré de nouveaux par duplicata aux acquéreurs.

En conséquence, tout titre non revêtu de la mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable ; aucun dividende ne lui sera payé. Le produit de la vente est imputé, conformément à la loi, sur ce qui est dû à la société sur les actions vendues, l'actionnaire exproprié restant tenu de la différence en moins ou profitant, s'il y a lieu, de l'excédent.

Les propriétaires d'actions dont les versements sont en retard sont admis aux assemblées générales, mais sans pouvoir y disposer de plus d'une voix, à raison desdites actions.

8° L'article 8 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

Art. 8. — Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix des titulaires.

9° Le texte de l'article 9 des statuts est abrogé et remplacé par le suivant :

Art. 9. — Les titres d'actions ou certificats nominatifs sont extraits d'un registre à souche et numérotés.

Ils sont frappés du timbre de la société, revêtus des signatures de deux administrateurs, dont l'une pourra être apposée au moyen d'une griffe.

10° La rédaction de l'article 10 des statuts fait place au texte suivant :

Art. 10. — La cession des titres nominatifs s'opère conformément à l'article 36 du code de commerce, par une délibération de transfert signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire, et inscrite sur un registre tenu par la société. Le certificat du cédant est annulé et il est délivré un ou plusieurs certificats nouveaux au nom des ayants droit.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un agent de change ou par un notaire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

La cession des actions au porteur se fait par simple tradition.

11° Les dispositions de l'article 14 des statuts sont abrogées et remplacées par les articles suivants, qui porteront les n°s 14 à 23.

Art. 14. — La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale.

Art. 15. — A toute époque, les membres du conseil d'administration auront la faculté de s'adjoindre de nouveaux membres jusqu'au nombre maximum, s'ils le jugent utile pour les besoins du service et de l'administration de la société.

Dans ce cas, les nominations faites à titre provisoire par le conseil seront soumises à la confirmation de la plus prochaine assemblée générale, qui déterminera la durée du mandat.

Art. 16. — Chaque administrateur doit, à son entrée en fonctions, et pendant toute la durée de son mandat, être propriétaire de 50 actions. Ces actions sont affectées en totalité, conformément à la loi, à la garantie de tous les actes de la gestion.

Elles sont nominatives, inaliénables, frappées du timbre indiquant leur inaliénabilité et restent déposées dans la caisse sociale.

Art. 17. — La durée des fonctions des administrateurs est de six années, sauf l'effet de renouvellement partiel dont il va être parlé. Après le 5^e exercice social, soit celui clôturé le 30 juin 1926, le conseil sera renouvelé en entier, mais ensuite il se renouvellera par tiers tous les deux ans, de sorte que le renouvellement soit complet tous les six ans.

Les premiers membres sortants seront désignés par le sort ; ensuite par rang d'ancienneté. Tout membre sortant est rééligible.

Art. 18. — Chaque année, le conseil d'administration choisit, s'il le juge utile, un président.

En cas d'absence du président ou à défaut de nomination, le conseil désigne, pour chaque séance, un membre chargé de présider.

Art. 19. — Le conseil pourra choisir

un secrétaire permanent, même en dehors de son sein. La rémunération du secrétaire sera fixée par le conseil et passée en frais généraux.

Art. 20. — Le conseil d'administration recevra une rémunération qui sera fixée chaque année par l'assemblée générale.

Art. 21. — Le conseil d'administration se réunit au siège social ou au siège administratif, ou en tout autre endroit indiqué par l'avis de convocation, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du secrétaire du conseil ou sur la demande qui lui serait adressée par la moitié des membres du conseil. La présence de trois membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations. Toutefois, la présence de deux membres suffira pour cette validité lorsque le conseil ne sera composé que de trois membres.

Les propositions soumises au conseil d'administration sont à chaque séance adoptées ou rejetées à la majorité des voix des administrateurs présents, chaque administrateur ayant droit à une voix.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Tout administrateur peut se faire représenter aux séances du conseil par l'un de ses collègues muni d'un pouvoir écrit sans caractère impératif, mais sans qu'un administrateur puisse avoir plus de deux voix, y compris la sienne.

Une résolution signée de tous les administrateurs sera considérée comme ayant été adoptée à une réunion de conseil régulièrement convoquée.

Art. 22. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par deux administrateurs ; les noms des membres présents et absents sont constatés en tête du procès-verbal de chaque séance.

Les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par deux administrateurs ayant ou non pris part à la délibération.

Art. 23. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes opérations relatives à son objet et notamment ; il autorise et réalise toutes acquisitions, ventes et échanges de biens meubles et immeubles, consent tous baux et locations à la société ou par la société, le tout à long ou à court terme, des mêmes biens et droits avec ou sans promesses de vente. Il statue sur tous traités, marchés, devis, soumissions et entreprises à forfait ou autrement. Il décide de toutes participations directes ou indirectes à toutes entreprises industrielles et commerciales se rattachant directement ou indirectement aux objets de la société. Il détermine tous emplois de fonds ; il autorise tous désistements de privilèges hypothèques ou actions résolutoires, abandons de droits réels et personnels, mainlevées d'inscriptions, saisies et men-

tions, subrogations, oppositions, le tout avant ou après paiement. Il autorise tous transferts ou cession de créances et prêts d'immeubles avec ou sans garantie, ainsi que toutes prorogations de délais.

Il autorise aussi tous compromis ou transactions sur les affaires de la société.

Il signe tous les billets, traites, lettres de change, mandats sur le Trésor, la Banque de l'Algérie, la Banque d'Etat du Maroc, la Compagnie Algérienne, la Banque Algéro Tunisienne, la Caisse des dépôts et consignations et toutes caisses publiques et particulières.

Il touche et paie toutes sommes et créances, en principal, intérêts, frais et accessoires.

Il fait consentir à la société toutes ouvertures de crédit jusqu'à concurrence de telles sommes et aux conditions d'exigibilité d'intérêts qu'il jugera opportun, soit par la Banque de l'Algérie, la Banque Algéro Tunisienne, la Banque d'Etat du Maroc, la Compagnie Algérienne, tous autres établissements financiers ou tous particuliers.

Il fait ouvrir tous comptes courants et autres à la Banque de l'Algérie, à la Banque d'Etat du Maroc, à la Compagnie Algérienne, dans tous autres établissements financiers et chez tous banquiers.

Il nomme et révoque tous mandataires, employés ou agents, détermine leurs attributions, traitement, salaires et gratifications.

Il arrête le bilan et les comptes qui devront être soumis à l'assemblée générale des actionnaires, fait un rapport sur ces comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il propose la fixation des dividendes à répartir.

Il soumet à l'assemblée générale les propositions d'augmentation du capital social, de modifications aux statuts, de prolongation et, le cas échéant, la dissolution anticipée de la société et fusion avec d'autres sociétés.

Enfin, il représente la société en justice, tant en demandant qu'en défendant, et c'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes actions judiciaires.

Les pouvoirs qui viennent d'être conférés au conseil d'administration sont énonciatifs et non limitatifs de ces droits.

Art. 24. — Le conseil peut déléguer par substitution de mandat les pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs administrateurs pour l'administration courante de la société ou pour l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Les attributions et pouvoirs du ou des administrateurs délégués sont déterminés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut aussi conférer à un ou plusieurs directeurs, membres du conseil d'administration ou non, réunis en comité de direction, les pouvoirs qu'il juge convenables

pour la direction technique et locale des affaires de la société.

Il peut passer avec ce ou ces directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et de leurs pouvoirs, leur durée, qui pourra être supérieure à celle des fonctions du conseil traitant au nom de la société, l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels, ainsi que les conditions de leur révocation ou de leur retraite.

Le conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telle personne que bon lui semble, par mandat spécial et pour un objet déterminé.

12° L'article 15 des statuts est aussi modifié et portera le n° 25 : Commissaires.

Art. 25. — L'assemblée générale nomme chaque année un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, toujours rééligibles, qui remplissent les fonctions déterminées par la loi du 24 juillet 1867.

Elle fixe une indemnité qui est allouée à chacun d'eux et qui est maintenue jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de refus, d'empêchements, de décès, de démission de l'un des commissaires, l'autre ou les autres commissaires en exercice remplissent seuls leurs fonctions.

S'il est nommé plusieurs commissaires, ils peuvent agir ensemble ou séparément.

13° Le texte du titre V, relatif aux assemblées générales, de son commencement jusqu'à la fin du paragraphe précédant immédiatement le sous-titre : « Etat de situation, Inventaire, Bénéfices de réserve », est abrogé et remplacé par les articles ci-après, qui porteront les n° 26 et 34 du titre V.

TITRE V

Assemblées générales

Art. 26. — Il est tenu chaque année une assemblée générale ordinaire dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement à toute époque de l'année, soit par le conseil d'administration quand il en reconnaît l'utilité, soit par un groupe d'actionnaires réunissant le cinquième au moins du capital social.

La réunion a lieu soit au siège social ou au siège administratif, soit dans tout autre endroit désigné par le conseil d'administration.

Les convocations aux assemblées sont faites par un avis inséré dans un journal d'annonces légales des lieux du siège social et du siège administratif, trente jours au moins à l'avance pour les assemblées générales ordinaires et quinze jours au moins à l'avance pour les assemblées générales extraordinaires.

Toutefois, les actionnaires pourront se réunir en assemblées générales ordinaires et extraordinaires sans tenir

comptes des formes et délais ci-dessus prescrits pour les convocations, et délibérer valablement lorsque toutes les actions seront représentées à l'assemblée.

Art. 27. — L'assemblée générale ordinaire est régulièrement constituée lorsque les membres présents réunissent au moins le quart du capital social.

Si, après une première convocation, l'assemblée générale ne réunit pas ce nombre, il en est convoqué immédiatement une seconde en observant les mêmes formes, le délai n'étant alors que de dix jours, et elle délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté par les actionnaires présents, mais seulement sur les affaires à l'ordre du jour de la première.

Art. 28. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par un administrateur désigné par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents, et consentants, rempliront les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors de l'assemblée.

Art. 29. — L'assemblée générale ordinaire se compose de tous les actionnaires possédant au moins cinquante actions libérées des versements exigibles. Toutefois, les propriétaires de moins de cinquante actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

Nul ne peut se faire représenter à une assemblée générale que par un mandataire actionnaire lui-même ou représentant légal d'un actionnaire.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale ordinaire, déposer leurs titres dans les caisses désignées ou agréées par le conseil d'administration, dix jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion. Le conseil d'administration a cependant la faculté de réduire ce délai et d'accepter des dépôts en dehors de cette limite. Pour les assemblées générales extraordinaires, le conseil d'administration fixe pour chaque assemblée le délai de dépôt des titres au porteur. Il est remis à chaque déposant, si le conseil le juge à propos, une carte d'admission aux assemblées générales ; cette carte est nominative et personnelle. Dans le cas où il ne serait pas remis de carte d'admission, les propriétaires d'actions au porteur seraient admis aux assemblées sur la production du récépissé de dépôt de leurs titres dans les caisses qui auraient été désignées par le conseil.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales, être inscrits sur les registres de la société cinq jours au moins avant le jour fixé pour la réunion.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente de fois cinquante actions, sans limitation.

Art. 30. — L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du ou des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et les comptes ; la délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle, si elle n'a pas été précédée de la lecture du rapport du ou des commissaires.

Elle fixe les dividendes à répartir, sur la proposition du conseil d'administration.

Elle fixe les prélèvements à effectuer pour la constitution des fonds de réserve et de prévoyance et décide tous reports à nouveau des bénéfices d'une année sur l'année suivante.

Elle nomme les administrateurs et le ou les commissaires et ratifie, s'il y a lieu, les nominations d'administrateurs faites par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire ou des assemblées générales extraordinaires composées de la même manière peuvent statuer sur toutes autorisations et tous pouvoirs à donner au conseil d'administration en dehors de ceux prévus à l'article 23, et, d'ailleurs, délibérer et statuer souverainement sur tous les intérêts de la société, sauf les cas prévus aux articles ci-après.

Art. 31. — L'assemblée générale extraordinaire se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, sans limitation.

Art. 32. — L'assemblée générale extraordinaire peut, mais seulement sur l'initiative du conseil d'administration, apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi sur les sociétés.

Elle peut décider, notamment :

L'augmentation ou la réduction du capital social, sa division en actions d'un type autre que celui de cent francs.

La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société.

La fusion ou alliance avec d'autres sociétés françaises ou étrangères, constituées ou à constituer.

La transformation de la société en société de toute autre forme.

Le transport ou la vente à tous tiers ou l'apport à toute autre société des biens, droits et obligations de la société.

Toutes modifications à l'objet social, notamment son extension ou sa restriction ;

Toutes modifications à la répartition des bénéfices et de l'actif social.

Art. 33. — Dans tous les cas prévus ci-dessus, l'assemblée n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts du capital social.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications autres que celles touchant à l'objet ou à la forme de la société, si sur une première convocation, l'assemblée n'a pu réunir les trois quarts du capital social, une nouvelle assemblée peut être convoquée, et elle délibère valablement si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social et, si cette seconde assemblée n'a pu réunir la moitié du capital social, il peut en être convoqué une troisième qui délibère valablement si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant le tiers du capital social.

Ces deuxième et troisième assemblées sont convoquées au moyen de deux insertions prescrites par la loi, faites l'une dans le Bulletin des annonces légales obligatoires que dans un journal d'annonces légales des lieux du siège social et du siège administratif, indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée.

Ces assemblées ne peuvent se tenir que quinze jours au moins après la deuxième insertion.

Art. 34. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés des membres du bureau ou de la majorité d'entre eux.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun est propriétaire. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président du conseil d'administration au par deux administrateurs.

14° Le chapitre « Etats des situations, inventaires, bénéfices, fonds de réserve » du titre V, art. 16, est remplacé par le texte suivant, dont l'ensemble constitue le titre VI :

« Etats de situation, inventaires, répartition des bénéfices, fonds de réserve, comportant les articles « 35 » « à « 38 ».

TITRE VI

Etats de situation, inventaires, répartition des bénéfices, fonds de réserve.

Art. 35. — L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin. Par exception, de l'exercice qui se clôture le 30 juin 1922, commence le 16 octobre 1921.

Art. 36. — Le conseil d'administration dresse chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la société.

Cet état est mis à la disposition des commissaires.

Il est, en outre, établi à la fin de chaque année sociale, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières, et en général, de tout l'actif et de tout le passif de la société.

Dans cet inventaire, les divers éléments de l'actif social subissent la diminution de valeur et les amortissements ordinaires et extraordinaires qui sont jugés convenables par le conseil d'administration.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale ; tout actionnaire peut prendre, au siège social ou au siège administratif, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer copie du compte résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

Art. 37. — Les résultats de l'exercice fournis par la balance du compte de Profits et Pertes et résumant l'ensemble des opérations au moment de l'inventaire, déduction faite de toutes les charges sociales et des amortissements constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il sera tout d'abord prélevé, et dans l'ordre suivant :

1° Cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ; après quoi, le prélèvement affecté à sa formation cessera d'être obligatoire, sauf à reprendre son cours s'il descendait au-dessous du dixième du capital social ;

2° La somme nécessaire pour fournir aux actions, à titre de premier dividende, sept pour cent des sommes dont elles sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

3° Dix pour cent du surplus au conseil d'administration à répartir suivant décision du conseil ;

4° Le solde sans déduction des sommes que l'assemblée générale, sur la proposition du conseil, décidera, soit de reporter à nouveau, soit d'affecter à des fonds de réserve extraordinaires et de prévoyance, réserves dont le conseil déterminera l'emploi, sera réparti : soixante-quinze pour cent aux actions, vingt-cinq pour cent aux parts bénéficiaires.

Toutefois, sur les soixante-quinze pour cent revenant aux actions, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil, pourra encore décider le prélèvement des sommes destinées à la constitution de toutes réserves extraordinaires, destinées au rachat des parts.

Art. 38. — Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et caisses désignées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, dans le cours de chaque année sociale,

procéder à la répartition d'un acompte sur le dividende de l'année courante, si les bénéfices réalisés le permettent.

Les dividendes de toutes actions munies de coupons au porteur sont valablement payés au porteur du coupon.

Si l'action nominative n'est pas munie de coupons payables au porteur, les dividendes sont valablement payés au moyen de l'envoi par la poste d'un chèque barré ou d'un mandat de paiement au titulaire du certificat nominatif à son adresse inscrite sur les registres de la société.

15° Le titre VI « Dissolution, liquidation », et le chapitre « Contestations » sont modifiés ainsi qu'il suit, et le nouveau texte constitue le titre VII : « Dissolution, liquidation, contestations, groupant les articles 39 à 41 ».

TITRE VII

Dissolution, liquidation, contestations

Art. 39. — En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la société ou de prononcer sa dissolution.

L'assemblée est régulièrement constituée si elle réunit le nombre d'actions exigé par la loi en vigueur au moment de la réunion.

A défaut de convocation par le conseil d'administration, le ou les commissaires des comptes peuvent réunir l'assemblée.

Le conseil d'administration a le droit de proposer une dissolution anticipée qui serait fondée sur d'autres causes qu'une perte des trois quarts du capital social et l'assemblée générale extraordinaire peut valablement statuer sur cette proposition.

Art. 40. — A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition des administrateurs, le mode de liquidation, et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Cette nomination de liquidateur met fin au pouvoir des administrateurs ainsi qu'à ceux du ou des commissaires aux comptes.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société ; elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation, de donner quitus, de révoquer le ou les liquidateurs, et également de décider, sur la proposition du ou des liquidateurs, d'annuler la résolution décidant la dissolution anticipée, de mettre fin aux pouvoirs du ou des liquidateurs et de nommer un nouveau conseil d'administration et de nouveaux commissaires aux comptes sans réserve des droits acquis dans l'intervalle par d'autres que les actionnaires.

L'assemblée générale sera convoquée

par les liquidateurs, ceux-ci seront tenus de procéder à cette convocation lorsqu'ils en seront requis par les actionnaires représentant le cinquième du capital social, et stipulant les sujets qu'ils entendent voir mettre à l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par un des liquidateurs ou, à son défaut, par une personne désignée par l'assemblée.

Tous extraits ou copies sont valablement signés par le ou les liquidateurs.

Tous les biens et droits mobiliers, immobiliers de la société continueront à être considérés, même après dissolution, et jusqu'à complète liquidation, comme appartenant à l'être moral et collectif, et nullement comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement.

Sur l'actif provenant de la liquidation après l'extinction du passif, il sera prélevé les sommes nécessaires au remboursement du montant libéré et non amorti des actions et le montant des fonds de réserve appartenant uniquement aux actionnaires, les dits fonds devant être répartis à ceux-ci seulement ; quant au solde, il sera réparti, savoir : 75 % aux actions, 25 % aux parts bénéficiaires.

Art. 41. — Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social ou du siège administratif.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile au lieu du siège social ou du siège administratif, et toutes assignations sont régulièrement données à l'un de ces deux domiciles.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au Parquet de M. le Procureur de la République près le tribunal civil du lieu du siège social ou du siège administratif.

Aucune contestation ayant le caractère d'une action sociale ne peut être dirigée contre les administrateurs ou contre les commissaires des comptes si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature doit, vingt jours au moins avant la prochaine assemblée générale, requérir le conseil d'administration de mettre la question à l'ordre du jour de cette assemblée. Le conseil est tenu de la mettre à l'ordre du jour, si elle émane d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social. Mais si l'assemblée générale repousse la proposition, aucun actionnaire ne peut en faire l'objet d'une instance judiciaire, dans un intérêt particulier. Si la proposition est

accueillie, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires pour introduire l'instance et suivre la procédure. Les significations auxquelles donne lieu cette procédure sont adressées uniquement aux commissaires ainsi désignés.

16° Les deux articles suivants, qui porteront les n° 42 du titre VIII et 43 du titre IX sont incorporés aux statuts.

TITRE VIII

Parts bénéficiaires

Art. 42. — Il est créé quatre mille parts de fondateur sans valeur nominale, donnant droit chacune à un quatre millièmes de la portion des bénéfices attribués à l'ensemble de ces parts sous l'article 37 des statuts, ces quatre mille parts seront réparties entre les propriétaires des 40.000 actions actuellement existantes à raison de : une part bénéficiaire par dix actions souscrites.

Les titres de parts bénéficiaires sont nominatifs ou au porteur, au choix des ayants droit. Les dispositions des articles 9 et 10 ci-dessus, concernant les modes de délivrance et de transmission des actions sont applicables aux parts bénéficiaires, de même que celles de l'article 38 relatives au paiement des dividendes.

La possession des parts ne confère aucun droit de propriété sur le fonds social, mais seulement un droit de partage dans les bénéfices, pendant toute la durée de la société, même si elle est prorogée, et ce dans la proportion fixée dans l'article 37.

Les porteurs de parts bénéficiaires n'ont aucun droit de s'immiscer à ce titre dans les affaires sociales ni d'assister aux assemblées générales des actionnaires, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Ils ne peuvent s'opposer aux modifications qui seraient apportées aux statuts par l'assemblée générale des actionnaires sans porter atteinte à leurs droits statutaires.

Toutefois, cette assemblée ne pourra prononcer la dissolution anticipée qu'après le rachat préalable de toutes les parts bénéficiaires, à moins que la dissolution n'est lieu à la suite d'une perte égale ou supérieure au quart du capital social ou que la dite dissolution ne soit approuvée par la société civile ci-après formée entre les porteurs des parts.

En aucun cas, même par suite du capital social, le nombre des parts bénéficiaires ne pourra être augmenté, ni leur portion de bénéfices modifiée, sans l'approbation de ladite société civile.

Toutefois, il est expressément stipulé, sans qu'à cet égard il soit nécessaire d'obtenir l'assentiment de la société civile, qu'en cas d'augmentation du capital social, les parts bénéficiaires ne pourront s'opposer au prélèvement du premier dividende de 7 % qui serait alloué aux nouvelles actions.

Qu'en cas de réduction du capital, l'assemblée générale pourra décider qu'il sera prélevé, chaque année, une somme égale au premier dividende de sept pour cent qui aurait été servi au capital retranché si le capital social était resté le même, laquelle somme sera portée à un compte spécial qui appartiendra exclusivement aux actionnaires et pourra être répartie par décision de l'assemblée générale.

La société se réserve également le droit, à toute époque, de racheter des parts de gré à gré, du consentement de chaque porteur de parts.

Elle se réserve également le droit, mais d'accord avec la société civile prévue au titre IX, de racheter obligatoirement les parts bénéficiaires, en totalité ou en partie.

En cas de rachat partiel obligatoire, les parts à racheter seront déterminées par tirage au sort.

Enfin la société aura le droit, à toute époque et sans avoir besoin de l'assentiment d'une assemblée de porteurs de parts, de racheter les parts bénéficiaires, mais en totalité, moyennant un prix fixé à vingt fois le dividende moyen qui leur aura été distribué pour les deux exercices qui auront précédé celui au cours duquel aura lieu le rachat, mais sans que, dans aucun des cas ci-dessus visés, ce prix ne puisse être inférieur à quatre cents francs, par part bénéficiaire.

Dans le cas de rachat obligatoire, les porteurs de parts auront la faculté, exprimée par l'organe de la Société civile, de demander le remboursement soit en numéraire, soit en actions de la société, au pair, auquel cas la société devrait procéder à l'augmentation du capital nécessaire. L'un ou l'autre mode choisi s'appliquera, bien entendu, à la totalité des parts.

Lorsque le rachat des parts aura été effectué en totalité ou en partie, il sera déduit des bénéfices leur revenant en vertu des articles 37 et 40 la quotité de ces bénéfices afférents aux parts rachetées ; cette quotité appartiendra aux actionnaires et les parts rachetées seront annulées.

TITRE IX

Société civile des porteurs de parts bénéficiaires

Art. 3. — 1° Il est formé une société civile qui existera entre tous les propriétaires actuels, futurs, des quatre mille parts bénéficiaires ci-dessus créées de la société anonyme dénommée « Société Industrielle Oranie-Maroc » ;

2° Cette société civile a pour objet de mettre en commun, réunir et centraliser tous les droits et actions pouvant être attachés aux parts bénéficiaires, de telle sorte que la société civile pourra seule et à l'exclusion des porteurs de parts individuellement, exercer tous les droits et actions attachés aux parts.

Elle peut conclure avec la société

tous traités et arrangements, en toutes circonstances, notamment en cas de :

Modification du droit des parts au partage des bénéfices leur revenant et du droit leur revenant en vertu de l'article 6 ;

Rachat total ou partiel des parts ;

Création de nouvelles parts ;

Et en général, dans tous les cas où les décisions de l'assemblée générale des actionnaires doivent être approuvées par les porteurs de parts bénéficiaires, comme portant atteinte à leurs droits.

D'une manière générale, pour résoudre toutes les questions intéressant, à un titre quelconque les parts bénéficiaires, sans toutefois que les présentes puissent donner à la société civile des porteurs de parts aucun droit d'immixtion dans les affaires de la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc », ni aucun droit d'accès à ses assemblées générales.

3° Cette société civile prend la dénomination de « Société civile des porteurs de parts bénéficiaires de la société dite : Société Industrielle Oranie-Maroc » ;

4° Le siège de cette société civile est au siège administratif de la société anonyme.

Il peut, par simple décision du ou des administrateurs de la société civile, être transféré en toute autre endroit ;

5° Cette société civile existera de plein droit et sans autre formalité, à compter du jour de la création des parts bénéficiaires par la Société Industrielle Oranie-Maroc.

Elle ne prendra fin qu'avec l'extinction des droits appartenant aux parts bénéficiaires, par dérogation à l'article 1865 du code civil, la mort, la déconfiture, l'interdiction, la faillite et même la volonté d'un ou plusieurs secrétaires ne peuvent entraîner la dissolution de la société avant l'expiration de sa durée.

6° Cette société n'aura pas de titre particulier, les titres des parts bénéficiaires énonceront que les parts font partie de la présente société civile.

Les droits et actions attachés aux parts bénéficiaires suivent les titres en quelque main qu'ils passent.

Il est bien entendu que, malgré la mise en commun des droits et actions attachés aux parts bénéficiaires dont il s'agit, chacun des porteurs de parts conserve la propriété personnelle et exclusive de ses parts, peut les aliéner et traiter de gré à gré pour leur rachat avec la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc », mais sans pouvoir s'opposer au rachat obligatoire qui serait décidé par l'assemblée générale des porteurs de parts à titre de mesure générale concernant tout ou partie des parts bénéficiaires.

Le rachat d'une part par la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc », éteint le droit social de cette part.

7° La société civile est représentée et administrée par un ou plusieurs administrateurs nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires et choisis parmi les sociétaires en dehors d'eux.

Toutefois, les deux premiers administrateurs seront M. Henry Lacombe et M. Elie, Joseph Lacombe et leur nomination ne sera pas soumise à l'assemblée générale des sociétaires.

Des émoluments peuvent être alloués à ces administrateurs par l'assemblée générale des sociétaires.

S'il y a deux administrateurs, ils pourront agir conjointement ou séparément. La durée des fonctions de chaque administrateur est illimitée.

Le ou les premiers administrateurs sont nommés par une assemblée générale des propriétaires de parts qui se réunira sur la convocation du conseil d'administration de la société anonyme.

8° En cas de démission, révocation ou décès d'un des administrateurs, l'autre exercera seul les droits et pouvoirs conférés par les présentes aux administrateurs de la société civile ; au cas de démission, révocation ou décès de l'administrateur unique, il est pourvu à son remplacement dans les trois mois de l'événement qui a mis fin à son mandat, par l'assemblée générale des porteurs de parts bénéficiaires.

9° Le ou les administrateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société civile vis-à-vis de la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc » et vis-à-vis des tiers.

Ils ont notamment tous pouvoirs nécessaires à l'effet de :

Recevoir les communications et propositions de la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc » et de son conseil d'administration. Convoyer l'assemblée générale des porteurs de parts.

Transmettre ses décisions à la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc » et les faire exécuter.

Arrêter avec la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc », toutes conventions qu'ils jugent utiles aux intérêts de la société civile et des parts bénéficiaires mises en commun, mais sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des porteurs de parts bénéficiaires dont il va être parlé.

Exécuter toutes les conventions autorisées par cette assemblée.

Le ou les administrateurs ont la faculté de déléguer et transmettre tout ou partie de leurs pouvoirs et constituer tous mandataires spéciaux.

S'il y a deux administrateurs, ils se réunissent pour délibérer toutes les fois qu'ils le jugent convenable.

Leurs décisions sont prises à l'unanimité ; il est dressé de chaque délibération, sur un registre spécial, un procès-verbal signé d'eux.

Mais il n'y a pas lieu de justifier aux tiers de ces délibérations, l'un quelconque des administrateurs représentant la société civile vis-à-vis des tiers dans toutes circonstances quelconques.

10° Lorsqu'il y a lieu de réunir les sociétaires, ils sont convoqués en assemblée générale, à la diligence de ou des administrateurs, ou à leur défaut, par les sociétaires les plus diligents réunissant au moins le quart des parts.

L'assemblée peut encore être convoquée par le conseil d'administration de la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie Maroc », dans le cas où les administrateurs de la société civile ont négligé de convoquer cette assemblée dans les quinze jours de la demande qui leur en a été faite par ledit conseil.

Les convocations ont lieu au moyen d'une insertion faite au moins dix jours à l'avance dans un journal d'annonces légales du siège de la société civile.

Les formes et délai de dépôt des titres déterminés par le ou les administrateurs sont indiqués dans l'avis de convocation.

11° L'assemblée générale des porteurs de parts se compose de tous les sociétaires, quel que soit le nombre de parts dont ils sont porteurs.

Elle est présidée par l'un des administrateurs désigné par ses collègues.

Les deux plus forts porteurs de parts, présents et acceptants, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

L'assemblée ne peut délibérer valablement que si les membres présents représentent par eux-mêmes ou comme mandataires, la moitié des parts existantes.

Lorsque sur une première convocation, ce nombre n'est pas atteint, il est convoqué une seconde assemblée à dix jours d'intervalle et cette assemblée dé-

libère valablement si elle réunit au moins les tiers des parts existantes.

Enfin si sur une deuxième convocation, ce nombre n'est pas atteint, il est convoqué une troisième assemblée, aussi à dix jours d'intervalle, et cette assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des parts qu'elle réunisse.

Les résolutions, pour être valables, doivent être votées à la majorité des voix des membres présents ou représentés, sauf celles concernant le rachat des parts bénéficiaires et la création de nouvelles parts pour lesquelles il est exigé une majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés. Il en est de même pour les modifications aux statuts de la société civile.

Chaque porteur de parts a autant de voix qu'il représente de parts, sans limitation.

Nul ne peut représenter des parts bénéficiaires s'il n'est lui-même porteur de parts.

Il est dressé procès-verbal de la séance dans les formes ordinaires ; ce procès-verbal, ainsi que la feuille de présence sont signés par les membres du bureau. Les copies et extraits de procès-verbaux sont signés et certifiés conformes par le ou les administrateurs.

12° L'assemblée délibère et statue souverainement sur toutes questions pouvant intéresser la société civile et indiquées dans l'avis de convocation.

Elle entend le rapport de son ou de ses administrateurs et leur donne décharge.

Elle examine, rejette ou autorise tous traités, transaction, compromis et modifications aux droits des parts bénéficiaires et statue souverainement sur toutes les questions intéressant, à un degré quelconque, les porteurs de parts.

Elle confère aux administrateurs, tous pouvoirs supplémentaires.

Elle peut modifier les présents statuts de la société civile.

13° L'assemblée générale représente l'universalité des porteurs de parts, ses décisions obligent tous les sociétaires, même absents, incapables ou dissidents.

14° Le ou les administrateurs représentent valablement la société civile tant en demandant qu'en défendant, vis-à-vis de la société anonyme dite « Société Industrielle Oranie-Maroc » et des porteurs de parts individuellement.

15° Les frais et émoluments auxquels donnera lieu l'administration de la société civile seront supportés par la société anonyme sous le contrôle du conseil d'administration de cette dernière.

Certifié conforme au registre des délibérations des assemblées générales.

Fès le 12 novembre 1921.

L'administrateur délégué de la S.I.O.M.

Signé : Modeste MORNING.

En marge se trouve la mention suivante :

Certifié conforme et annexé à la minute d'un acte constatant le dépôt dressé ce jour, par le secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Fès, sous-signé.

Fès, le 3 décembre 1921.

Morning et Durand signés, ce dernier secrétaire-greffier en chef.

Visé pour timbre à 17,60, enregistré à Fès, le 3 décembre 1921, f. 60, n° 576. Reçu trois francs. Le receveur : signé Desmazières.

Pour expédition conforme :

Fès, le 5 décembre 1921.

Le secrétaire-greffier en chef,

DURAND.

Société Marseillaise de Crédit

Industriel et Commercial et de Dépôt

Société anonyme. - Fondée en 1865. - Capital 75.000.000

Siège social à MARSEILLE, rue Paradis, 75

Succursale à PARIS, rue Auber, 4

Bilan au 30 septembre 1921

ACTIF

Caisse, Banque et Trésor.....	Fr. 23.916.130 08
Portefeuille et Bons Défense Nationale.	282.983.919 46
Rentes, actions, obligations et participations financières.....	5.585.257 48
Avances sur titres et reports.....	13.911.069 02
Comptes-courants.....	63.807.367 86
Comptes d'ordre et divers.....	29.420.376 97
Immeubles sociaux.....	8.300 000 "
Report.....	418.924.120 87

A Reporter.....	418.924.120 87
Succursales (établiss. et installat.)...	4.550.000 "
Actionnaires (versem. n. ap. s.) 45.208 actions libérées de 125 francs.....	16.626.000 "
Fr.	440.100.120 87

PASSIF

Capital.....	Fr. 75.000.000 "
Réserves	25.630.000 "
Statutaire.....	5.215.000
Supplémentaire.....	18.165.000
Immobilière.....	2.250.000
Dépôts et comptes-courants.....	312.282.612 27
Effets à payer.....	594.970 50
Comptes d'ordre et divers.....	23.547 037 31
Profits et pertes des exercices précédents.....	3.045.500 79
Fr.	440.100.120 87

Certifié conforme aux écritures,

L'Inspecteur Général :

A. JACQUIER.

Le Président du

Conseil d'Administration

EDOUARD CAZALET.